N°363 décembre
2008 - 4,60€ - 7 FS

S!lence

écologie • alternatives • non-violence



Téléphone insupportable !

Crise économique
De gré ou de force, la décroissance

Agriculture Bio
Sortir de la dérive mercantile





3 questions à...

Camille Guillot pour Mix-cité Nantes

S!lence : Comment est née l'association Mix-Cité ?

Camille Guillot : Mix-Cité est d'abord née à Paris, où l'association a été créée en 1997. C'est un mouvement féministe, mixte, politique et solidaire. Par la suite, d'autres associations se sont constituées à Orléans, Rennes, Toulouse, Nantes et Lyon. Les associations sont indépendantes les unes des autres mais ont une charte et des revendications communes.

La constitution de ce mouvement est la conséquence d'un constat : malgré l'acquisition des droits fondamentaux des femmes, notre société reste profondément sexiste : inégalités de salaire, violences, précarité, inégalités domestiques, inégalités en politique...

Pourquoi une campagne contre les jouets sexistes ?

Le jouet est un objet social et politique qui reflète de façon très juste quelles valeurs la société adulte veut inculquer aux enfants. On remarque d'abord que les jouets sont quasi-toujours sexués : pages roses pour les filles, bleues pour les garçons, impossible de se tromper ! Ce qui détermine le choix du jouet est d'abord et avant tout le sexe, et cela n'étonne plus personne. Alors, que trouve-t-on dans les rayons ?

Côté rose, des mini-aspirateurs, des chariots de ménage, dînettes, et autres objets ménagers. On s'interroge sur l'intérêt éducatif et ludique de tels jeux. Est-ce un hasard si aujourd'hui, en France, 80% des tâches ménagères sont effectuées par les femmes ? Pour les petites filles également, des bébés interactifs, poussettes et accessoires. On apprend aux petites filles non seulement à prendre soin de bébés-poupées, mais également lorsqu'elles sont plus grandes, à s'occuper des enfants plus jeunes qu'elles. Il est ensuite aisé d'affirmer que les femmes sont plus aptes à s'occuper des enfants, ont l'« instinct » maternel, etc. Enfin, on trouve les incontournables poupées stars, les têtes à coiffer, le maquillage ; bijoux et accessoires leur apprenant à se soumettre dès le plus jeune âge aux diktats de la mode et de la séduction. En plus de leur mentir en érigeant un modèle de la femme « parfaite » aux mensurations inhumaines, on crée et développe chez les petites filles des complexes qui s'aggravent bien trop souvent jusqu'à l'anorexie. Le message adressé aux petites filles est très clair : sois belle et fais le ménage ! Quid de la réflexion, la curiosité, l'ingéniosité, les sciences, l'aventure, l'ambition ?

Côté bleu, les stéréotypes ne sont pas les mêmes mais ne sont pas moins présents. Petites voitures, ateliers de bricolage, ballons de foot, jeux d'aventures, coffret du petit chimiste, activités scientifiques... Des jouets qui incitent l'enfant à développer des qualités manuelles ou d'orientation dans l'espace, qui prônent la vitesse, le dynamisme, la technique, la curiosité et la réflexion. On y trouve aussi des armes-jouets de plus en plus réalistes : revolvers, poupées-soldats, etc. On légitime la violence physique, la

quoi de neuf ?

Venez nous voir les 11 et 12 décembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence.* Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions :
11 et 12 décembre, 22 et 23 janvier, 19 et 20 février...
Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 20 décembre** (pour le numéro de février), **31 janvier** (pour le numéro de mars), **28 février** (pour le numéro d'avril)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.
Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **29 octobre 2008.**

Groupes locaux

Vous êtes nombreux à nous demander les adresses proches de chez vous pour organiser des rencontres entre lecteurs-lectrices. Mais déontologiquement, nous ne pouvons pas communiquer les adresses. Il faut procéder à l'inverse : envoyez-nous vos coordonnées et nous passerons un appel dans la revue. Voici quelques groupes locaux qui se mettent en place ou existent déjà.

> **Lyon.** Un groupe de bénévoles est en train de se créer dans l'agglomération lyonnaise. Son but est de contribuer à la diffusion de *Silence* (stands, concerts, soirées de soutien...), mais également, étant situé proche des locaux de la revue, il constitue pour les lecteurs un excellent moyen de participer plus directement au fonctionnement de celle-ci. Ce groupe cherche activement des bénévoles pour l'étoffer afin d'agir rapidement, ces quelques mois étant importants pour l'avenir de *Silence.* Toutes disponibilités, compétences, projets bienvenus !
Contact : *patrick.silence@orange.fr ou Clémence, tél : 04 78 28 07 83.*

> **Indre-et-Loire.** Un groupe local de *Silence* est en cours de formation. Se rencontrer, échanger, organiser des soirées et des stands avec et dans l'esprit de *Silence,* de manière plus ou moins ponctuelle, c'est possible ! Si vous souhaitez en savoir plus, vous pouvez vous manifester auprès de *Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.*

> **Puy-de-Dôme.** Un groupe local de *Silence* est en cours de formation. Se rencontrer, échanger, organiser des soirées et des stands... Prenez contact avec *Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.*



force, la combativité et la compétition. On présente aux petits garçons un modèle de virilité là encore complètement décalé : poupées ultra-musclées, panoplies d'action-man, etc. On présente la guerre comme modèle aux petits garçons, alors qu'on dénombre dans le monde environ 300 000 enfants-soldats dont une majorité de garçons. Et comment s'étonner que, plus tard, certains hommes ne sachent pas régler les conflits autrement que par la violence ? Comment ne pas trouver logique que les garçons soient plus ambitieux, plus combatifs, plus aventureux, plus nombreux dans les filières scientifiques ? Qu'ils soient moins intéressés par l'éducation des enfants et le ménage, tâches très peu valorisées dans notre société ?

Mix-Cité propose de réfléchir aux jouets que l'on offre à nos enfants, et à travers cela, à l'éducation qu'on leur donne. C'est en ayant conscience de nos propres stéréotypes que nous pourrons trouver des alternatives et proposer aux enfants des jouets différents, selon leur caractère, leurs envies et non selon leur sexe.

Qu'invitez-vous les lecteurs-lectrices à faire pour relayer cette campagne ?

Toute personne intéressée par notre campagne peut y participer, renseignez-vous auprès des groupes locaux de Mix-cité pour connaître les actions qui seront mises en œuvre dans votre ville. Vous pourrez y trouver des contre-catalogues, des listes de livres non-sexistes pour enfants... Plus généralement, nous invitons chaque personne à réfléchir aux jouets qu'elle va offrir pour Noël, et à inciter son entourage à faire de même. ■

■ **Mix-cité,** c/o Mouvement français pour le Planning familial, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris, tél : 06 03 82 86 31, www.mix-cite.org.

■ **A lire : Contre les jouets sexistes,** collectif Mix-Cité, Editions L'échappée, 2007, 158 p, 12 €.

Sommaire

CO2lionalisme

Transmis en juin 2008 à la rédaction de *S!lence* et publié dans le numéro d'octobre, l'article CO_2lonialisme consacré à la compensation volontaire des émissions de gaz à effet de serre soulignait que l'achat de crédits carbone pour compenser des émissions, lorsqu'il s'effectuait via un prestataire "associatif" tel qu'*Action Carbone,* était abusivement présenté comme un don et ouvrait à ce titre droit à déduction d'impôt. Or une décision du Ministère des finances a mis un terme à cet avantage fiscal non justifié : « Les personnes physiques et les personnes morales ne bénéficient d'aucune réduction d'impôt au titre des versements effectués en contrepartie du service de compensation de gaz à effet de serre. » (Journal officiel du 5 août 2008). Cette décision, toutefois, ne modifiera pas fondamentalement l'argumentaire développé dans l'article : pour « vivre avec une planète supplémentaire » avec Yann Arthus-Bertrand, il en coûtera simplement un peu plus cher (27 € par an au lieu de 9)...

S!lence en convalescence

Pour sauver la revue, nous avons mis en place, cet été, un plan de redressement qui nécessite de collecter d'ici la fin de l'année 80 000 € : la moitié sous forme de dons (soit 40 000 €), l'autre moitié sous forme de nouveaux abonnements, ce qui correspond à une remontée de 4000 à 5000 abonnés.

Pour le mois d'octobre, nous avons reçu 4111 € de dons (soit un total de 30366 € depuis le 1er juillet, soit 76 % de l'objectif) et le nombre d'abonnés pour ce numéro est de 4410 (soit 41 % de l'objectif).

Un grand merci aux nombreux particuliers et aux associations qui nous envoient des soutiens.

Cela nous a permis de remonter la pente. En octobre, nous avons vu notre compte en banque repasser dans le vert. Mais la situation reste fragile : deux salariés sont actuellement au chômage en attendant des jours meilleurs.

S!lence devrait pouvoir poursuivre sa route en 2009 si les soutiens de nos lecteurs et lectrices ne faiblissent pas, en particulier en continuant à faire connaître la revue autour de soi et en incitant à prendre un abonnement.

Nous avons mis en place un abonnement par virement automatique trimestriel qui commence pour les plus démunis à 7 € par trimestre (voir au centre de la revue) : à ce prix-là, tout le monde peut s'abonner.



Lionel Stocard



Lionel Stocard

editorial

La liberté de communiquer ?

Dans son livre *La liberté de circuler,* Colin Ward[1] montre comment au début du 20e siècle, l'industrie automobile naissante a su communiquer pour décrédibiliser le rail alors en pleine expansion. La notion de "liberté individuelle" a permis de créer une image encore aujourd'hui entretenue pour maintenir cette aberration de la voiture individuelle. Un siècle après, nous savons tous les inconvénients de l'automobile, mais il est bien difficile de s'en passer… car les gares se sont raréfiées.

De la même manière, nous avons assisté en moins de dix ans à l'invasion du téléphone lui aussi mobile, avec un même discours sur la liberté individuelle… mettant en péril le téléphone fixe et le service public que représentaient les cabines téléphoniques.

L'automobile crée une dépendance financière importante, pollue et tue. La téléphonie mobile aussi : elle crée une nouvelle dépendance au système[2], à son exploitation salariée (on doit être joignable instantanément) et probablement va induire d'importants problèmes de santé.

Même proches de nous, nombreuses sont les personnes qui ont un téléphone portable, se justifiant de multiples manières… comme pour la voiture.

Il nous semble important de présenter dans ce numéro les faces cachées du téléphone portable (pas seulement les questions de santé).

Nous vous proposons également en page centrale un modèle de tract destiné à être diffusé autour de vous, en espérant que cela ouvre un débat plus général : qu'est-ce que communiquer ?

Michel Bernard ■

1. Ed. ACL/Silence, 1993.
2. Une "laisse électronique" pour le président de la CNIL, Commission nationale informatique et liberté.

dossier

Lionel Stocard


D.R.

Allo, maman... bobo ?

10

En juillet 1996, les parlementaires adoptaient une loi mettant en concurrence le secteur des télécommunications. De là sont nés les trois réseaux de téléphonie mobile principaux, *Orange, SFR* et *Bouygues Telecom.*
Très rapidement, le mobile s'est généralisé et fait désormais partie de ces objets que (presque) personne n'imaginerait remettre en cause tellement ils font partie de notre environnement quotidien.

Caressé, mordillé ou lové au fond d'une poche, le téléphone portable a acquis en une décennie le statut envié d'objet essentiel à la vie, sans lequel l'individu se sent perdu ou abandonné, inquiet de ne plus être tenu par ce fil virtuel qui le relie au monde connu. Cette accoutumance à une vulgaire prothèse interroge par sa soudaineté et par sa généralisation. Jamais auparavant un simple outil technique n'avait pris autant de place dans l'antre privatif.

En France, 55,7 millions de clients détiennent un portable et dépensent chaque mois une trentaine d'euros pour communiquer. Cette folie technicommunicationnelle pose question dans une société recluse sur elle-même où l'échange par voie hertzienne semble prendre le pas sur la relation entre individus.

Mais ce mobile est avant tout un outil qui permet de poursuivre un échange en se mouvant dans l'espace, réduisant à néant et définitivement la césure existant entre le privé et le public. La rue devient un prolongement virtuel de l'appartement ou de la maison, le voisin ou l'étranger disparaissent sous l'effet d'une communication qui projette le communiquant dans un ailleurs tout en l'autorisant à être dans un "ici" dissous.

Mais en se généralisant à la vitesse d'une onde hertzienne, le portable n'a pas laissé le temps aux scientifiques et aux responsables politiques d'étudier sérieusement les effets biologiques et sanitaires d'une exposition chronique aux ondes électromagnétiques. Moins de dix ans après son apparition, le portable semble produire un impact délétère sur notre santé sans que les autorités sanitaires de notre pays réagissent, tétanisées à l'idée de réglementer un secteur puissant et lucratif.

Or, l'achat du premier portable semble intervenir de plus en plus tôt et certains parents, inquiets par nature pour leur progéniture, dotent leurs enfants de mobile, parfois même avant que ceux-ci ne sachent articuler le premier mot… Faute d'informations disponibles, les parents offrent potentiellement un cadeau empoisonné qui va exposer le cerveau de leur enfant durant plusieurs décennies sans qu'il soit aujourd'hui possible d'affirmer que le portable est sans conséquence pour la santé.

La France semble avoir pris le parti de solliciter un quartette de scientifiques manifestement rétifs à l'application du principe de précaution. L'accumulation de rapports "scientifiques" rassurants ne peut pourtant pas durablement occulter la controverse scientifique internationale. Gageons que de la mobilisation citoyenne débouchera une prise de conscience des usagers du mobile... qui ne pourra combler durablement une réglementation efficiente !



Portable et santé : TcherMobile ?

Une controverse se développe quant à l'impact sanitaire des ondes électromagnétiques en général et de celles utilisées par le portable et les antennes relais en particulier. Même si un doute subsiste quant aux effets à long terme, doute largement entretenu par l'industrie du mobile, n'y a-t-il pas un certain cynisme à commercialiser massivement et sans information relative aux effets potentiels un outil qui pourrait avoir pour effet d'augmenter certains types de cancers ? Faut-il attendre d'être confronté à une épidémie de neurinomes, cancers du nerf acoustique, de gliomes ou de cancers de la glande salivaire pour commencer à encadrer la vente de portables, notamment

Lionel Stocard

"Cadran pop" - 2006
Représentation d'un cadran de téléphone, le haut -parleur et micro sont intégrés dans la pièce centrale. Bois laqué rouge, inox, aluminium, électronique.

Lionel Stocard

Ce dossier est illustré avec des œuvres de Lionel Stocard.

Lionel Stocard est né en 1969.

Après des études d'ébénisterie, d'architecture intérieure et d'arts plastiques, il invente les *Importables,* des téléphones sculptures, imposants, lourds, encombrants... bref, loin des nanotechnologies et de ce que l'avenir nous promet !

Lionel Stocard interroge et fait réfléchir sur l'acte de téléphoner.

Dans l'ère de la consommation et de la communication à outrance, il nous invite à un tout autre rapport avec l'objet téléphone.

Ses *Importables* ne sont pas pratiques, ils sont pénibles lorsqu'il s'agit de numéroter, ils ne sont même pas "à la mode" !

Ce sont des machines à rêves... qui nous rappellent la magie de la communication à distance, amoureuse, précieuse, volontaire, étonnante. Ses sculptures interactives sont autant de pièces uniques, bizarres, fantaisistes, où le clin d'œil, l'anecdote et la plaisanterie côtoient l'exigence de l'objet précieux, le goût du travail bien fait et de la belle ouvrage.

À la fois simples et complexes.

Et chacun de rester étonné et émerveillé par des dispositifs toujours plus invraisemblables. Ainsi, le téléphone siège exige que l'on s'asseye dessus pour obtenir la tonalité. Le téléphone pour femme — et sans doute misogyne — limite automatiquement la durée de conversation. Tandis que l'empire soviétique est couvert de plomb...

Les *Importables* sont des objets rares dans un monde envahi par la technologie.

Du téléphone fixe ils gardent l'électronique, pour le reste ils nous obligent à ne pas quitter l'imaginaire qui nous aide à anticiper et à réfléchir en dehors du prêt à penser.

www.stocard.com

aux publics sensibles et particulièrement exposés ? Et avant d'agir, que savons-nous des effets potentiels ou avérés ?

Depuis 2001, deux associations, *Priartém* et *Agir pour l'environnement,* s'inquiètent ouvertement des risques engendrés par l'utilisation intensive du portable. Les pouvoirs publics se sont prudemment abstenus d'adopter une quelconque législation protectrice, à tel point que la France est un pays où règne un laxisme incroyable. Un enfant de trois ans peut acheter un portable, et une antenne relais peut être installée à moins d'un mètre des fenêtres d'une école !


2 **Mon téléphone émet des ondes plus puissantes si je me déplace.**
(www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/dossiers/sante/telephones-mobiles-leurs-stations-base-sante/depliant-information-telephones-mobiles-sante-securite.html)

Face au bruit de fond généré par la campagne associative, le ministère de la Santé s'est senti obligé de faire appel à certains experts officiels qui, docilement, ont surproduit nombre de rapports complaisants ayant pour rôle de rassurer et expliquer en lieu et place de chercher et vérifier. Ces experts en blouse blanche entrant en résonance avec cette délinquance en col blanc ne sont que la pâle figure du savant fou, l'excentricité en moins, la crédibilité froide et manipulatrice en plus. Leur mission n'est pas de chercher a priori mais d'expliquer a posteriori. Résultat : les ministres de la Santé qui se sont succédés depuis 2001 peuvent s'appuyer sur pléthore de rapports officiels qui justifient leur inaction et orchestrent leur irresponsabilité en cas de procès de la téléphonie mobile toujours à redouter.

1 ↗ Pendant ce temps-là, un certain nombre d'études étrangères ont fait l'effet de bombes à retardement dans le microcosme du *mobile-homme.* Depuis 2003, une dizaine d'études scientifiques publiées dans des revues à comité de lecture ont conclu à des effets sur la santé.

Première en date, une étude hollandaise menée par l'organisme TNO (équivalant du CNRS) en 2003 pour le compte de trois ministères a exposé pendant 45 minutes à des niveaux de champs faibles deux groupes de personnes. Le résultat est édifiant : le groupe exposé connaît certaines difficultés d'ordre cognitif, difficultés de concertation notamment.

8 ↗ Deux ans plus tard, une vaste étude scientifique nommée *Reflex,* menée par douze équipes européennes, découvrait avec stupeur que les ondes de la téléphonie mobile avaient le pouvoir de casser certains brins d'ADN, potentiellement promoteur de cancer. Financée sur fonds publics, cette grande

3 **Mon téléphone émet des ondes plus puissantes si je suis dans une masse métallique (métro, train, auto…).**
(www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/dossiers/sante/telephones-mobiles-leurs-stations-base-sante/depliant-information-telephones-mobiles-sante-securite.html)

étude européenne n'a pourtant pas fait changer d'un iota les autorités françaises.

Ces dernières se réfugient derrière les conclusions d'*Interphone,* grand programme international coordonné par l'Organisation mondiale de la santé. *Interphone* devait être publié en 2003, puis 2004, puis… annoncé pour fin 2008 et encore ! Dans les faits, les parties française, israélienne et suédoise ont déjà été publiées. Les résultats sont plus qu'inquiétants. Après seulement dix ans d'un usage intensif (que les épidémiologistes ont défini par un usage excédant seulement deux heures par mois !), nous assistons à une augmentation statistiquement significative des gliomes, neurinomes et cancers des glandes salivaires…

Mais l'Etat français et les opérateurs de téléphonie mobile ne veulent pas affoler la population… et se contentent d'attendre benoîtement les résultats finaux d'*Interphone,* dont ils savent qu'ils ne sortiront pas avant encore quelques mois ou années, selon la réussite d'un lobbying orchestré au niveau international !

Les jeunes plus sensibles aux ondes ?

Si deux heures par mois ont un effet significatif sur le nombre de cancers recensés après seulement dix ans d'utilisation, ne sommes-nous pas en droit de nous inquiéter pour la santé des ados et enfants qui usent et abusent du portable durant des laps de temps excédant largement ces deux heures par mois ? Pire, une récente étude de l'Université de Porto Alegre indique que le cerveau d'un enfant absorbe 60 % de radiation électromagnétique de plus que celui d'un adulte : sa boîte crânienne étant plus petite, les ondes pénètreraient plus en profondeur.

Malgré ces signaux d'alerte, le landerneau politique fait le dos rond. Episodiquement, un communiqué du ministère de la Santé appelle les parents à la prudence… communiqué qui ne peut décemment se substituer à une action concrète.

Expertise scientifique : le mobile du crime ?

Depuis 2001, notre pays a surproduit plus de cinq rapports officiels. Un rapport de la Direction générale de la santé, un autre de l'Agence française de sécurité sanitaire et environnementale, encore un autre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, et puis un deuxième rapport de l'Afsset… et bientôt un troisième ! L'empilement n'est pourtant pas synonyme de qualité intrinsèque desdits rapports. Pire, il a


Lionel Stocard

"Téléphone à gaz" - 2002
La communication au plus bas prix ! Combinaison du téléphone et du pneumatique. Fonctionne sans abonnement téléphonique ! À condition de payer celui du gaz... Wengé, plomb, laiton, électronique.



Lionel Stocard

◄ *"Le troisième millénaire a enfin son importable des années 80"* - 2008
1780 x 34 x 20 cm
Plexi, adhésif, haut parleur, amplificateur, fluo, électronique.

pour objet de noyer le lecteur sous des écrits partiels et partiaux.

A y regarder de plus près, cette surproduction ne reflète en rien la réalité de la controverse scientifique car les quelques experts exprimant ouvertement une inquiétude à l'égard des ondes sont écartés sans coup férir. Dans les faits, ce petit monde de l'expertise rassurante compte moins de quatre ou cinq scientifiques qui se relaient pour rassurer. A tel point que le président de l'Afsset, dans un moment d'égarement ou de franchise, a indiqué que l'expertise de l'agence qu'il présidait à l'époque ne respectait ni de près ni de loin les critères de rigueur que l'Afsset s'était fixés. Propos tonitruants qui ont amené l'inspection générale des Affaires sociales et l'inspection générale de l'Environnement à diligenter une enquête et à découvrir que les principaux experts de l'Afsset entretenaient des liens indirects avec les opérateurs, et que le président du Comité d'expertise de l'Afsset sur le rapport "Téléphonie mobile" était tout simplement… salarié de Bouygues Telecom !

4

Portable et enfants : protéger les enfants ou rassurer les parents ?

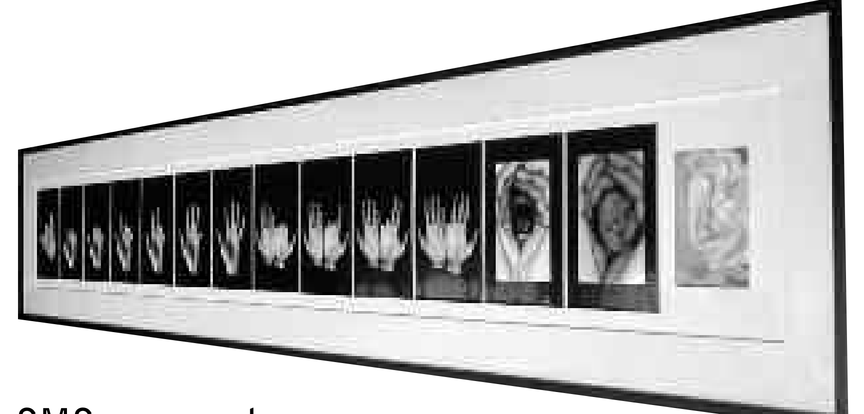
L'approche des fêtes de fin d'année aiguisent sensiblement les appétits des opérateurs, qui voient en chaque enfant un potentiel client. Cible d'autant plus facile à stimuler que le portable est devenu, en quelques années, un outil socialisant, un sésame ouvrant les portes de la communauté adolescente.

Les opérateurs connaissent l'attrait de leur offre sur une jeunesse qui s'est épris d'un outil technique, le mobile, et l'a progressivement transformé en prothèse ontologique. Mais pour atteindre cette addiction, l'opérateur doit procéder par étapes. Le conditionnement substituant l'échange à la communication et imposant un intermédiaire technique entre chaque locuteur ne peut se généraliser qu'en recourant à un intense travail publicitaire. Parler tout seul dans une rue ou pianoter frénétiquement sur un portable pour "écrire" quelques lettres ne devient normalité que si le rétif est promptement exclu du groupe.

Mais la valeur (notamment financière) n'attend pas le poids des années. Régulièrement apparaissent sur le marché, des portables pour enfants, voire destinés aux bébés. BabyMo, MO1, Kiditel… A quatre ou cinq ans, il ne s'agit pas d'une demande venant des bambins mais bel et bien des parents, inquiets, qui finissent naturellement par transmettre leur propre sentiment d'insécurité.

4 *Plus je suis jeune, plus je suis sensible à ces ondes.*

Psychologiquement, les enfants doivent pourtant accéder progressivement à une certaine autonomie qui passe par l'appréhension de l'altérité. Alex Turc, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) n'hésite pas à associer le portable à une laisse. L'ouverture sur le monde est une longue marche que l'enfant doit accepter pour devenir adulte. Le portable est là, au contraire, pour rappeler à l'enfant qu'il vit dans un monde et une société dangereux ; pour échapper à ce monde, une solution : se relier à l'univers connu de la famille, même si ce réflexe renforce une agoraphobie latente !



Lionel Stocard

▲ *"Sourd et muet"* - 2007
Ce téléphone fonctionne réellement. Le principe est simple : prenez le gant blanc situé à droite dans la niche. Décrochez en effleurant la photo qui symbolise le combiné en langage des signes. Les chiffres correspondent au nombre de doigts représentés. Composez votre numéro, parlez à l'oreille, écoutez par la bouche !
Photos, contreplaqué peint, électronique.

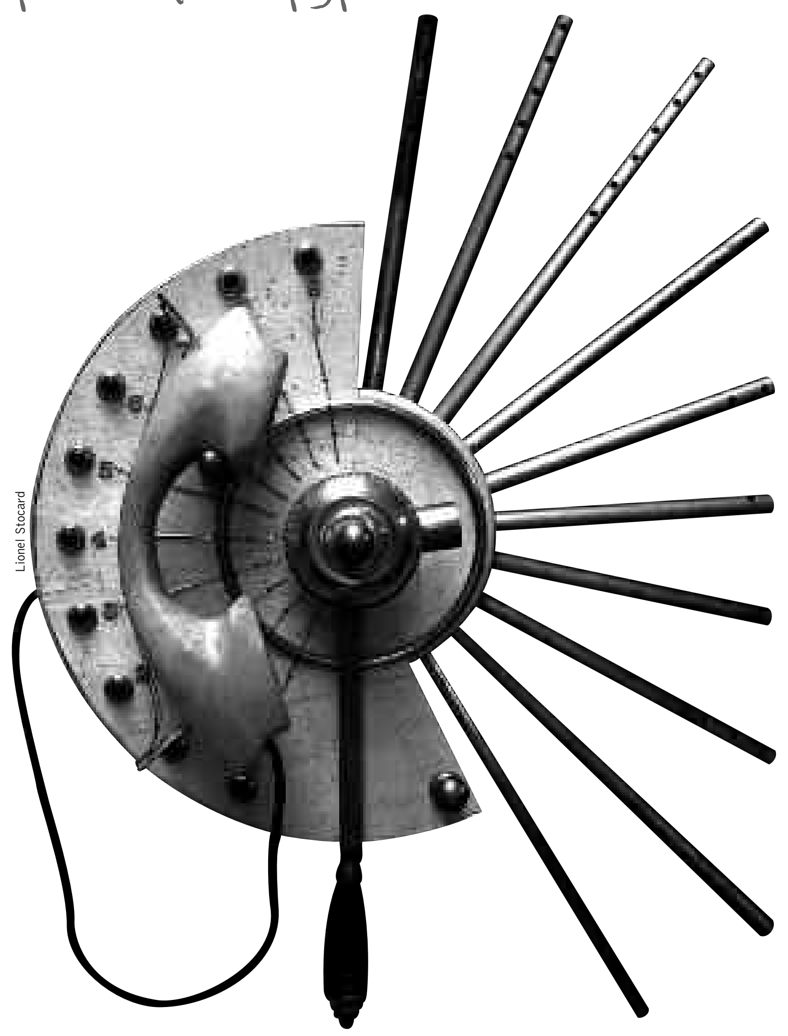
SMS : une novlangue qui ne dit pas son nom

Le passage à l'âge adulte requiert, de la part de l'enfant, de s'isoler dans sa chrysalide afin d'y effectuer sa mue. Cette transformation implique une identification à son groupe d'appartenance, groupe en opposition au monde adulte. L'adolescence s'exprime avec son vocabulaire, ses codes et ses rites. De tout temps, l'argot a permis à certains groupes de se reconnaître. Le SMS, de par sa contraction, n'a rien d'un argot car il simplifie la langue au lieu de l'enrichir. Le SMS est à l'écrit ce que le hamburger est à la cuisine : une façon d'uniformiser l'échange sur le modèle du plus petit dénominateur commun. Ce SMS ressemble à s'y méprendre à ce que décrivait déjà George Orwell dans son célèbre roman, *1984,* au travers de ce qu'il appelait le *novlangue* par opposition à l'*ancilangue*… Dans le monde concentrationnaire de *1984,* "il était entendu que lorsque le novlangue serait une fois pour toute adopté et que l'ancilangue serait oublié, une idée hérétique […] serait littéralement impensable, du moins dans la mesure où la pensée dépend des mots"[1]. Le mobile, habitude aidant, structure la communication mais aussi la pensée, en l'expurgeant de sa force contestatrice. Dans un monde où l'acronyme règne en maître, la complexité se réduit au monde binaire de la machine.

Téléphoner en mouvement : pour dire quoi et aller où ?

Dans un monde où le vide remplit le rien et le mouvement relie le néant, le portable est un outil technique qui renforce la prégnance du bougisme,

1. *1984,* George Orwell, trad. par Amélie Audiberti, Gallimard, 1975



Lionel Stocard

Téléphone "Soleil" *- 1998*
Téléphone en érable, laiton et électronique.
Applique murale.

brillamment dépeint par Pierre-André Taguieff. Face à la solitude et au déracinement de la société contemporaine, l'homme s'est mis en mouvement. L'automobile a entraîné cette mise en mouvement généralisée de la société mais a isolé le conducteur dans une bulle hermétique. L'allongement des temps de transports et le temps perdu dans les embouteillages ont incité la société technicienne à trouver une échappatoire à l'asphyxiante automobile. L'autotiste, désespérément seul dans son "autobloquante" pour ne pas être frappé d'apoplexie aigue a ainsi recours au mobile, le reliant au monde connu tout en étant en mouvement.

5 ***Même en veille, en mode réveil, mon téléphone portable continue à émettre.***

(www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/dossiers/sante/telephones-mobiles-leurs-stations-base-sante/depliant-information-telephones-mobiles-sante-securite.html)

Le portable a ceci d'asocial qu'il dissout le lieu et les individus qui s'y trouvent. Dans un monde vécu et perçu comme insécurisant, le portable recrée fictivement une certaine constance. En s'isolant du monde qui l'entoure, l'individu perd l'habitude des rencontres impromptues, renforçant ainsi le caractère inquiétant de cet "autre" qu'il ne connaît plus.

Le mobile : un outil bien de son temps

Le mobile est avant tout un outil qui accompagne une mondialisation, en ce sens qu'il permet de densifier le temps présent, ce que Zaki Laïdi nomme le "présent autarcique". Il améliore la productivité intrinsèque du travailleur, qui peut tout à la fois vaquer à ses occupations et rester connecté, autorisant une ubiquité quasi-schizophrénique. Le mobile s'insère dans le grand concert d'un monde qui bouge de façon compulsive.

Le portable est également un outil qui s'inscrit dans la droite ligne de l'interactivité cybernétique. Toute attente devient insupportable car l'attente n'est que du temps perdu dans une société du "speed" ! Dans les faits, ordinateur et portable engendrent une simultanéité où la rapidité de l'échange compte autant que l'échange lui-même. Toute médiation ou maturation réflexive recrée une certaine distance entre l'information et sa transmission. Or, quand tout le monde presse le pas, celui qui n'accélère pas recule. Le commun des mortels est donc incité à vivre intensément, quitte à mourir brutalement, consumé par l'envie d'aller toujours plus vite. Avec autant d'outils techniques appuyant sur l'accélérateur, faut-il encore rechercher les causes de cette explosion d'hyperactifs ?

Géolocalisation : Bouygues Brother is washing your brain...

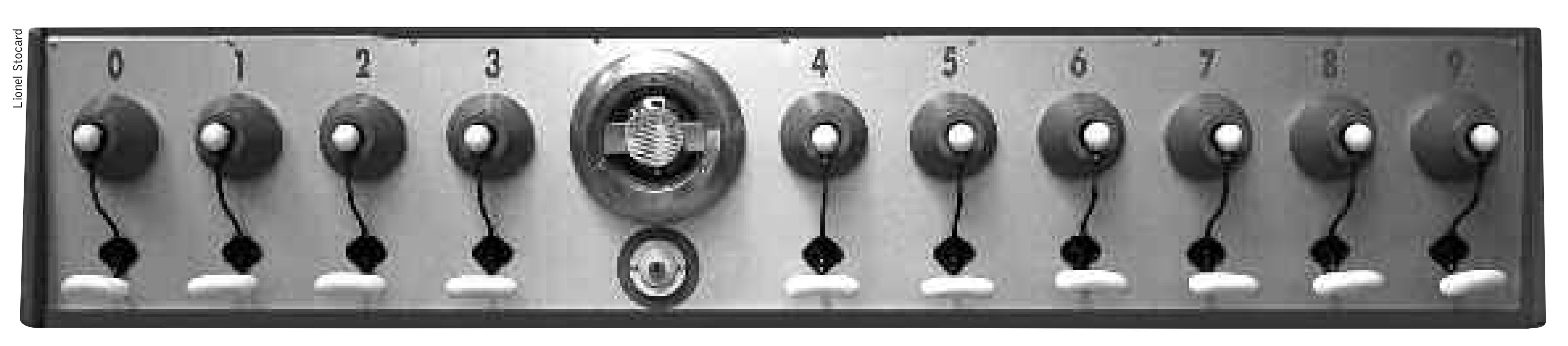
Dans son œuvre critique consacrée à la technique, Jacques Ellul a fini par acquérir la certitude que la technique s'impose à l'individu en tant que système autonome, complexe et centralisé. Autonome car chaque problème technique connaît une solution technique… *In fine,* le monde technicien développe de nouvelles applications assurant un contrôle et une surveillance généralisée aptes… à rassurer l'homme aliéné par la technique et ce grâce à un surcroît de technique ! Boucle sans fin qui ne règlera évidemment pas le problème, car la solution réside dans la recréation de liens effectifs.

Mais cet empilement de techniques, pour aliénantes qu'elles soient, permet au monde technicien d'engranger les bénéfices. Le sentiment d'insécurité justifie l'omniprésence de cette vidéosurveillance inquisitrice et amène certains parents à doter leurs enfants d'un portable auquel est ajoutée une option "géolocalisation". Cette option permet de dépister l'enfant où qu'il soit. Psychologiquement, l'enfant, sous le contrôle permanent de l'œil de Moscou, se vit en liberté conditionnelle.

Mieux, cette géolocalisation permet également de suivre le consommateur putatif et de lui transmettre des publicités ciblées en fonction de son parcours. Jamais une société dite libérale n'aura autant épié les citoyens. Téléréalité et vidéosurveillance sont les deux faces d'une même pièce de théâtre où se joue notre liberté de paraître et d'apparaître sur la scène dantesque de la "Divine Comédie".

Stéphen Kerckhove ■

Lionel Stocard



"Importable Portemanteau" - 2008
188x38x30
Bois aluminium, céramique, électronique.

Et si vous ne pouvez pas arrêter votre portable : dix façons de raccrocher !

1. Limiter le plus possible les conversations téléphoniques passées avec le mobile.

2. Eteindre son portable lorsqu'on ne l'utilise pas.

3. Choisir un portable dont le DAS sera le plus faible possible (exprimé en W/cmÇ).

4. Privilégier les lignes filaires notamment dans les zones fermées.

5. Eviter de téléphoner dans une zone où les conditions d'émission-réception sont mauvaises.

6. Eloigner le portable de la boîte crânienne et privilégier l'usage du kit oreillette ou du haut-parleur.

7. En réception ou à l'émission d'un appel, éloigner le plus possible le portable qui émet au maximum de sa puissance durant quelques secondes, jusqu'à ce qu'il trouve la station de base la plus proche.

8. Ne pas téléphoner en mouvement car le portable cherche régulièrement l'antenne la plus proche.

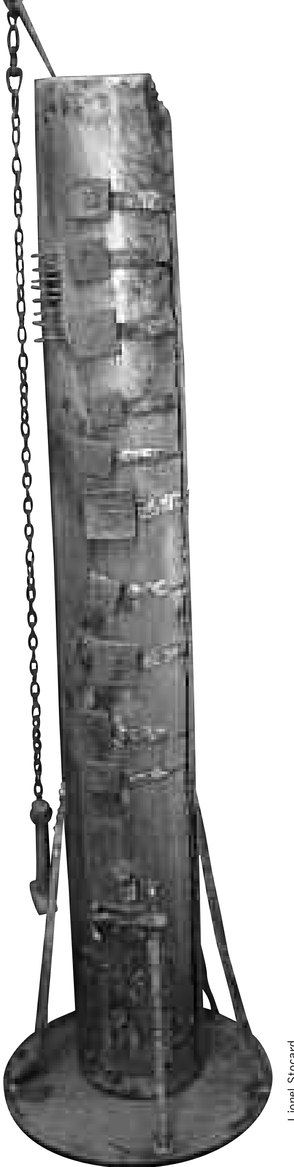
9. Ne pas téléphoner en conduisant, action promotrice d'inattention et augmentant l'exposition par effet de résonance du signal GSM.

10. Eteindre le WiFi de sa "box".

Pour en savoir plus :
Petit guide pour raccrocher sur www.agirpourlenvironnement.org/pdf/livret.pdf.

Lionel Stocard

Lionel Stocard devant son téléphone "Pierre et Marie Curie"
2006
Pièce massive d'érable ondé, teintée orange, le levier situé en bas de la sculpture sert de tonalité qui coupe l'éclairage automatiquement, le micro et haut-parleur sont placés dans les pièces en chrome. La sonnerie sort de la trompe supérieure. Érable ondé, inox, ampoules chrome, électronique.



Téléphone "Barbare" - 2006
200 x 50 cm
Tronc en loupe d'orme, chaîne et marteau, plaques de ferraille : pour téléphoner, il faut frapper les numéros soudés sur les plaques.

Lionel Stocard

Antennes relais : le tour-opérateur… bientôt chez vous ?

Plus de cent milles antennes relais sont disséminées sur le territoire français. Chacune couvre une cellule plus ou moins grande et permet d'acheminer des appels téléphoniques à l'aide d'ondes électromagnétiques.

En moins de dix ans, les opérateurs ont couvert la quasi-totalité du territoire national, exposant peu ou prou tous les citoyens.



Les opérateurs utilisent trois fréquences principales : le 900 MHz et le 1800 MHz (pour le GSM), et le 2200 MHz pour la troisième génération de téléphonie mobile (dite UMTS ou 3G).

Une antenne relais est installée pour trois raisons principales.

La première, c'est le besoin de couvrir de nouveaux territoires et les zones dites *blanches,* à savoir échappant encore aujourd'hui à une exposition chronique. Dans l'esprit des opérateurs, une zone sans couverture est un lieu de mauvaise réception comme un parking, un ascenseur ou encore une pièce à vivre close et distante de l'antenne relais. Souhaitant coûte que coûte concurrencer le téléphone filaire, les opérateurs ont mené campagne durant plusieurs années afin d'amener les abonnés au téléphone classique à mettre un terme à leur abonnement en passant l'ensemble de leurs appels à partir d'un mobile. Alors que le portable aurait dû être un outil dédié à la communication en mouvement, il tend à se substituer au réseau filaire. La couverture de nouveaux lieux justifie ainsi ce besoin de nouvelles antennes relais même si, rationnellement, il eût été préférable de réserver le mobile pour les appels en extérieur.

La deuxième raison de l'installation d'antennes relais est à mettre en parallèle avec le succès grandissant du portable. Le nombre de consommateurs, ainsi que le temps croissant consacré aux communications, débouchent sur une saturation des réseaux. Les campagnes publicitaires incitant à "communiquer plus" rendent ainsi nécessaire de nouvelles antennes relais.

Enfin, la troisième génération de téléphonie mobile, permettant la transmission de données numériques, requiert le développement d'un nouveau réseau d'antennes relais en sus des antennes existantes. L'utilité – sujette à caution – de l'accès à la vidéo sur un écran de portable de quelques centimètres carrés rend l'installation de nouvelles antennes particulièrement contestable.

6 ***Porter un téléphone portable au niveau de la ceinture provoque chez les hommes une baisse importante de la fabrication des spermatozoïdes.***

(www.guerir.fr/magazine/telephones-portables/appel-precaution-utilisation-telephones-portables/?searchterm=None)

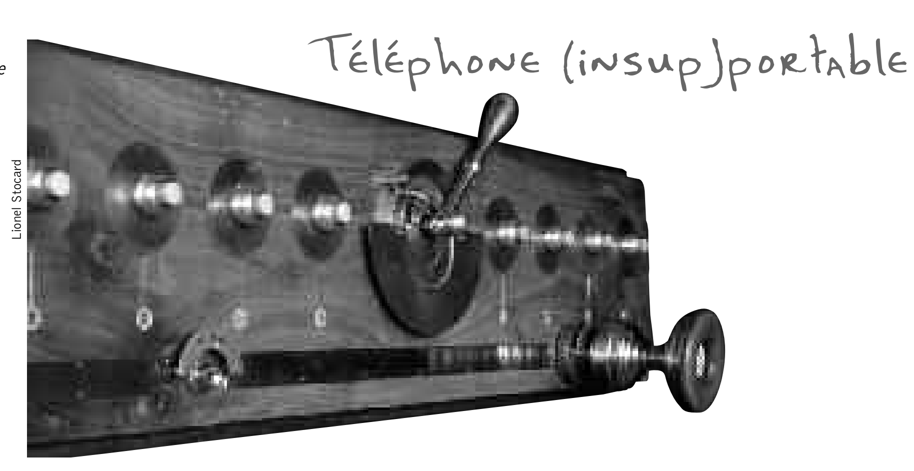


Multiplication des risques

Chaque nouvelle antenne, quelle que soit sa justification, induit une exposition accrue. A ce jour, peu d'études nous permettent de conclure aux effets des antennes relais. Réciproquement, peu d'études sont être à même d'affirmer que les antennes n'ont aucun effet sur la santé.

La France, championne du monde des rapports complaisants, s'est soigneusement astreinte à ne jamais lancer d'études scientifiques. L'exposition aux ondes des antennes relais étant considérée, *a priori,* comme faibles, les experts concluent un peu rapidement qu'à l'aune de cette exposition faible, il est inutile d'entreprendre des recherches plus approfondies !

Cette démarche, qui n'a rien de très scientifique, mélange les hypothèses et les conclusions en postulant que, puisque les expositions seraient faibles (elles ne le sont parfois pas !), il n'y aurait


Lionel Stocard

"Brett Sinclair" - 2007
Look très british, le micro se cache derrière l'écouteur. Allo Dany ? Merisier, laiton, électronique.

pas d'effets… Or les récurrences des maux recensés par les associations devraient inciter ces experts à une plus grande prudence : insomnies, palpitions, céphalées, irritabilité, déséquilibres, acouphènes, hyperactivité, saignements de nez… font partie des effets qui reviennent systématiquement.

Des associations mobilisées

Depuis 2000, l'association Pour une réglementation des implantations des antennes relais de téléphonie mobile *(Priartém)* se bat pour obtenir un encadrement réglementaire de ces stations de base. Pot de terre contre pot de fer, elle peut néanmoins mettre à son actif de nombreuses victoires tant locales que nationales : démontage d'antennes grâce à des procédures judicaires, retrait de la vente de portables destinés explicitement aux enfants, ou encore publication d'un rapport de l'inspection générale des affaires sociales ciblant des liens particulièrement troubles entre experts scientifiques et industries expertisées, formation d'élus, dépôt de proposition de loi repris par certains parlementaires... Mieux, cette association a su collecter un nombre impressionnant de publications scientifiques sur lesquelles s'appuyer pour prouver scientifiquement l'existence d'un doute sérieux quant à l'effet des ondes sur la santé.

Moins spécialisé sur les questions de téléphonie mobile mais mieux à même de mener à bien une pression sur les décideurs politiques et acteurs économiques, *Agir pour l'environnement* agit de concert, en tentant de s'appuyer sur la mobilisation citoyenne, pour peser, et ainsi obtenir un véritable règlement national encadrant le développement de la téléphonie mobile.

Plus tardivement, deux autres associations ont vu le jour, *Robins des Toits* et le *Criirem,* optant pour un activisme plus médiatique mais reposant sur un argumentaire moins rigoureux.

8 *Les rapports médicaux sont de plus en plus critiques sur les conséquences sur la santé du téléphone portable.*

Cette diversité associative, quelque fois cafouilleuse, a su créer un véritable mouvement de fond s'opposant à la puissance de frappe politico-médiatique des opérateurs de téléphonie mobile.

Démultiplication juridique au niveau local

Depuis 2000, date à laquelle *Priartém* a obtenu le démontage de la première antenne relais à l'Île-aux-Moines, les mobilisations locales se sont multipliées au point de donner le tournis aux élus locaux et aux opérateurs. Faute de réglementation contraignante, les opérateurs ont ainsi le droit d'installer leurs antennes à moins d'un mètre d'une chambre ou d'une école. Cette carence de l'Etat s'est traduite par un report de l'action associative vers des procédures judicaires, tentant d'obtenir du juge ce que le député ou le ministre se sont consciencieusement astreints à ne pas décider.

7 *Pour faire fonctionner les téléphones portables, il faut des antennes relais dont le voisinage est dangereux.*

Tout récemment, en septembre 2008, le tribunal d'instance de Versailles a ainsi, en première instance, condamné Bouygues Telecom à démonter une antenne relais à Tassin la Demi-Lune (Rhône), au nom du principe de précaution. L'opérateur fera sans doute appel de la décision mais ce premier résultat met en lumière l'extrême fébrilité du monde judiciaire à l'égard de risques sanitaires émergeants.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette condamnation même si elle met avant tout en lumière l'absence de l'Etat sur un sujet particulièrement brûlant. Le recours à la justice intervient lorsque la loi et les règlements ne peuvent protéger sérieusement les citoyens. Or tout un chacun sait qu'une procédure judicaire est toujours aléatoire, coûteuse et longue. Pire, une procédure judicaire bénéficie à un seul plaignant, alors que la loi protège l'ensemble des citoyens. La condamnation d'un opérateur est une invite faite aux élus à agir prestement, faute de quoi un jour viendra où leur responsabilité sera directement mise en cause.

Les élus jouent la montre

Certains d'entre eux continuent pourtant à justifier leur attentisme par l'absence de résultats scientifiques prouvant définitivement le risque sanitaire qu'il y aurait à vivre à proximité des antennes relais. Cette posture politique consistant à réclamer à la victime des études prouvant les effets des antennes est une négation pure et simple du principe de précaution et de l'inversion de la charge de la preuve. Une fois encore, une fois de trop, le gouvernement et certains parlementaires tardent à oser appliquer le principe de précaution. En arguant du fait que peu d'études démontrent de façon indubitable des effets sanitaires.

Au regard du rapport international *BioInitiative* qui a compulsé des centaines d'études, et dont les auteurs s'inquiètent désormais ouvertement des expositions chroniques et multiples sur les santés des individus, il y a urgence à appliquer le principe de précaution pour réduire les expositions au champ électromagnétique à 0,6 volt par mètre contre 41 et 58 volts par mètre actuellement.

Faute de quoi, il y a fort à parier que les mobilisations locales et les procédures judiciaires fleuriront encore, palliant l'incurie des responsables politiques et experts scientifiques sous influence et adeptes de l'idéologie du sans-fil.

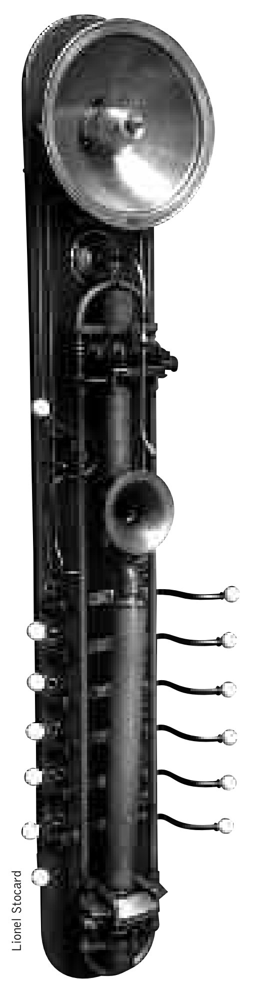
Stéphen Kerckhove ■

> À voir
Exposition des derniers téléphones "Importables"
Vendredi 9,
samedi 10 janvier 2009
de 15 h à 20 h
à l'*Atelier Mastic,*
41, rue Burdeau, 69001 Lyon

GSM, GPRS, UMTS, Wifi, WiMax...
Techniques à risques

Quelle mouche a donc piqué Bertrand Delanoë, maire de Paris fraîchement réélu ? Sous l'influence enivrante de l'idéologie du sans-fil, il s'est mis en tête de doter chaque bibliothèque de connexions Wifi, aux dépends de réseaux câblés qui auraient pu donner toute satisfaction sans radiations supplémentaires.

"SFophicléïde" - 2008
200 x 50 x 25 cm
Téléphone science-fiction "steampunk"
Réverbe à ressort, cuivre, laiton, aluminium, bois, céramique, électronique.



Lionel Stocard

Menée tambour battant, l'installation de ces connexions Wifi a encore accru l'exposition des personnels qui s'en sont plaints ouvertement au cours d'un comité d'hygiène et de sécurité consacré à cette question. Pris de cours, la mairie et les syndicats ont ainsi fait appel à des "experts" : représentants de l'Afsset pour la mairie, représentants de Priartém et d'Agir pour l'Environnement pour les syndicats. A l'issue d'un débat riche et contradictoire, la mairie de Paris a eu la sagesse de débrancher quatre bibliothèques le temps d'ouvrir un véritable débat approfondi.

9 ***Mes voisins - dans un transport, dans la rue ou ailleurs - peuvent être dérangés par ma conversation.***
(parlez-en à vos voisins !)

C'était sans compter sur la puissance des lobbies du sans-fil qui firent pression sur l'édile local pour que le Wifi soit rebranché le plus rapidement possible. Faute d'études scientifiques mettant hors de cause le Wifi, la mairie ne pouvait décemment rebrancher les bornes sans apporter la preuve indiscutable que cette nouvelle exposition à des fréquences voisines de celles utilisées par les fours à micro-ondes (la puissance du four en moins, l'exposition chronique en plus) n'étaient pas nocives.

C'est pourtant ce qu'elle fit après avoir tergiversé durant quelques semaines. Une fois encore, pour justifier une exposition chronique à des ondes qui augmente encore et toujours le smog électromagnétique, la mairie de Paris eut recourt à des études métrologiques, à savoir des mesures de champs électromagnétiques. Cet usage devient une sorte de sésame, un réflexe censé rassurer une opinion publique de plus en plus rétive à subir l'idiologie du progrès, une idiologie qui se justifie par et pour elle-même.

C'est ainsi que la mairie a pu produire une série de rapports de mesures démontrant, preuve à l'appui, que le champ mesuré était faible, très faible, trop faible pour engendrer des effets délétères sur la santé. Stupeur chez les associations et syndicats qui ont pu constater la mauvaise foi d'une collectivité locale ; pour entériner un programme Wifi qui assurera aura et prestige au maire, on n'hésite pas à tordre le coup à tout protocole quelque peu scientifique et rationnel.

Lionel Stocard



***Ceci est un téléphone Singulier** - 2008*
140 x 100 x 6 cm, Toile cirée sur châssis, peinture glycéro, électronique.

Téléphone "empire soviétique" - 1998
L'archétype du téléphone à cadran qui, de par sa forme et son matériau (plomb) est extrêmement importable.
Collection particulière.

Lionel Stocard

Fausses démarches scientifiques

En effet, les mesures de champ, comme toute mesure d'un polluant, se réalisent pour vérifier le respect de seuils, eux-mêmes fixés par des études scientifiques définissant des valeurs en deçà desquelles aucun effet sur la santé humaine n'a été constaté.

Or, en l'espèce, aucune étude scientifique n'a encore été menée.

Il est dès lors précipité de faire appel à des bureaux de contrôle venant vérifier un champ faible dont on ne sait pas si le niveau constaté aura un effet sanitaire. Le bureau de contrôle mesure et trouve une valeur. Que faire de cette valeur ? La mairie de Paris l'instrumentalise pour conclure, à la place des scientifiques, que le champ mesuré n'aura pas d'effet sur la santé. Beau tour de passe-passe digne, d'un grand prestidigitateur, d'autant que le protocole de mesures mis au point en 1999 par l'Agence nationale des fréquences n'a pu inclure le Wifi : il n'existait pas à l'époque !

Mais la mairie de Paris, comme d'autres mairies, ne fait que suivre un mouvement qui vise à conditionner massivement les citoyens à ces technologies.

10 ***Ce n'est qu'en juillet 1996 que les députés ont autorisé la mise en place d'un réseau de téléphonie mobile. Avant cette date, nous savions communiquer sans utiliser de téléphone portable.***

D'autres formes potentiellement dangereuses

Le Wifi est ainsi entré subrepticement dans la chambre des enfants avec un gentil petit lapin plus connu sous le doux nom de Nabaztag, "premier lapin communiquant". En partenariat avec un éditeur de livres pour enfants, cet objet, à première vue anodin, va repérer une puce RFID cachée dans un petit livre pour enfant puis se connecter au réseau Wifi pour télécharger une histoire. L'enfant aura ainsi la chance d'écouter une belle histoire que son lapin lui racontera en lieu et place de ses parents.

D'une pierre, deux coups !

On expose l'enfant précocement, on normalise les connexions à toute heure du jour et de la nuit et, en plus, on supprime les parents, seuls à même de structurer la pensée de l'enfant qui sera face à lui-même le soir… Parents qui pourront ainsi gagner du temps le soir pour surfer sur leur portable connecté dans la pièce attenante au réseau Wifi… Bienvenue dans le meilleur des mondes !

Brouillard électromagnétique

En moins de dix ans s'est constitué un brouillard électromagnétique composé de champs électromagnétiques de nature, fréquence et puissance différentes. Les fréquences sont une denrée rare mise à la disposition des opérateurs qui, avec l'explosion des communications, ont dû en préempter de plus en plus afin de relier les 55 millions de consommateurs de portable. Les opérateurs ont ainsi du utiliser les bandes 900 MHz et 1800 MHz pour mettre au point le GSM et transmettre des données vocales (la voix). Puis vint l'UMTS, autrement appelé 3G, que les opérateurs tentent de vendre à des consommateurs récalcitrants, technologie qui permet de transformer son téléphone en mini-ordinateur. L'UMTS tel que promu par la publicité permettrait de regarder des matchs de foot… sur des écrans d'à peine 4 cmÇ, réduisant le ballon à une tête d'épingle et l'esprit critique à un cerveau disponible ! La 3G permettrait également d'organiser des vidéoconférences entre individus en mouvement. L'agression publicitaire n'a pour l'instant pas eu raison des réticences du public qui ne réussit pas à croire que cet usage nouveau pourrait devenir un besoin "naturel".

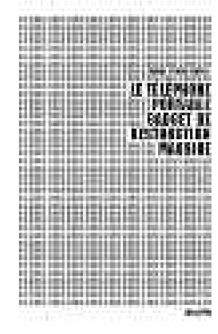
Last but not least, l'accès au Wifi devenant une norme consacrée permettant d'évaluer le degré de modernité d'une collectivité, chaque ville ou village veut sa connexion. En lieu et place des réseaux câblés qui permettent un débat plus important, plus stable et sans onde, des communes recourent au WiMax, technologie Wifi diffusée à l'aide d'antennes couvrant de vastes territoires.

Sans fil et sans reproches ?

Enfin, cette volonté de faire disparaître tout fil reliant les outils techniques et tout lien direct entre individu s'est traduite par l'émergence du Wifi, dont l'utilité intrinsèque laisse songeur ! Cette technologie qui accroît encore un peu plus l'exposition chronique des individus n'a pour objet que d'éliminer les fils entre la box et l'ordinateur, entre l'ordinateur et l'imprimante, le clavier ou la souris. Au regard de la fréquence utilisée par cette "avancée" technologique (2400 MHz) qui sera demain naturellement irremplaçable, n'y a-t-il pas quelques questions à se poser, en terme d'utilité par exemple ? Au regard de l'incertitude scientifique et sanitaire, la question doit être posée ; à moins de considérer que la technique est un champ totalement autonome du champ politique et social…

Stéphen Kerckhove ■

> A lire



■ **Le téléphone portable, gadget de destruction massive**
Pièces et mains d'œuvre
Ed. L'Echappée (93100 Montreuil) - 2008 - 96 p. - 7 €

Reprise de plusieurs textes du collectif Pièces et mains d'œuvre (dont certains publiés dans *S!lence*) pour rappeler que si le téléphone portable pose des problèmes de santé, il pose aussi bien d'autres problèmes : pillage des ressources dans le Sud, contrôle social… et pour arriver à cela il a fallu une communication sans faille puisque aujourd'hui près de 90% de la population s'est laissé emprisonner. A lire et à relire. FV.



■ **Et si la téléphonie mobile devenait un scandale sanitaire**
Etienne Cendrier,
Ed. du Rocher
2008 - 120 p. - 10 €

Le porte-parole de Robin des Toits fait ici un historique des déclarations des scientifiques, des contre-feux allumés par les opérateurs et demande une loi pour protéger aussi bien les utilisateurs… que les lanceurs d'alerte. FV.

> Et également

■ **Téléphone portable, comment se protéger**

Annie Lobbé, Editions Santé publique (2006, 267 p. 17 €)

■ **Les jeunes et le portable : Alzheimer à 35 ans ?**

Annie Lobbé, Editions Santé publique (2006, 96 p. 10 €)

santé



Alain Bachellier

Amiante

■ **Paris : nouvelles condamnations pour l'amiante.** Le 17 septembre 2008, la Cour d'appel de Paris a condamné la société ZF Masson (production de disques de freins entre autres) à verser 800 000 € d'indemnités à 36 salariés, reconnaissant que les salariés n'ont pas été assez protégés des méfaits de l'amiante alors que les dangers en étaient connus.

■ **Le porte-avion Clemenceau en Grande-Bretagne ?** Le porte-avion nucléaire Clemenceau, qui contient de fortes quantités d'amiante (700 tonnes) a bien du mal à trouver un lieu pour être démantelé. Après un périple jusqu'en Inde en 2005 et une mobilisation contre l'exportation de nos déchets dans le Sud, il avait fini par être stationné à Brest en mai 2006. L'armée avait ensuite lancé un appel d'offres qui avait été remporté par le port de Hartlepool, au sud de Newcatle, en Grande-Bretagne. Mais localement, une association a introduit un recours en justice, s'étonnant que dans l'appel d'offres, le prix annoncé soit cinq fois moindre que les autres devis. Fin septembre 2008, la justice anglaise a débouté l'association en question… mais il reste un doute sur les capacités du port à faire le chantier de désamiantage, lequel pour faire baisser ses coûts indique l'enfouissement des déchets sur place. A Hartlepool, sont déjà stationnés quatre navires militaires amiantés provenant des Etats-Unis. Devant les plaintes en cours, l'Armée des États-Unis a annoncé qu'elle renonçait à envoyer neuf autres navires amiantés.

Sida

Autant d'hommes que de femmes

Alors que l'épidémie était initialement surtout masculine, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Selon le dernier rapport ONU-Sida du 29 juillet 2008, sur 33 millions de séropositifs dans le monde, il y a autant de femmes que d'hommes. En 2007, il y a eu 2,7 millions de nouvelles infections et 2 millions de morts.

Art et vaccinations

Une exposition d'œuvres conçues par des victimes des vaccins est actuellement en tournée. Elle sera à Bruxelles (janvier 2009), Nantes (février 2009), Fontenay-sous-Bois (avril-mai 2009), Audierne (juin 2009). Si vous désirez organiser un passage de cette expo dans votre région, prendre contact avec *Patricia Gouy, collectif Art et vaccinations, 8, rue des Frères-Lindet, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 44 80.*

OGM

Allemagne

Filière lait sans OGM

Le 25 septembre 2008, la marque leader dans la distribution du lait *Landliebe* a annoncé qu'elle s'engage à produire du lait sans OGM, ce qui signifie concrètement que l'ensemble des éleveurs qui lui fournissent du lait ne pourront plus nourrir leurs vaches avec du soja ou du maïs OGM importés. *Greenpeace* qui a obtenu cet engagement s'est immédiatement tourné vers les grandes compagnies laitières des autres pays (*Lactalis* et *Candia* en France) pour leur demander de mettre en place la même politique.

L'Etat condamné

Suite aux plaintes de huit organisations de l'agriculture biologique, l'Etat français a été condamné le 28 mai 2008 à un euro symbolique pour non respect de la directive européenne 2001/18 qui devait être transposée dans le droit français avant octobre 2002. Le jugement donne raison également aux organisations sur les défaillances du droit français concernant l'évaluation des effets sanitaires et environnementaux des OGM, la surveillance des cultures, la consultation du public, l'information sur la localisation des parcelles et la transparence des informations fournies par les semenciers. Les organisations plaignantes font remarquer que ces défaillances sont toujours là malgré le vote récent d'une loi censée encadrer l'usage des OGM.

Carte postales

Lidwine et Jef, du collectif des Dessin'acteurs ont édité une série de huit cartes postales vendues en soutien aux faucheurs volontaires. 4 € la série (+2 € de port) à commander à : *Les Dessin'acteurs, Kergadoret, 22160 Calanhel, www.dessinacteurs.org.*

Soja transgénique autorisé

Le 8 septembre 2008, la Commission européenne a donné son feu vert à l'importation et la commercialisation d'un soja transgénique (A2704-12). Ce soja pourra être utilisé dans notre alimentation sous réserve de l'étiquetage. L'autorisation est pour dix ans. L'Union européenne accède ainsi à une demande du groupe allemand Bayer CropScience remontant à 2005.

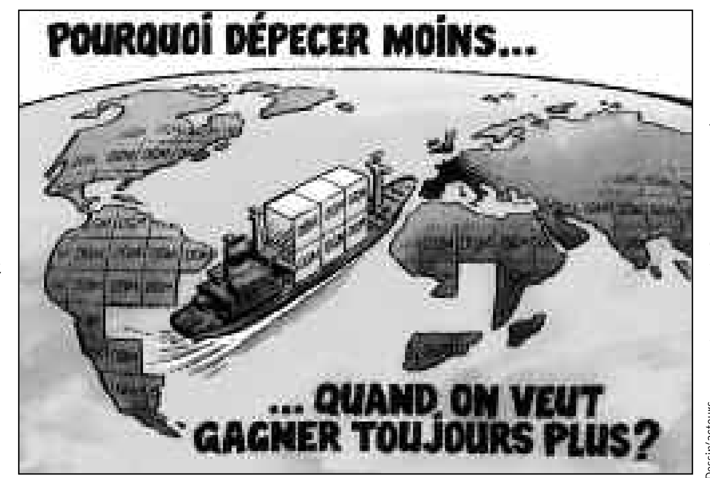
Condamnations

Pour avoir dénaturé un stock de semences OGM en 2006, douze



D.R.

faucheurs volontaires ont été condamnés par le tribunal de Bordeaux : onze à trois mois de prison avec sursis et José Bové à 200 jours d'amende à 60 €. L'exploitant agricole qui avait tiré sur les faucheurs a été lui aussi condamné à 160 jours d'amende à 60 € (un jour amende peut être payé 60 € ou correspondre à une journée de prison au choix du condamné). L'agriculteur devra en outre indemniser à hauteur de 2000 € chacune les trois personnes visées par les coups de feu, et rembourser 10 000 € pour les voitures endommagées avec son 4x4. Les faucheurs devront repasser au tribunal pour estimer la valeur des semences détruites et le montant de leur remboursement.



Dessin'acteurs

Hôpitaux menacés

Dans la Drôme, le Diois se mobilise pour la sauvegarde de la maternité et des urgences chirurgicales de l'hôpital. Le 27 septembre 2008, plus de 2000 personnes ont manifesté et 9000 signatures (pour 12 000 habitants) ont été remises à la sous-préfecture. C'est l'un des 235 établissements qui en France voit fermer des services. Le Diois, qui avait déjà se mobiliser en 1986, espère, comme à Carhaix, en Bretagne, faire reculer le gouvernement. La mairesse, Isabelle Bizouard a rappelé qu'en 2004, une crue de la Drôme avait emporté le pont qui relie Die à l'aval de la vallée et que pendant trois semaines, il avait fallu passer par des cols de montagne. Une urgence à ce moment-là aurait pu être fatale. Le gouvernement laisse pourrir la situation en laissant pour le moment l'hôpital avoir un déficit financier chronique.
Que ce soit à Privas (Ardèche), à Tarbes (Hautes-Pyrénées), Luçon (Vendée) ou ailleurs, les pétitions circulent, les manifestations se multiplient. Sauver les hôpitaux publics est sans doute plus utile que de sauver les banques ; et cela coûte beaucoup moins cher.
L'actualité des luttes est sur *www.coordination-nationale.org.*

Crise

Sauver les banques ou sauver les humains ?

Pour venir en aide au système bancaire, les Etats européens ont débloqué, le 12 octobre 2008, une garantie portant sur 1700 milliards d'euros… qui viennent s'ajouter au 1000 milliards de dollars débloqués par les Etats-Unis. Pour que plus personne ne souffre de faim dans le monde, différents organismes cités par l'ONU, estiment que le coût annuel serait entre 2,6 et 6 milliards de dollars, c'est 1000 fois moins ! Mais officiellement, là, l'argent, on ne l'a pas. Il est des choix politiques qui laissent un goût amer.

Europe Ecologie

Poursuivant les rapprochements qui s'étaient effectués pendant le Grenelle de l'environnement, un projet de liste *Europe écologie* est en train de se constituer pour les élections européennes de 2009. Avec l'accord des Verts, Daniel Cohn-Bendit a présenté à la presse le 20 octobre 2008, une ébauche de la liste : on y trouve José Bové, ancien candidat à l'élection présidentielle pour la mouvance altermondialiste, Cécile Duflot, actuelle secrétaire nationale des Verts, Antoine Waechter du Mouvement des écologistes indépendants, Jean-Paul Besset, un proche de Nicolas Hulot, Yannick Jadot, ancien directeur de Greenpeace-France, François Alfonsi, autonomiste corse, Eva Joli, ancienne magistrate ayant combattu contre l'argent sale… Au nom de l'urgence écologiste, certains débats importants seront mis sous le coude, notamment les questions concernant le fonctionnant non-démocratique de l'Europe, ce qui est quand même fort dommage. Egalement oublié : le fonctionnement non-démocratique de ce choix de candidats puisque cela se fait par des négociations de couloirs sans aucune consultation des écologistes ou des Verts. Pour en savoir plus : *www.europeecologie.fr.*


Desfilhes J.M.

A propos de la position de José Bové

José Bové est annoncé sur la liste envisagée par Daniel Cohn-Bendit. Cela provoque des grincements de dents autour de lui. Cohn-Bendit défend en effet le libéralisme et le traité de Lisbonne instituant ce libéralisme comme une obligation… alors que José Bové est encore porte-parole de *Via Campesina,* une organisation internationale de paysans représentée en France par la *Confédération paysanne. Via Campesina* a pris position contre le libéralisme. Le 19 septembre 2008, José Bové manifestait aux côtés de la *Confédération paysanne* contre la Politique agricole commune. Alors que Daniel Cohn-Bendit a présenté à plusieurs fois cette PAC comme étant une des réussites de l'Union européenne. La coordination des collectifs qui ont soutenu la campagne aux élections présidentielles de José Bové a voté une motion refusant "cette opération contraire à nos objectifs".


Sacha Pfister

Genève

Fête des délogés

Une fête des délogés s'est tenue à Genève, le 26 septembre 2008.
Une vingtaine d'artistes ont mis en scène une ambassade des migrants pour y accueillir dans le style d'un défilé de mode, immigrés, exclus, gueules cassées, expulsés, décalés, incomplets, non-formatés, hors-concours, parias de tous poils.



A cette occasion, un logo cosmopolite a été lancé.
Dans ce logo, on peut voir un A ouvert comme Accueil ou Asile ou un H comme Hospitalité,
deux barques liées l'une à l'autre (en réponse tardive au slogan d'extrême-droite "la barque est pleine"),
un sourire sur fond incolore
La présence de ce signe indique
- une opposition à des mesures discriminatoires,
- une résistance à des lois intolérables,
- une désapprobation face à des textes ou des actes xénophobes.

Il est un signe de reconnaissance pour ceux qui reconnaissent l'asile comme une valeur humaine.
A la suite de la fête, les organisateurs ont réalisé un "passeport rouge" au format du passeport suisse, mais avec ce logo en première page et à l'intérieur une reprise des chansons de la fête ainsi que différents textes concernant le droit d'asile, le droit de vivre en paix en étant différent.
La soirée a été l'occasion du lancement d'une télévision par internet : *lachaine.ch,* chaîne non commerciale de libre expression citoyenne.

Pour en savoir plus :
bonjour@mise-a-jour.net.


Sacha Pfister

Prix Nobel Alternatif

Le prix Nobel alternatif décerné par la *Right Livelihood Awards Foundation,* a été partagé cette année entre quatre lauréats :



D.R.

■ **Krishnammal et Sankaralingam Jagannathan** (Inde). Krishnammal est née en 1926, Sankaralingan en 1912. Ce dernier arrête ses études en 1930 suite à l'appel à la non-coopération lancé par Gandhi. Ils participent alors aux campagnes non-violentes de désobéissance qui vont conduire à l'indépendance de l'Inde en 1947. Ils se marient en 1950. Ils fondent alors une communauté gandhienne pour les ruraux pauvres et se lancent dans des campagnes pour la redistribution des terres. Ils participent à des marches non-violentes organisées par Vinoba Bhave, le successeur de Gandhi. Comme ils obtiennent des terres souvent infertiles, de 1968 à 1993, ils animent un centre de formation pour apprendre à fertiliser les terres. En 1981, ils fondent *Lafti,* un mouvement de revendications des terres qui accompagnent les nouveaux paysans en leur apprenant des méthodes coopératives. En 2007, plus de 13 000 familles ont pu ainsi obtenir des terres. Depuis 1992, *Lafti* a intégré la protection des écosystèmes dans sa démarche, engageant la lutte contre l'aquaculture industrielle qui, sur les côtes, prive les paysans d'eau.



D.R.

■ **Amy Goodman** (USA). Née en 1957, elle est directrice de la radio WBAI et lance en 1996 l'émission *Democracy now !* Tous les matins, pendant une heure, elle donne la parole aux activistes les plus divers : anti-guerres, grévistes, militants écolos, féministes, antiracistes... Aujourd'hui, c'est l'émission contestataire la plus écoutée des USA, retransmise par 700 radios locales, par internet.



D.R.

■ **Asha Hagi** (Somalie). Née en 1962, elle a créé en 1992 un mouvement national, *SSWC, Save Somali Women & children,* qui dans un pays en guerre permanente, essaie de faire entendre la voix des femmes au niveau des institutions, dénonçant la violence, la marginalisation et la pauvreté des femmes dans le pays. Le mouvement a obtenu que des femmes puissent être élues au parlement, la création d'un ministère du genre et des familles, une loi qui oblige à assurer 30 % de femmes au minimum dans toutes les assemblées élues. Malgré l'intensification de la guerre civile depuis 2006, elle continue à promouvoir des démarches de dialogue non-violentes.



D.R.

■ **Monica Hauser** (Allemagne). Née en 1959, elle participe en 1992 à un camp médical installé en Bosnie pour accueillir les femmes victimes de viol pendant le conflit de l'ex-Yougoslavie. Elle fonde ensuite *Medica Mondiale,* en 1999, association internationale qui vient en aide à toutes les femmes victimes de violence dans des situations de guerre ou de crise. L'ONG se bat également pour la reconnaissance des violences faites aux femmes comme crime de guerre et demande que des tribunaux internationaux se mettent en place pour juger les responsables de ces crimes. Depuis le début, l'ONG est venue en aide à plus de 100 00 femmes.



Guinea Pig

Végétarisme

■ **Journées mondiales végétariennes.** Pour les journées mondiales végétariennes, de nombreuses actions de sensibilisation se sont tenues un peu partout en France, la première semaine d'octobre. A Paris, le 4 octobre 2008, des militants se sont déguisés en bouchers pour organiser un défilé un peu particulier devant la Fontaine des Innocents. *Association végétarienne de France, BP 4, 77390 Chaumes-en-Brie, www.vegetarisme.fr.*

■ **Incitation.** Si le végétarisme est bon pour votre santé, c'est aussi bon pour celle de la planète, et bien sûr pour celle des millions d'animaux qui en meurent. L'association *Terre sacrée* propose que l'on demande que soient modifiés les étiquetages en précisant par exemple "œufs de poule en cage" au lieu d'"œufs". L'association Greenpeace a proposé également que l'on signale sur les étiquettes "viande obtenue par gavage avec du soja OGM". On peut aussi suggérer de signaler quand le lait provient de vaches élevées à l'ensilage, aux pesticides... Combien la viande a subi de traitements chimiques, le taux d'antibiotiques et d'hormones... Nul doute que la consommation de viande chuterait brutalement !

■ **Intelligence.** Selon une étude épidémiologique réalisée par l'université de Southampton, publiée mi-décembre dans le *British Medical journal* et portant sur plus de 8000 personnes suivies pendant dix ans, plus leur quotient intellectuel est élevé lorsqu'elles sont jeunes, plus elles deviennent végétariennes à l'âge adulte. Sur l'échantillon, 2,5 % sont végétaliens, 4 % sont végétariens et 33 % disent manger peu de viande. Autre conclusion de l'enquête : les végétariens ont moins de cholestérol, moins de problèmes cardiaques.

■ **Maisons de retraite.** Les maisons de retraite qui acceptent de servir des menus végétariens sont référencées sur le site *www.ehpa.fr.*



Nikki McLeod

Couches-culottes et pouvoir d'achat

Jean-Louis Borloo avait proposé une taxe sur les produits jetables (taxe pique-nique) que Nicolas Sarkozy a violemment repoussée en se justifiant ainsi : "non, il n'y aura pas de taxe sur les produits de grande consommation comme les couverts à pique-nique ou les couches-culottes ! Pas question, a-t-il grondé, d'alourdir le budget des ménages au moment où le pouvoir d'achat est en berne" et d'ajouter "Un jour, c'est la taxe sur les couches-culottes et même le retour aux couches lavables, je n'ai jamais rien entendu de plus stupide ! C'est revenir quarante ans en arrière pour les femmes!".
Cette sortie a provoqué une réaction des magasins qui vendent des couches-culottes lavables : non seulement, ce n'est pas un retour en arrière puisque les parents (et non seulement les femmes) sont de plus en plus nombreux à les utiliser... mais c'est surtout sur le pouvoir d'achat qu'il y a à dire : opter pour les couches lavables permet aux parents une économie de 1000 à 1500 € par bébé ; pour la collectivité, évite le traitement d'1,5 tonnes de déchets ; pour le bébé, évite de nombreuses irritations. Pour en savoir plus : *Bébés en Vadrouille, 47, boulevard Henri IV, 75004 Paris, tél : 01 48 87 19 68.*

Fondation Hirondelle

La Fondation Hirondelle est née en 1995 à l'initiative de journalistes afin de favoriser la mise en place de médias indépendants dans les régions en conflit. Le but est de favoriser le dialogue afin de désamorcer les tensions. Elle a ainsi aidé à mettre en place des radios dans la région des grands lacs africains, au Liberia, au Kosovo, en République centrafricaine, au Timor, en République démocratique du Congo, au Soudan, en Sierra Leone, au Népal. Elle a

aussi aidé à la création d'une agence de presse auprès du tribunal pénal international d'Arusha en Tanzanie. La fondation aide à la formation de journalistes locaux en leur apprenant à garder un ton distancié par rapport aux questions abordées, elle cherche à favoriser le dialogue et les conditions de la réconciliation. Elle est financée par de nombreuses institutions (Nations unies, Unesco, PNUD, CICR) et par des Etats (Suisse, Europe, Etats-Unis, Japon…) *Fondation Hirondelle, avenue du Temple, 19C, CH 1012 Lausanne, Suisse, tél : 0041 21 654 20 20, www.hirondelle.org.*

Retour du cheval

Plusieurs communes ont mis en place des services qui utilisent la traction animale. Ainsi, depuis septembre 2008, dans le quartier Saint-Just-des-Marais, à Beauvaix (Oise), la collecte du verre se fait avec une remorque tirée par un cheval. Il s'agit d'un partenariat entre l'association *Equiterra*… et la multinationale Suez. Nul doute qu'avec la crise actuelle, on assiste à un retour du cheval de trait. *Association Equiterra, maison de l'Agriculture, rue Frère-Gagne, BP 40463, 60021 Beauvais, tél : 03 44 11 45 35.*

Vente par correspondance

La FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, a lancé en octobre 2008 une boutique avec des produits le plus écologiques possibles : vaisselle jetable en bois, lampes-torches économes, vêtements et cosmétiques bio, produits ménagers bio, alimentation bio, jeux nature, livres et CD, semences bio, nichoirs… *Rue de la nature, FRAPNA, 17, rue Jean-Bourgey, 69625 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 85 98 98, www.ruedelanature.fr.*

Morbihan

Medio Terraque

Medio veut dire environnement en espéranto, Terraque, de terre et d'eau en français. Cette association née en 2007 vend seaux en inox et toilette sèche, loue deux toilettes sèches mobiles (le cacarosse) pour toutes manifestations, organise des stages en phyto-épuration, récupération des eaux de pluie, fait des conférences sur la gestion de l'eau. *Medio Terraque, c/o Davy Chesneau, Silz le Haut, 56190 Arzal, tél : 02 97 42 83 26, linidakun@yahoo.fr.*

> ***Contre l'avidité des marchands, contre l'ignorance des nantis, contre la stupidité guerrière des nations qui organisent les tueries et les famines, les peuples ont cet invincible pouvoir : le silence et la lumière***
>
> ***J.M.G. de Clezio***

Marseille

Tatem

Tatem est une association fondée à Marseille en avril 2004 par de jeunes artistes dans le but d'associer leurs compétences artistiques, techniques et pédagogiques afin de privilégier l'impact social de leurs actions. Des ateliers associent danse contemporaine, arts plastiques, multimédia, musique, vidéo et éveil corporel et musical. L'association propose à des structures sociales des conventions, des partenariats et souhaite réaliser des interventions qui s'inscrivent dans une dynamique de travail d'équipe. A travers ces disciplines artistiques, qui ne seront jamais coupées de l'acte de création, et à travers l'expérimentation, Tatem cherche à éveiller la connaissance, enjeu de transformations. *Tatem, Violaine Daamache, 50, rue Saint-Sébastien, 13006 Marseille, tél : 06 63 60 83 40.*

Ardèche

La Mérigue

En 2004, une SCI est constituée avec 18 personnes pour racheter un hameau en ruine à Payzac, avec 9 hectares de terrains. Une association *Reste !* est créée pour en assurer le fonctionnement autour de trois pôles d'activité : art (sculpture, modelage), menuiserie et pain, promotion et préservation du patrimoine local. En lien avec l'école d'architecture de Paris, des chantiers se tiennent en été pour restaurer les bâtiments dans le respect des traditions locales et y introduire des pratiques écologiques (économie d'énergie, recyclage des déchets, préservation des espèces, apports solaires…). A terme, il est visé à ce que cinq familles vivent sur les lieux. *La Mérigue, 07230 Payzac, tél : 06 28 34 70 57 ou 06 89 74 88 58.*

éducation

Belgique

Pédagogie nomade



Pédagogie Nomade est un collectif belge d'enseignants, d'éducateurs et de chercheurs en philosophie qui travaille sur les rapports entre école et démocratie. Il poursuit depuis novembre 2005, un double objectif. D'une part, explorer de l'intérieur les expériences scolaires – françaises principalement – qui mettent en place une pratique démocratique réelle entre professeurs et élèves. D'autre part, rapporter et analyser ces expériences, pour les transposer au contexte particulier de la communauté française belge et y créer une école alternative.
Cela a conduit au lancement, en septembre 2008, avec l'accord des autorités, d'un collège autogéré. Il s'appuie sur les trois axes essentiels du lycée de Saint-Nazaire. Premièrement, un principe effectif d'égalité radicale et scrupuleuse : professeurs et élèves, à égalité dans l'exercice du pouvoir, décident de l'orientation et de l'organisation de l'école. Deuxièmement, une participation de tous les membres de l'établissement à la gestion quotidienne de l'école, qui permet d'étendre, de multiplier et de différencier les traditionnels « cours » par leur mise en pratique. Troisièmement, la mise en place de diverses options pédagogiques qui transforment le rapport des élèves et des professeurs au savoir. Pour la première année, 60 élèves sont accueillis, encadrés par huit équivalents temps plein soit une douzaine d'enseignants. *Pédagogie nomade, rue du Roy 8, B 6670 Limerlé, tél : 080 51 19 46.*

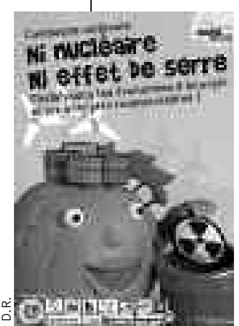
Etats-Unis

Privatisation scolaire

La ville de Nouvelle-Orléans comptait 123 écoles publiques et sept privées. Après le choc de l'ouragan Katrina, en août 2005, il ne subsiste que sept écoles publiques alors que le nombre d'écoles privées est passé à 31, accueillant l'essentiel des élèves de la ville. Le think-tank libéral American Enterprise Institute s'émerveille : "Katrina a accompli en un jour ce que les réformateurs du système d'éducation ont été impuissants à faire malgré des années de travail" (signalé par Naomi Klein, in *La Stratégie du choc. La Montée d'un capitaliste du désastre,* Actes Sud, 2008).

Mike Sax





D.R.

Ni nucléaire, ni effet de serre

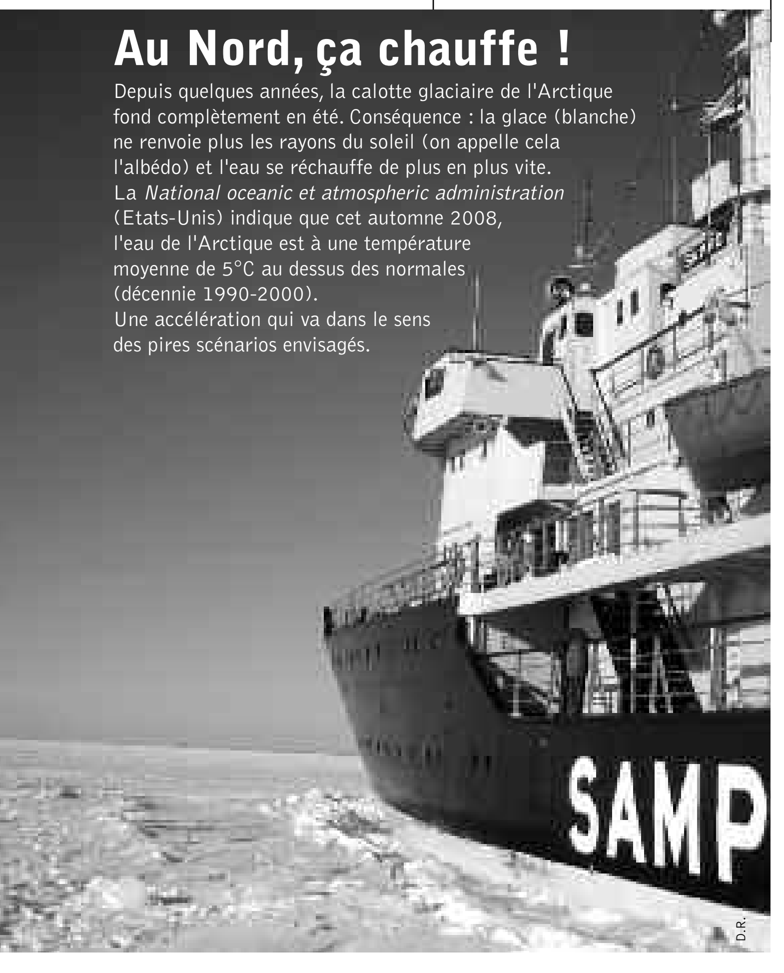
Du 1er au 12 décembre 2008 se tient à Poznam, en Pologne, la 14e conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques, avec 190 pays représentés. Quelques pays, dont la France, vont y soutenir la solution du nucléaire comme option favorable au climat. *Le Réseau Sortir du nucléaire,* en plus de sa campagne "Ni nucléaire ni effet de serre" (document inclus dans le n° d'octobre de *Silence*), a appelé à des actions décentralisées pour expliquer la supercherie à partir du samedi 29 novembre 2008. Toute l'information se trouve sur le site *http://ninucleaire-nieffetdeserre.org.*

Les forêts apprécient… pour le moment

Si le gaz carbonique (CO_2) est un toxique pour les animaux (et donc pour l'homme), s'il contribue à augmenter l'effet de serre, il est par contre fort apprécié des végétaux qui l'utilisent pour croître. Alors que jusqu'à maintenant on considérait que le bilan carbone des forêts adultes était nul (il se libérait autant de gaz par les arbres en décomposition qu'il s'en fixe par les arbres en croissance), des chercheurs de l'Université de Washington ont fait un suivi des forêts primaires encore présentes dans certains parcs naturels à l'ouest des Etats-Unis. Installés sur une nacelle à 85 m de haut pour dépasser les plus hauts arbres, ils ont constaté que depuis quelques années, le nombre de bourgeons augmente à la cime des arbres pourtant adultes, ce qui signifie une reprise ou une poursuite de la croissance des arbres. L'augmentation du CO_2 dans l'atmosphère permettrait donc aux arbres de se développer davantage… pour le moment. Les mêmes chercheurs en concluent qu'un moyen d'absorber du carbone est donc de laisser pousser les arbres jusqu'à maturité… et non de les abattre pour les remplacer par de jeunes arbres : les arbres de grandes taille fixant le CO_2 en plus grande quantité que les jeunes arbres. Ce développement n'est peut-être que provisoire. Dans son quatrième rapport, le GIEC, Groupement international des scientifiques sur le climat, n'exclut pas que le phénomène puisse s'inverser du fait des difficultés que rencontreraient les arbres du fait de la hausse des températures.

Au Nord, ça chauffe !

Depuis quelques années, la calotte glaciaire de l'Arctique fond complètement en été. Conséquence : la glace (blanche) ne renvoie plus les rayons du soleil (on appelle cela l'albédo) et l'eau se réchauffe de plus en plus vite.
La *National oceanic et atmospheric administration* (Etats-Unis) indique que cet automne 2008, l'eau de l'Arctique est à une température moyenne de 5°C au dessus des normales (décennie 1990-2000).
Une accélération qui va dans le sens des pires scénarios envisagés.



D.R.

Les forêts bougent… difficilement

La cartographie sur l'évolution de la végétation en France établie à partir des données de l'Inra, Institut national de la recherche agronomique, montre que la France peut être divisée en cinq domaines climatiques : méditerranéen, aquitain, atlantique, continental et montagnard. Chacun à ses spécificités propres et correspond à une végétation qui lui est adaptée.
Les projections de l'Inra pour 2100 montrent la disparition presque totale du domaine continental associée à une très forte extension des domaines méditerranéens et aquitains. Des espèces comme le hêtre vont presque complètement disparaître de l'hexagone pour être repoussées vers les latitudes nord.
Si l'agriculture peut s'adapter assez rapidement aux changements climatiques car la majorité des espèces cultivées sont annuelles, pour l'arboriculture et la viticulture, c'est déjà plus difficile. Pour la forêt, c'est encore plus compliqué. Son renouvellement est lent et il faut planter aujourd'hui des espèces capables de supporter les canicules à répétition qui sont prévues à partir de 2050. L'Inra et l'ONF, Office national des forêts, sont conscients du problème et y travaillent. Les paysages français vont donc être profondément transformés dans les décennies à venir.
Conséquence : les changements de végétation vont s'accompagner de changements de leurs habitats : disparition d'espèces animales, apparition d'insectes sans prédateur… avec de nombreuses inconnues.

L'Europe recule…

Le projet de directive européenne sur les émissions de CO_2 par les véhicules prévoyait un seuil maximum d'émission de 120 g/km d'ici 2012. Et puis, sous la pression des lobbys, le texte n'en finit plus d'évoluer. Fin septembre, on en est à un seuil de 138 g/km… mais en 2015 et non plus pour l'ensemble des véhicules mais en moyenne pour la gamme d'une marque… ce qui veut dire qu'un constructeur pourra vendre un 4x4 ou une voiture de sport ultra-polluante s'il commercialise aussi une petite voiture peu émettrice ! De reculade en reculade, on s'achemine — en 4x4 ? — vers la catastrophe écologique !

Maroc

Baisse des précipitations

En 1960, le Maroc disposait de 2500 m³ d'eau par an par habitant. Aujourd'hui, il n'en dispose plus que de 750 et prévoit de descendre à 460 en 2010. Si l'on tient compte de l'évolution démographique — la population étant passée de 12 à 34 millions d'habitants —. Il y a une baisse de 12 % de la pluviométrie. 50 % des "zones humides" (lacs naturels, lagunes, marais…) ont disparu en cinquante ans. Actuellement, le volume d'eau disponible fait que le Maroc est à 30 % en dessous du seuil de "stress hydrique". 80 % de l'eau étant destinée à l'agriculture, sa baisse de disponibilité a provoqué une baisse des récoltes pouvant aller jusqu'à 60 % certaines années de sécheresse. (correspondance Charlotte Alix)

Grèce

Poisson venimeux

Le poisson "ballon à bande argentée", *Lagocephalus scleratus,* est un poisson venimeux d'une vingtaine de centimètres de long : son ingestion peut être mortelle. Jusqu'alors, il était présent dans les eaux tropicales… mais il vient d'être observé au large de la Grèce. Le poisson, suivant le réchauffement des eaux, est entré dans la Méditerranée en passant par le canal de Suez.

Le "Point Vert" fait polémique

Lors du Grenelle de l'environnement, plusieurs associations dont le *Cniid,* Centre national d'information indépendant sur les déchets, avaient mis en cause la communication faite autour du "point vert" qui figure sur les emballages. Ce logo ne signifie en effet pas que l'emballage sera recyclé, mais que l'industriel qui utilise cet emballage a payé une cotisation à Ecoemballages qui ensuite aide au financement de structures de recyclage.
Début octobre 2008, alors qu'une réunion pour redéfinir un nouveau Point Vert était programmée au ministère de l'écologie, Ecoemballage a devancé la décision en annonçant une meilleure information… laquelle ne consiste qu'à ajouter l'adresse d'un site internet permettant au consommateur curieux d'éventuellement découvrir des données sur les filières de recyclage. Le Cniid et Agir pour l'environnement demandent que l'on fasse un audit sérieux de ce "point vert" et que l'on mette en place une véritable information sur la toxicité des déchets, les limites de leur recyclage. Ils demandent qu'un nouveau Point Vert serve concrètement à réduire les déchets à la source et non à les justifier. *Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*

Grenelle de l'environnement

■ **Sacs plastiques : retour en arrière ?** Avec des élus incompétents, on en arrive à prendre des décisions qui vont à l'encontre du bon sens. Le Grenelle de l'environnement demandait dans un premier temps l'interdiction des sacs en plastique jetables. Les élus étant contre l'interdiction, il avait alors été adopté un principe de malus écologique : une taxe par sac dissuasive. Puis les lobbies sont entrés en action demandant que cette taxe ne concerne que les sacs non biodégradables… comme actuellement, presque tous sont présentés (faussement) comme biodégradables, cela reviendrait à encourager ces sacs… alors que le nombre des sacs avait baissé de 80 % ces dernières années. Les associations ont fait remarquer qu'un sac biodégradable (en combien de temps ?) reste un sac jetable et que c'est contre le jetable qu'il faut se battre.
■ **Maison économe… sauf en électricité.** Malgré les avertissements de l'ADEME et de nombreuses associations, nos élus incompétents ont adopté un amendement présenté par le député Ollier qui prévoit des maisons économes en CO_2… en considérant que le chauffage électrique ne produit pas de gaz à effet de serre. Ce qui est totalement faux puisque l'ADEME avait fait le calcul avec EDF et RTE : lorsqu'il fait froid, la demande électrique augmente brutalement, ce qui oblige à jongler avec nos vieilles centrales thermiques qui sont les plus grosses émettrices de CO_2.



Greenpeace

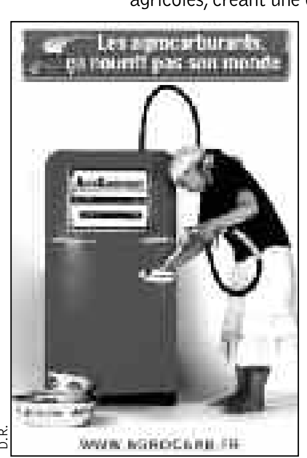
Salon de l'auto : Greenpeace dénonce la peinture verte

A en croire la communication du salon de l'automobile qui s'est tenu début octobre 2008 à Paris "jamais le salon n'a été aussi vert". En effet, on y trouve une multitude de dépliants débiles vous présentant la voiture qui ne consomme "que", qui n'émet pas plus "que"… mais qui évidemment consomme toujours, pollue toujours, tue toujours. Greenpeace a réalisé plusieurs actions pour dénoncer le "greenwashing" (la peinture verte) et rappelé que les constructeurs automobiles font tout à Bruxelles pour empêcher l'adoption de règlements contraignants, pourtant nécessaires si l'on veut vraiment lutter contre le dérèglement climatique.

D.R.

Contre les agrocarburants

Les agrocarburants se développent, occupant de plus en plus de surfaces agricoles, créant une concurrence avec l'alimentation et provoquant une hausse rapide du prix des denrées alimentaires. Un collectif d'associations (Amis de la Terre, CCFD, Oxfam-Agir ici…) s'est mis en place pour demander aux pouvoirs publics de ne plus accorder d'aide à ces carburants. Une pétition est signable en ligne *(www.agrocarb.fr)* ou par écrit auprès des différentes associations, par exemple : *Les Amis de la Terre, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22.*



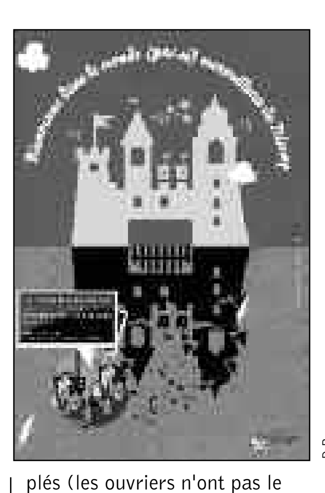
D.R.

Agenda 2009

L'Agenda 2009 de la solidarité internationale co-édité par Aide et action, la Ligue des Droits de l'Homme, Artisans du monde, Non-violence XXI, Frères des hommes, la Cimade, Peuples solidaires et Témoignage chrétien, est disponible, riche en citations et en rendez-vous tout au long de l'année. Il est disponible dans le réseau Ritimo ou par correspondance (13 €) auprès d'*Orcades, 6 bis, rue Albin-Heller, Zone République II, 86000 Poitiers.*

Le monde (pas si) merveilleux de Disney

Peuples solidaires a lancé fin octobre une campagne d'interpellation de la direction du groupe Disney. Elle demande à la multinationale de revoir les contrats de sous-traitance qu'elle passe dans le sud de la Chine : la firme Tianyu toys impose à ses ouvriers des journées de travail de 12 à 15 h par jour, sans jour de repos pendant la saison haute… et ceci pour un salaire de 500 yuans alors que le salaire minimal est de 690 yuans (67 euros). Dans les ateliers de peinture, l'atmosphère est toxique. Les dortoirs sont surpeuplés (les ouvriers n'ont pas le temps d'aller vivre en dehors de l'usine). On peut obtenir document de présentation et cartes postales auprès de *Peuples Solidaires, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes.*


D.R.

femmes


D.R.

Lille

Ecologie et féminisme

La religion de la croissance et du PIB nous a habitué-e-s à ignorer des pans entiers de l'activité humaine. Les conséquences en ont été la dévalorisation du travail domestique, presque exclusivement féminin et jamais comptabilisé dans les statistiques économiques, mais aussi la non prise en compte de la valeur de notre patrimoine naturel.
Ecologie et féminisme se rejoignent ainsi pour mettre en lumière les fonctionnements les plus aberrants de notre société, et lui faire des propositions révolutionnaires.
Une journée est organisée pour parler de cela, le samedi 6 décembre 2008 au Foyer des Jeunes Travailleurs, 17 rue Thumesnil, 59000 Lille. Le matin, évaluation de la situation. Buffet à prix libre, puis l'après-midi, plusieurs intervenantes :

- Sylvia Di Luzio, chargée d'études en rapports sociaux de genre, brossera le tableau de l'histoire commune des mouvements écologistes et féministes depuis les années 70.
- Sandrine Rousseau, économiste à Lille 1 et coordinatrice du dossier "Ecologie et féminisme" de la revue *EcoRev',* interrogera le modèle de l'égalité hommes/femmes au regard de ses conséquences écologiques.
- Aude Vidal, membre de *Rêvolutives,* rendra compte du rapport Viveret et de sa réception.
- Luke Haywood, doctorant en économie, fera état des débats actuels autour de la question de l'évaluation.

La rencontre est ouverte à tous-tes.
Pour préparer cette journée, une projection du film *Who's counting ? Sexe, mensonges et mondialisation* de Terre Nash (Canada, 1995) se fera à l'Univers, 16, rue Danton, le vendredi 5 décembre 2008 à 20h30. Dans ce film Marilyn Waring démystifie avec ironie et intelligence, à l'aide d'exemples très concrets, le langage économique pour faire émerger une autre vision de l'économie, une vision qui peut changer notre façon de vivre sur cette planète.
Renseignements : *tél. : 03 20 56 08 35, sylvia@chicheweb.org.*

Venise

Gondolière

Après neuf cents ans de gondolier uniquement masculin, Alexandra Hai est devenue la première gondolière à Venise. Bien que recalée à l'examen officiel de la ville, elle a réussi à se faire embaucher par un hôtel, brisant le monopole tenu par 425 hommes.

Violences mortelles

En 2006, il y a eu 128 femmes tuées en France, victimes des violences conjugales. En 2007, il y en a eu 166, soit une hausse de 30 %.

Ventes d'armes

Peut-on les contrôler ?


Christian Aid / David Rose


Christian Aid / David Rose

Arbre de la vie réalisé à partir d'armes collectées par des ONG au Mozambique. Exposé au British Museum de Londres.


2004 Chistian Aid/Paul Hackett

Fauteuil construit avec des armes lors d'une campagne lancée par des ONG à partir de 2001 au Mozambique.Ici, Kester, un des artistes sur son trône, lequel est visible au British Museum de Londres.

Le procès de l'Angolagate où plusieurs personnalités politiques françaises sont impliquées dans la livraison de fortes quantités d'armes aux protagonistes de la guerre en Angola en 1993-1994 s'est ouvert seulement en octobre 2008 et devrait durer jusqu'en mars 2009… sauf si le confidentiel défense vient une nouvelle fois masquer ces pratiques.
A de nombreuses reprises, des projets de loi ont été déposés pour permettre la mise en place d'un contrôle effectif des ventes d'armes qui transitent par la France. En juillet 2006, c'est Michèle Alliot-Marie qui déposait un projet devant le Sénat ; en juin 2007, c'est Hervé Morin qui le renouvelait toujours devant le Sénat. Ces propositions, même venant du ministre de la défense en exercice, restent lettre morte. Pourquoi ? Est-ce à dire qu'au sein de l'Etat, il existe des personnes qui prennent des décisions à un niveau plus élevé que le ministre lui-même ? On n'ose y penser ! Au niveau européen, une "position commune sur le contrôle du courtage en armement" a été adopté par le Conseil de l'Union européenne que chaque Etat membre doit transposer dans sa législation. 19 Etats sur 27 l'ont déjà fait, mais pas la France.
Pour en savoir plus :
Observatoire des armements, CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03. www.obsarm.org

paix

Missiles dangereux

Le Canada a protesté officiellement contre des essais de missiles faits par la France en novembre 2006 et juin 2007. Pour tester les nouveaux missiles M51 qui porteront des têtes nucléaires, la France a tiré depuis son centre d'essais de Biscarosse, deux missiles en visant des points de chute près des côtes de la Guyane. Or, selon les autorités canadiennes, cela oblige à libérer l'espace aérien pour éviter un accident avec un avion civil. On peut d'ailleurs s'interroger : en cas de guerre, on prendra le temps de demander aux avions de dégager ? Ou ceux-ci seront-ils les premiers détruits par des tirs de missiles ?

Psychiatrie en France

Dans la revue *Inflexions,* revue éditée par des chercheurs civils et militaires, on peut lire lors de l'annonce d'un colloque qu'aujourd'hui les jeunes s'engagent dans l'armée, y voyant un métier comme un autre… et qu'ils découvrent ensuite l'horreur de leur travail sur le terrain. Conséquence : "Dans les opérations militaires de ce début de siècle, 20 à 30% des militaires de retour d'opérations présentent des troubles psychiques nécessitant une prise en charge spécialisée". *(Le Point, 16 mai 2008)*

Rennes

Faire face aux conflits

L'IFMAN Normandie, Institut de formation du Mouvement pour une alternative non-violente, organise à Rennes du 11 au 13 mars puis du 1er au 3 avril, une formation sur ce thème. À partir d'événements de la vie quotidienne et professionnelle, la formation explore trois registres contribuant à la régulation des conflits : le cadre relationnel, le ressenti émotionnel, le fonctionnement institutionnel. Elle aborde la prévention de la violence, la gestion des conflits, la transgression des règles et les modes de régulation au sein d'un groupe. *IFMAN Normandie, 135, rue Grande, 27100 Val-de-Reuil, tél. : 02 32 61 47 50.*

Produits naturels peu préoccupants

En 2006, un imbroglio juridique a failli provoquer l'interdiction des purins d'ortie et il a fallu l'intervention de spécialistes et de nombreuses associations pour faire reculer le gouvernement. Celui-ci a alors promis la mise en place d'un décret permettant d'homologuer les "PNPP, produits naturels peu préoccupants". Afin de favoriser une législation qui respecte notamment les pratiques de l'agriculture biologique et les traitements traditionnels, une association a vu le jour *Aspro-PNPP, 37, rue des Hautes-Granges, 41000 Blois, tél. : 02 34 35 26 79.*

Bio contre sécheresse

Plusieurs études réalisées en Europe et aux Etats-Unis convergent dans le même sens : les sols riches en humus résistent mieux à la sécheresse… et donc, en cas de manque de pluie, les sols cultivés en bio résistent mieux que les autres.



D.R.

Abeilles en danger

Aux Etats-Unis, les producteurs de fruits paient les apiculteurs pour venir installer leurs ruches dans leurs vergers et ainsi assurer la pollinisation. Mais comme le nombre d'abeilles baisse de 30% par an depuis maintenant trois ans, la concurrence est rude pour se procurer des abeilles : la location d'une ruche en Californie est ainsi passé de 55 dollars en 2005 à 170 aujourd'hui. La Californie a notamment besoin des abeilles pour ses amandiers (80% de la production mondiale). Si le nombre des abeilles continue à baisser à ce rythme, les spécialistes estiment que la pollinisation des amandiers ne sera plus possible dès 2012.

Cantines scolaires

Un sondage réalisé début juin 2008 par TNS Sofres indique que 70 % des Français sont pour l'introduction de produits issus de l'agriculture biologique dans les cantines scolaires. Le premier avantage vu par les sondés est que la bio permettrait d'être en meilleure santé.

Rhône-Loire

Guide gratuit

Un guide gratuit des producteurs et des marchés bio est disponible sur place, ou contre 3 timbres auprès de l'*Ardab, Maison des agriculteurs, BP 53, 69530 Brignais, tél. : 04 72 31 59 96.*

Puy-de-Dôme

Conflit de terres

A Teilhet, ancien conseiller juridique à la Cimade, Jean-Hugues Bourgeois est victime d'un acharnement contre son projet de conversion d'élevage ovin et caprin en agriculture biologique : menaces, troupeau abattu en avril 2008, menaces sur sa famille. L'agriculteur qui lui a vendu 50 hectares a été lui aussi menacé comme "traître", les terres étant convoitées par des voisins. Dans la nuit du 3 au 4 octobre 2008, un incendie criminel a détruit son stock de fourrage, de céréales, la chèvrerie et un tracteur. Il a reçu le soutien à la fois des associations professionnelles de la bio et des associations comme la Cimade ou RESF où il reste fortement engagé. Un appel à dons a été lancé par la Confédération paysanne : chèques à l'ordre de Jean-Hugues Bourgeois à : *Maison des paysans, BP 112, Marmilhat, 63370 Lempdes, tél. : 04 73 14 11 09.*



D.R.

Belgique

Habitat groupé à Henripont

Un projet d'habitat groupé écologique a vu le jour à Henripont, à 35 km de Bruxelles. Ce projet vise à s'installer dans une ancienne ferme avec différents bâtiments pouvant accueillir 8 à 10 logements et un terrain de 1,5 hectare. La ferme a été achetée pendant l'été 2008 et il reste trois logements disponibles. *Tél. : 04 74 762 506, http://henripont.wordpress.com.*



D.R.

Grand Ouest

Réseau Habitat groupé

Dans notre numéro de juin 2008, nous présentions le réseau habitat groupé… qui n'était pas encore en place dans la région Grand ouest (Bretagne, Pays de Loire, Normandie). Après une première réunion sur le sujet à Redon en juin 2008, une autre à Plumaudan, en Côte d'Armor, en septembre 2008, et différents contacts avec des professionnels, des porteurs de projets, c'est le réseau Cohérence qui va servir de coordinateur, avec une rencontre générale prévue en janvier 2009. *Cohérence, 6, rue Rochambeau, 56100 Lorient, tél : 02 97 84 98 18, www.reseau-coherence.org.*

Lot-et-Garonne

Terre crue en Scop

La briqueterie de Monsempron-Libos date des années 1910. Elle a appartenu à différents grands groupes industriels français ou étrangers dont Saint-Gobain, Lafarge, Hepworth, Alpine, Vesuvius… Plus de 300 salariés y travaillaient dans les années 1970-1980, plus qu'une soixantaine au début des années 2000. Après une menace de fermeture, en 2007, une partie des salariés a racheté l'usine, créant une Scop, Société coopérative ouvrière de production. A côté de la poursuite d'éléments pour fours réfractaires, elle s'est diversifiée en développant une gamme de briques de terre crue qu'elle diffuse dans le domaine de l'habitat sain. *Tellus-Céram, rue Beausoleil, 47500 Monsempron-Libos, tél : 05 53 71 13 01.*

nucléaire



D.R.

Radiothérapie et cancer

Cela faisait débat depuis longtemps dans le milieu médical et dans le milieu antinucléaire : le traitement des cellules cancéreuses par des radiations détruit certes ces cellules, mais peut provoquer des dommages dans les cellules saines... d'où un risque de récidive sous une autre forme de cancers. Une équipe médicale italienne a montré, sur des souris, que des cellules saines, non traversées par le rayon, peuvent ensuite devenir cancéreuses. Ceci renforce l'idée qu'il n'y a pas de doses inoffensives et que la radiothérapie soigne d'un côté mais détruit de l'autre. *(Le Monde, 20 août 2008)*

La France, poubelle du monde

Jusqu'à maintenant la loi du 28 juin 2006, confirmant celle du 30 décembre 1991, interdisait le stockage en France de déchets radioactifs étrangers. Un discret décret 2008-209 du 3 mars 2008 vient de modifier cela : ce décret ouvre une brèche en acceptant le stockage sur le sol national des déchets occasionnés par les différentes manipulations de l'extraction : déchets résultant des opérations d'entretien et de maintenance des installations, boues issues du traitement des effluents liquides, solvants usés, déchets de démantèlement. Plusieurs associations dont Greenpeace ont introduit un recours devant le Conseil d'Etat.

Ascenseurs radioactifs

La délocalisation a parfois des effets pervers. La société Mafelec, à Chimilin (Isère), fournit des pièces d'ascenseurs à plusieurs grandes marques. Le 17 septembre 2008, les douanes de Roissy détectent de la radioactivité dans un colis provenant de l'entreprise à destination des Etats-Unis. Le 3 octobre 2008, la société Otis, aux Etats-Unis, découvre d'autres colis radioactifs. Une inspection de l'autorité de sûreté nucléaire dans l'usine de Chimilin, le 10 octobre 2008, met en évidence une radioactivité 500 fois supérieure à la normale sur des boutons fabriqués en Inde : ceux-ci contiennent du Cobalt 60 utilisé en radiothérapie. Les 200 employés de l'usine ont été évacués, le temps de nettoyer le site. Au moins vingt ouvriers ont reçu des doses supérieures aux niveaux autorisés. L'incident a été classé 2 sur une échelle de 7. Aucune information n'est parue sur le sort des ouvriers indiens.

EPR

■ **Finlande : vives polémiques.** Le gouvernement finlandais, alerté par des documents transmis par Greenpeace, a mis en doute la probité des inspections menées par la Stuk, son autorité de sécurité nucléaire. Le 22 août 2008, elle lui a demandé de procédé à de nouvelles études concernant notamment la qualité des travaux et notamment la qualité des soudures sur la future cuve du réacteur.

■ **Finlande : dérapage budgétaire.** Areva a annoncé que la facture de l'EPR en construction en Finlande devrait se monter à 4,5 milliards d'euros au lieu des 3 milliards initialement prévus. Comme il s'agit d'un produit d'exportation, ce dérapage pourrait être couvert en partie par la Coface, un organisme gouvernemental qui assure nos exportations...

■ **Rachat de British Energy.** La presse officielle s'enthousiasme : EDF a racheté, le 23 septembre 2008, pour 15 milliards d'euros, British Energy, avec la volonté de construire des EPR sur le sol britannique. Mais c'est faire peu de cas de la santé financière de cette entreprise. Ancienne entreprise publique, privatisée sous Margaret Thatcher, dans les années 1980, elle avait dû être renflouée en catastrophe à plusieurs reprises ces dernières années, ses dirigeants menaçant de ne plus entretenir ses huit réacteurs nucléaires par manque de liquidités. Ce sont donc huit réacteurs nucléaires en mauvais état que l'on a payé... près de 2 milliards chacun, sans compter le futur démantèlement (EDF aurait négocié que ce soit le contribuable britannique qui paie). Et tout ça pour les remplacer par des EPR dont le chantier pourrait commencer en 2012... quand l'EPR aura fait la preuve de son efficacité, ce qui n'est pas encore gagné. Si ce beau scénario se révélait un trou financier, rappelons qu'à 80% EDF est encore entre les mains de l'Etat... donc ce sera le contribuable français qui devra boucher les trous.

■ **THT : La Confédération paysanne veut une étude sanitaire.** Après l'annonce faite par Nathalie Kosciusko-Morizet le 27 septembre 2008, annonçant que l'Etat va indemniser les personnes à proximité de la future ligne THT prévue à la sortie de l'EPR, avec achat des maisons à moins de 100 m de la ligne, la Confédération paysanne a demandé au gouvernement de lancer une étude sanitaire sur les conséquences des lignes existantes. Notamment sur les lignes qui passent déjà dans la Manche. En attendant les conclusions d'une telle étude, la Confédération paysanne appelle les paysans à s'opposer à l'implantation de la nouvelle ligne.

Occupation non-violente d'un pylône (été 2008)



D.R.

Combien coûteront les démantèlements ?

En 2005, le chiffre avancé par l'AIEA, Agence internationale pour l'"énergie atomique, était déjà de 1000 milliards de dollars. Environ la moitié de cette somme concernerait les installations militaires, l'autre moitié les centrales nucléaires. Mais depuis la somme ne fait que monter, au fur et à mesure que l'on mesure mieux les difficultés sur la dizaine de sites dans le monde où un tel démantèlement est en cours. Le coût estimé maintenant pour une centrale nucléaire est entre 500 et 800 millions de dollars (330 à 530 millions d'euros)... mais cela varie selon la puissance du réacteur et a durée de fonctionnement (plus on l'utilise, plus il est radioactif). En France, le CEA a provisionné 7 milliards d'euros pour les sites militaires, EDF 7,8 milliards, Areva 10 milliards. C'est EDF qui aura la charge des 58 réacteurs donc EDF n'a prévu que 135 millions d'euros par réacteur, ce qui paraît bien insuffisant !

Déchets

Le non de Soulaines

La commune de Soulaines qui héberge déjà, depuis 1992, le Centre de stockage de déchets radioactifs de l'Aube, a voté le 27 juin 2008, puis de nouveau le 3 octobre 2008, à l'"unanimité, le refus de voir s'installer sur la commune un autre site de stockage des déchets nucléaires. La municipalité est en conflit avec l'Andra, l'Agence nationale qui gère le site, depuis que la Crii-Rad, Centre de recherche indépendant, a mis en évidence en 2006 des défaillances dans la gestion des déchets.

Tricastin

Mépris démocratique

Alors que la mission de l'Autorité de Sûreté nucléaire, ASN, est d'informer la population des questions de sûreté sur le nucléaire, c'est seulement après qu'EDF ait réalisé la neutralisation des barres de combustibles, le 22 octobre 2008, que l'information a été donnée aux médias. Ces barres étaient bloquées à l'extérieur du cœur depuis le 8 septembre 2008. Leur chute aurait pu provoquer une contamination radioactive durable au sein du réacteur n°2... avec un risque de fuite radioactive à l'extérieur. A l'appel du *Réseau Sortir du nucléaire,* environ 500 personnes ont manifesté aux portes de la centrale le 26 octobre 2008.

Installation d'une éolienne offshore en mer du Nord (Pays-Bas)


D.R.

Énergie

Les Français pour les énergies renouvelables

L'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, fait réaliser régulièrement des sondages pour connaître l'évolution de l'opinion française sur la question des énergies renouvelables. Le dernier sondage réalisé entre le 1er et 15 juillet 2008 indique que 97 % des sondés sont pour le développement des énergies renouvelables, 67 % très favorables... même si 53 % les estiment encore trop cher à installer. Par rapport à un précédent sondage de 2005, l'Ademe note que la notoriété des énergies renouvelables a progressé (79 % contre 68 % il y a trois ans peuvent expliquer de quoi il s'agit). Concernant le grand éolien, 79 % des sondés y sont favorables, 62 % accepteraient d'en avoir à moins d'un kilomètre de chez eux. 91 % seraient intéressés pour avoir une offre d'électricité 100 % renouvelable et ces personnes accepteraient un surcoût pouvant aller jusqu'à 12 %.

Vers l'interdiction du chauffage électrique ?

Dans *Le Monde* du 1er octobre 2008, Nathalie Kosciusko-Morizet s'en prend avec justesse au chauffage électrique : "On a un problème avec le chauffage électrique en France. Son développement a été une erreur. On a jugé qu'on pouvait le faire parce qu'on a un grand parc nucléaire, mais cela entraîne des pics de consommation d'électricité en hiver. Et cela coûte très cher aux consommateurs qui ont choisi ce mode de chauffage — dont EDF a fait une promotion très active —. C'est une folie française de vouloir transformer l'électricité en chaleur, une aberration du point de vue thermodynamique ! C'est pourquoi le Grenelle insiste sur la production de chaleur à partir de la biomasse ou du solaire". Cette déclaration n'est pas fortuite : le ministère de l'écologie qui essaie de faire adopter des mesures dans le cadre du Grenelle de l'environnement, se heurte de plein fouet au ministère de l'industrie qui, sous l'influence d'EDF, défend ce mode de chauffage.

Eolien

■ **France : l'avenir est à l'éolien.** Alors que l'EPR en construction à Flamanville ne produira que 1300 MW, pendant le même temps, la production des parcs éoliens progressera nettement plus vite. Les perspectives annoncées par le Grenelle de l'environnement, pour respecter la directive européenne sur l'énergie, sont en effet d'atteindre 10 000 MW en 2010 et 25 000 MW en 2020 pour le seul éolien. Même en France, pays le plus nucléarisé, la part du nucléaire dans la production d'électricité va se mettre à baisser et ceci d'autant plus vite que les vieux réacteurs vont devoir être arrêtés.

■ **Offshore en projet : toujours le gigantisme.** 21 éoliennes totalisant 105 MW de puissance vont être installées en mer au large de Fécamp (Seine-Martime). C'est le premier permis de construire délivré en France... Le premier parc éolien offshore a été créé en 1991 au Danemark. D'autres demandes sont en cours : un parc de 141 éoliennes pour 705 MW est en projet au large du Pas-de-Calais ; un autre de 60 pour 300 MW également près de Fécamp, également 50 pour 250 MW à l'est de la Manche, 120 pour 600 MW au large de la Vendée, 12 pour 75 MW au large de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Certaines éoliennes atteignent 150 m de haut pour des puissances de 5 MW. Ces projets sont implantés au sol, en des endroits où les fonds ne dépassent pas 30 m de profondeur. D'autres projets sont à l'étude avec des éoliennes flottantes, pouvant être placées plus loin des côtes. La région Bretagne a engagé une étude pour dresser une cartographie des zones équipables en mer. Le potentiel est énorme : la Bretagne pourrait rapidement devenir autosuffisante en électricité rien qu'avec des éoliennes offshore... mais cette électricité appartiendra à de grands groupes financiers alors que l'éolien peut aussi être pensé de manière décentralisée, avec comme aux Pays-Bas, des régies communales. *(Source : Ouest-France, 16 octobre 2008)*

■ **Communes contre anti-éoliens.** Certaines communes sont excédées par les associations anti-éoliennes dont la mauvaise foi est alimentée par des groupes pronucléaires qui ne se cachent même pas. Pour contrer ce mauvais vent, une quarantaine de communes ayant déjà des éoliennes sur leur territoire ont décidé de se réunir au sein du réseau Cleo (collectivités locales éoliennes) afin de communiquer sur les retombées positives de ces éoliennes sur leurs communes.

■ **La déroute des anti-éoliens.** La manifestation nationale lancée par 160 comités anti-éoliens avec le soutien de l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing et l'ancien président d'EDF, Marcel Boiteux, a été un fiasco : le 4 octobre 2008, elle n'a réuni que 700 personnes selon la police, 1000 selon l'AFP. Les Verts ont ironisé sur ce "défilé des retraités du nucléaire". Le réseau *Sortir du nucléaire* a invité ces manifestants à se mobiliser en priorité contre les 200 000 pylônes électriques qui défigurent le paysage.

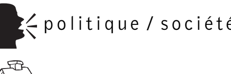
Course inutile aux renouvelables ?

La France s'est engagée auprès de l'Europe à produire 20 % de son énergie en 2020 avec des énergies renouvelables. Même avec la multiplication des éoliennes et à un niveau moindre des capteurs solaires, le pourcentage actuel baisse... du fait de l'augmentation de la consommation d'énergie.
Le meilleur moyen d'atteindre ces 20 % serait donc d'économiser l'énergie. C'est souhaitable, car même si les énergies renouvelables polluent peu, elles polluent plus que l'énergie que l'on ne consomme pas. Mais c'est mal parti...
Une enquête réalisée par l'ADEME, montre qu'en douze ans (1995-2007), chez les particuliers, le frigo a baissé sa consommation de 40 %, le lave-linge de 28 %... mais que malheureusement le poste de télévision a augmenté de 220 %. Cela s'explique par les écrans plats gros consommateurs, mais aussi par le fait que de plus en plus de foyers ont plusieurs télévisions, qu'il y a de multiples veilles et que sont incluses dans les postes des sorties pour les démodulateurs ou les consoles de jeux. Comme de nombreux nouveaux appareils électriques (ordinateurs, modem ADSL, lecteurs de CD, de DVD...) sont maintenant utilisés dans les maisons, la consommation moyenne a augmenté en 10 ans de 78 % !
Alors que dans les autres secteurs (industrie, agriculture), la maîtrise de l'énergie est une réalité, chez les particuliers, c'est la dérive totale.

Investir dans les énergies renouvelables

Actuellement, il existe un distributeur alternatif de courant électrique, *Enercoop,* mais pas encore de producteur alternatif. C'est ainsi que vient de voir le jour, avec le soutien du *Réseau Sortir du nucléaire,* une coopérative d'investissement dans les énergies renouvelables. Cette société coopérative vise à installer des toits photovoltaïques sur des toitures existantes, en y associant le propriétaire de la toiture. Les bénéfices réalisés seront partagés entre de nouveaux investissements et le financement de la lutte antinucléaire ici et dans le monde. Pour mettre en place cette structure, sur des bases démocratiques, une première réunion est organisée le lundi 1er décembre à 20 h, au 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.
Renseignements : *Investir ensemble dans les énergies renouvelables, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, investirdanslesenr@laposte.net.*

agenda




Novembre

Hautes-Alpes : chantier participatif. Du 23 au 28 novembre. Aide à un chantier enduits de terre, finition, tadelak... contre hébergement, nourriture et formation. Soirées : musique, lectures collectives, documentaires, soirée "sens", ateliers pain; vannerie... à la demande. *Philippo Michel et Emmanuelle, Le village, 05300 Eourres, tél. : 04 92 49 65 93 ou http://sensetautonomie.free.fr.*

Suisse : progrès et pièges. 25 novembre à la Maison Farel, à Bienne, colloque sur les violences conjugales, évolution de la législation en Suisse, effets imprévus de celle-ci. *Marche mondiale des femmes, Postfach, 5004 Aarau, www.25-11-2008.ch.*

Toulouse : circuits courts, courts-circuits ou cours toujours ? 25 novembre à 20 h à la maison régionale de l'environnement, rue de Valenciennes. Présentation d'une étude sur les Amap de la région, des Jardins de Cocagne, d'autres systèmes de distribution... *Bleue comme une orange, tél. : 05 61 34 25 21 ou Civam 31, tél. : 05 61 23 00 49.*

Paris : Pièces et main d'œuvre. 27 novembre, à 19h45, à la librairie Quilombo. Présentation et débat autour des deux ouvrages *Terreur et possession, enquête sur la police des populations à l'ère technologique* et *Le téléphone portable, gadget de destruction massive. Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.*

Albi : Nourriture, autonomie, paysannerie. 27 au 30 novembre, colloque sur l'agroécologie, conférences, débats. voir présentation dans le numéro d'octobre, p.38. *www.colloque-agroecologie-albi2008.org.*

Paris : salon européen de l'éducation. 27 au 30 novembre, Porte de Versailles. *Ligue de l'enseignement, 21, rue Saint-Fargeau, BP 313, 75989 Paris cedex, tél. : 01 43 58 96 30, www.salon-education.org.*

Val-de-Marne : démocratie locale. 28 et 29 novembre à Ivry-sur-Seine, 9e rencontres de la démocratie locale. Thème de l'année : lien avec la mobilisation sociale. Renseignements : *Adels, Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale, 1, rue Sainte-Lucie, 75015 Paris, tél. : 01 43 55 40 05, www.adels.org.*

Gard : 22es journées de l'arbre, de la plante et du fruit. 28 au 30 novembre. Vendredi 28, salle du Mont-Brion, à Saint-Jean-du-Gard, inscription obligatoire, débats et réflexions sur le thème "sauvegarde et diffusion de la biodiversité cultivée". Samedi et dimanche, espace Paulhan : 150 exposants, pépiniéristes, producteurs, transformateurs, artisans et artistes, pôle associatif sur l'environnement et l'agriculture paysanne, librairie, animations enfants. *Dimanches Verts, tél. : 04 66 85 32 18, www.dimanches-verts.org.*

Paris : Bâtir écologique. 28 au 30 novembre à la Grande Halle de la Villette. 4000m² pour un salon à la logistique sobre (éclairage basse consommation, pas de moquette, restauration bio, panneaux recyclés, limitation des articles jetables). Vendredi (public professionnel) : scénario Négawatt (10h30), performance thermique et qualité de l'air (13h), durabilité du bois en construction (15h), les groupements d'artisans écologiques (17h). Samedi 29 : amélioration thermique du bâti traditionnel (10h30), traitements alternatifs des eaux usées (13h), coopération et efficacité énergétique au Danemark (15h), construction paille (17h). Dimanche 30 : électrosmog, wifi, portables, nouveaux dangers ? (11h), produire son énergie éolienne (13h), écoconstruction comme démarche culturelle globale (15h). *Bâtir-Sain, 4, rue des Coteaux, 91370 Verrières-le-Buisson, www.batirecologique.com.*

Décembre

Genève : pour l'indépendance de l'OMS. Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *André Larivière, tél. : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98, Yann Forget, tél : 04 50 92 64 69, en Suisse : Philippe de Rougemont, 022 344 38 31, www.independentWHO.org.*

Paris : Ciné-débat Survival. 1er décembre à 20h, à la Filmothèque du quartier latin, 9, rue Champollion, Paris 5e. Le voyage perpétuel un film sur les Nenets de Sibérie suivi d'un débat animé par l'association de défense des peuples indigènes *Survival, www.survivalfrance.org.*

Yvelines : Cercle de silence. 1er décembre, à 18 h, place de la Gare, devant l'entrée du RER, à Sartrouville. Action de protestation non-violente contre la politique envers les migrants. *Réseau Education sans Frontières, http://www.resf78.ouvaton.org.*

Grenoble : Bolloré, Afrique, business et dictatures. 2 décembre à 20h à la Maison du Tourisme, rue de la République. Conférence avec Pierre Caminade, auteur de Bolloré, monopoles services compris. *Survie-Isère, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 08 71 23 54 89, http://survie.isere.free.fr.*

Alpes-de-Haute-Provence : chant des arbres. 2, 3 et 4 décembre, à Manosque, initiation à la taille des arbres fruitiers ; les 2, 7 et 8 janvier 2009, phytothérapie végétale ; 17 au 19 février : les olives bio ; 10 au 12 mars : l'agriculture biodynamique. *Le Chant des arbres, chemin Pimayon, 04100 Manosque, www.arbobio.com.*

Angers : 9 faucheurs en procès. 4 et 5 décembre, place Leclerc, devant le Palais de justice. Procès faisant suite à un fauchage réalisé en septembre 2007. Concert, conférences, restauration bio et locale. *http://csfv49.over-blog.com.*

Belgique : quels progrès pour quelles (dé)croissances ? 5 décembre à 20 h, à la Maison du développement durable. Conférence de Pierre Rabhi, présentation du mouvement pour la Terre et l'Humanisme, débat. *La Maison du développement durable, Grand Place, 7, 1348 Louvain-la-Neuve, tél. : 32 (0)10 47 37 58.*

Montreuil : Reclaim the streets ! 5 décembre à 20h30 à la Maison populaire, salle l'Ago'notes. Projection d'un film sur le groupe britannique qui depuis 1994 a mis au point des actions sur le thème de l'art de se réapproprier la ville. *Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél. : 01 42 87 08 68.*

Strasbourg : Saint-Nicolas bio. 5 au 8 décembre, parc des expos, Wacken. Alimentation bio, bien-être, vêtements, artisanat, commerce équitable, écologie, éditions... *Association Bio & co, 18, ruelle aux vœux, 70150 Pin, tél. : 03 81 60 41 28.*

Paris : Vélorution. 6 décembre, place du Châtelet, départ à 14 h. *www.velorution.org.*

Paris : action anti-pub. Samedi 6 décembre, de 11 h à 12 h, au marché bio, boulevard des Batignolles (Paris 8 et 17), M° Rome et Place Clichy. Une heure de silence organisée par le MAN-Ile-de-France, en soutien à la campagne pour la suppression de la publicité pour les enfants à la télévision. *MAN Ile de France, Maison des associations du 6e arrondissement, Boîte aux lettres n°3, 60, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris, tél. : 01 64 27 16 08.*

Paris : philosophie et anarchisme. 6 décembre à 16h30 à la librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris 11e, M°République ou Oberkampf. Eduardo Colombo présente son livre L'espace politique de l'anarchie récemment paru aux éditions ACL. Comment la philosophie justifie et légitime le droit de l'Etat à obtenir, par la force s'il le faut, l'obéissance de tous et comment l'anarchie va à l'encontre de cela. *Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 48 05 34 08.*

Belgique : de l'humus à l'humain, quelle alimentation pour demain ? 6 décembre à Namur. 10 h à 16 h : 15 ateliers simultanés en lien avec diverses associations, au rez-de-chaussée de l'Arsenal des FUNP, 16h : projection du film La marche des gueux. 18 h : Conférence-débat avec Pierre Rabhi, film et débat à l'Auditoire Adam Smith, faculté de sciences économiques, rempart de la Vierge, 8. 20 h : repas bio sur réservation. *Maison de l'écologie, rue Basse Marcelle, 26, B 5000 Namur, tél. : 081 22 76 47, www.maisonecologie.be.*

Arles : La Croissance, idéologie ou nécessité ? 6 décembre, de 15h à 18h, maison de la vie associative, boulevard des Lices, conférence-débat animée par Renato di Ruzza, professeur d'économie, à l'invitation d'Attac, Confédération paysanne et Upop' arles. *ATTAC Pays Arles, Hervé Thomas, tél. : 04 90 49 63 45.*

Toulouse : les rythmes de l'enfant. 6 décembre à 10h30, au CIPE, Centre d'information pour l'enfance et la famille. Projection d'un film et débat. *CIPE, 1, place Mendès-France, 31400 Toulouse, tél. : 05 61 25 02 21.*

Paris : danger de la téléphonie mobile. 7 décembre à l'espace Lancelot, 29, rue des Trois-Bornes, 75011 Paris, M°Parmentier ou Goncourt. 15 h : portables et wi-fi, ce que les médias ne disent pas ; 16h30 : le danger des antennes-relais, avec Annie Lobbé, auteure de plusieurs livres sur le sujet. *Santé publique éditions, 20, avenue de Stalingrad, 94260 Fresnes, tél. : 01 43 14 98 91.*

Rhône : 12e marché équitable de Francheville. 7 décembre, au parc sportif, route de la Gare. *Peuples solidaires GET, 1, rue du Robert, 69340 Francheville, tél. : 04 78 59 13 05.*

Haute-Savoie : Albert Jacquard. 9 décembre à 20 h, à l'Espace Louis-Simon, 74240 Gaillard. Conférence sur le thème "Qu'est-ce que l'homme". Entrée libre. *Tél. : 04 50 39 67 13.*

Bayonne : chambre d'agriculture en question. 9 décembre, à 19h, à la Taverne du cinéma Atalante, rue Etcheverry. Débat animé par Txetx Etcheverry, du Laborantza Ganbera, la chambre d'agriculture basque. Soirée organisée par *Attac Pays Basque, Chantal Boone, tél. : 05 59 64 18 17.*

Lyon : les pollutions électromagnétiques. 10 décembre à 20 h, à l'Institut Goethe, 18, rue François-Dauphin, Lyon 2e, M°Bellecour, avec Claude Bossard, électricien, auteur du livre Guide de l'électricité biocompatible. *Renseignements : Oïkos, tél. : 04 78 94 09 65.*

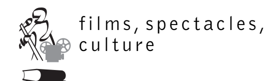
Montpellier : Energaïa. 10 au 12 décembre, au parc des expositions, salon international des énergies renouvelables. Présentation de maison à basse énergie, de démarches à faible empreinte écologique... *Enjoy Montpellier, BP 2116, 34026 Montpellier cedex 1, tél. : 04 67 17 67 17.*

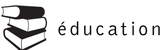
Paris : Réseau Cocagne. 11 décembre à l'auditorium de la Macif, 21, place Etienne-Pernet, Paris 15e, M°Félix-Faure, 12 décembre à l'Espace Moncassin, 164, rue de Javel, Paris 15°, M°Félix-Faure, 10e forum national des jardins d'insertion du Réseau Cocagne sur le thème "l'entreprise sociale et solidai re de demain", avec Patrick Viveret, Claude Alphandery, Hugues Sibille, Claude Sauter, Maurice Parodi, des représentants de l'économie sociale et solidaire et des réseaux de l'insertion par l'activité économique... *Réseau Cocagne, 2, grande rue, 25220 Chalezeule, tél. : 03 81 21 21 10, www.reseaucocagne.asso.fr.*

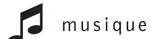
Lyon : expédition de Silence. 11 et 12 décembre, *voir en page 2.*

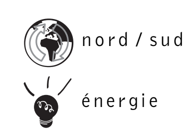
Val-de-Marne : procès d'un anti-pub. 11 décembre à 9h30, tribunal d'Instance, 48, rue de Paris, à Charenton-le-Pont (M°Charenton-Ecoles), procès d'Alex Baret attaqué par la SNCF pour avoir collé un autocollant "attention ne mets pas tes yeux sur les pubs, tu risques de te faire manipuler très fort". *alex.baret@laposte.net.*

Paris : procès d'intermittents du spectacle. 11 décembre à 13h, Tribunal de Grande instance, 14e chambre, île de


films, spectacles, culture


éducation


musique


nord / sud

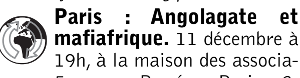
énergie

biologique


femmes



la Cité. Le 19 avril 2005, des intermittents du spectacle ont occupé le siège de la CFDT pour leur demander en quel nom les "accords" les concernant ont été signés. La CFDT n'a rien trouvé de mieux que de porter plainte pour "violation de domicile" ! Fort du soutien de plus de 10 000 personnes, Ludovic et Michel, de la Compagnie Jolie Môme, vous proposent de venir assister à ce procès… et au spectacle. *www.cie-joliemome.org/petition.*

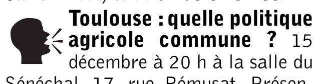

Paris : Angolagate et mafiafrique. 11 décembre à 19h, à la maison des associations, 5, rue Perrée, Paris 3, M° République ou Temple. Soirée organisée par Survie pour expliquer le procès en cours sur les livraisons d'armes en Angola et autres activités des inculpés. *Survie, tél. : 01 43 35 40 41 ou 01 48 03 45 73, www.survie-paris.org*


Paris : 6e Forum non-violence en milieu scolaire, les réponses de l'éducation non-violence. 12 et 13 décembre, à l'association de quartier Notre-Dame-des-Champs, 92 bis, boulevard Montparnasse, Paris 14e. M° Montparnasse ou Vavin. Forum avec présentation d'expériences concrètes et des débats. *Coordination française pour la décennie sur la non-violence, 148, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, www.decennie.org.*


Haut-de-Seine : Esprit colon et violence coloniale. 12 décembre à 20 h, à l'Agora, 20, rue de Stalingrad, à Nanterre, conférence avec Olivier Le Cour-Grandmaison, historien. *Association Les Oranges, tél. : 06 29 87 21 21, www.lesoranges.com.*

Pau : 13e Asphodèle. 12 au 14 décembre au Parc des expositions. 250 exposants. *Salon Asphodèle, Diffusion Différente, 402 route des Pyrénées, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93, www.salon-asphodele.com.*


Morbihan : Brennilis, la centrale qui ne voulait pas s'éteindre. 13 décembre à 20 h, à l'Estran, allée de Kerprat, à Guidel, projection du documentaire de Brigitte Chevet sur ce sujet, suivi d'un débat avec un ancien ingénieur du site, aujourd'hui militant Vert. *Verts-Bretagne, 14 boulevard Hérault, 22000 Saint-Brieuc, tél. : 02 96 61 51 68.*


Toulouse : quelle politique agricole commune ? 15 décembre à 20 h à la salle du Sénéchal, 17, rue Rémusat. Présentation du documentaire La fin des paysans puis débat avec des représentants des syndicats agricoles. *Bleue comme une orange, tél. : 05 61 34 25 21 ou Civam 31, tél. : 05 61 23 00 49.*

Villeurbanne : café-citoyen sur la prison. 16 décembre à 19h, au CCO, après une pièce de théâtre de Duszka Maksymowicz, un débat se fera sur l'univers carcéral, les relations sociales en prison, le manque de place, l'insalubrité… *CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne.*

Lyon : c'est quoi une coopérative d'habitants. 18 décembre à 18h30, à la Maison de l'Environnement, 32, rue Sainte-Hélène, Lyon 2e, M°Bellecour, avec Bertille Darragon, coordinatrice d'Habicoop et plusieurs membres de groupes de projets. *Robins des Villes, tél. : 04 72 77 19 94.*

Reims : Ciné-Débat Attac. 18 décembre à 19h45 à la maison de la vie associative, 122, rue du Barbâtre, film Le monde selon Monsanto suivi d'un débat sur les OGM. *Attac-Reims, tél. : 06 86 58 84 30.*

Limousin : un nouvel an autrement. 29 décembre au 2 janvier, à la Ferme du Soleil, à Marlanges, dans la Creuse, loin du bruit et des paillettes, un stage d'écriture spontanée en se centrant sur l'essentiel en soi. Renseignements : *La plume enchantée, tél. : 05 55 67 29 31, www.laplumeenchantee.org.*

Janvier

Italie : à quoi ressemblerait le désarmement nucléaire ? 11 au 18 janvier à Andalo (Trente), débat organisé (en anglais) par le groupe italien de l'ONG *Pugwash, c/o Carlo Schaerf, department of physics, University of Rome "Tor Vergata", via della Ricerca Scientifica 1, 00133 Rome, tél. : 0039 06 7259 4560.*

Rennes : 9e plumes rebelles. 31 janvier et 1er février, Halle Martinot, place des Lices. Thèmes de l'année : le travail, l'Occident et les autres, l'ingérence humanitaire, la politique migratoire européenne, le Rwanda, une démocratie asphyxiée et les droits humains en France. Plumes Rebelles, *Amnesty international, c/o Dominique Evanno, 5, rue Le Boulais, 35690 Acigné, www.plumesrebelles.org.*

ANNONCES

Echange

■ Donne jeune bélier d'Ouessant contre bons soins, tél. : 04 76 93 55 21.

■ Nous cherchons une famille pour un échange de maison dans le Grand ouest pour les vacances de Noël 2008 (dates à définir). Nous offrons maison en paille, 3 chambres, chauffage poêle à granulés, toilettes sèches, située dans le pays de Redon (Ille-et-Vilaine, entre Rennes et Nantes). *Bruno et Christine, tél. : 02 99 72 65 04, chrismignon@hotmail.com.*

■ Cherche à échanger un appartement en Finistère (56 m²), à deux pas des plages et des commerces, très lumineux et très calme (salon, 2 chambres, salle d'eau avec douche et cave, valeur 87000 €, contre petite maison, 2 chambres, avec cheminée et jardin, en campagne, région Midi-Pyrénées (dépts. 09 65 31 12 81). Partage frais de notaire. *Patricia Aoustin, tél. : 09 52 35 19 26 ou 06 99 35 09 40, pa.aoustin@laposte.net.*

Vivre ensemble

■ **Lot.** Création d'un éco-hameau dans un paysage vallonné de bois et de prairies, SCI en cours de constitution, à 8 km d'une gare SNCF (Gourdon), à 1,5 km d'un village tous commerces. 8 hectares de terres agricoles et de terrains constructibles pouvant accueillir jusqu'à une trentaine de foyers dans une démarche intergénérationnelle et de mixité sociale, avec équipements collectifs prévus (buanderie, maison commune, chambres d'amis, ateliers…). Si comme nous vous êtes à la recherche d'un mode de vie alternatif, solidaire, écologique, inscrit dans une démarche de citoyenneté active, contactez-nous : *Sylvain, tél. : 05 53 36 89 81, sylvus@wanadoo.fr, Véronique, tél : 04 94 67 81 59, gerard.veronique@hotmail.fr.*

■ **Mayenne.** Installé depuis deux années sur 9 ha d'un vieux bocage pour un projet agrobiologique multigénérationnel mouvance Pierre Rabhi, j'ai mis en place une activité de boulanger bio à faire évoluer. Je souhaite un partenariat en boulange, mais le lieu se prête à l'installation d'un maraîcher, petites fruits, etc. à définir. Toute proposition est possible. Présentement, l'hébergement se fait en bus pour moi, il y a deux petites caravanes sur le site, prévoir un habitat mobile. *Guy Ménigault, La Rossignolière, 53140 Lignière-Orgères.*

■ Annonce déjà passée il y a un an, mais les circonstances m'ont poussée à abandonner momentanément ce projet : lieu de vie alternatif pour retraités, solidaire, autogéré, écolo. Je cherche quelques personnes de bonne volonté, esprit libertaire, désirant vivre leur vieillesse autrement. Départements envisagés : nord du Gard, sud Ardèche, Drôme, ouest Vaucluse, ouest Bouches-du-Rhône. *Tél. : 04 66 20 73 87, Olga.*

Rencontres

■ Homme, 44 ans, tendre et charmant, randonneur, jardinier, mélomane, photographe, las de la vie en solo, cette annonce me permettra-t-elle de rencontrer jeune femme, profil semblable et partager à terme vie simple et écolo dans un agréable village haut-Provençal. *Tél. : 06 32 44 08 52.*

■ Le passage à la quarantaine et différentes rencontres m'ont fait modifier mon éthique de vie. Entreprenante, courageuse, végétarienne et non-fumeuse, je souhaite rencontrer un homme honnête, passionné de grands espaces pour construire un lieu de vie alternatif en Cévennes lozériennes où je possède un mas. Glandeur s'abstenir, y a de l'ouvrage… *N. Salles, 518, chemin des prairies, 30100 Alès, nc.elzieres@wanadoo.fr* (réponse souhaitée avec photo récente).

Emploi

■ Recherche maraîcher(e) désirant s'installer à 20 km au Sud de Paris, en relation avec AMAP de 230 adhérents. 1,3 ha disponible, cultures bio. Soutien associatif et municipal, production préachetée par l'AMAP. Revenu et convivialité garantis. *Tél. : 06 12 96 67 24, annonce@ceres91.net.*

■ **Ain.** Pour projet de création d'une AMAP en pays de Gex (proche frontière Suisse), nous recherchons un producteur/maraîcher souhaitant s'installer. Possibilité d'exploiter des terres à Pougny. *Cécile Devesa, 195, rue de la Gaine, ancienne école de Logras, 01630 Péron, tél. : 04 50 59 13 10, pc.devesa@tele2.fr.*

■ Femme, 50 ans, 10 ans d'expérience en accueil tourisme + animation (atelier tapisserie - tissage) cherche emploi dans structure accueil ou association "à visage humain" en région Midi-Pyrénées (dépts. 09 65 31 12 81). *Patricia Aoustin, tél. : 09 52 35 19 26 ou 06 99 35 09 40, pa.aoustin@laposte.net.*

Immobilier

■ **Ardèche.** A Charmes-sur-Rhône, appartement T2 à louer dans petit habitat groupé écologique avec jardin plein sud bordé d'une rivière, à cultiver et embellir ensemble. Nombreux projets en commun à mûrir : citoyens, culturels et artistiques. *Tél. : 04 75 60 88 27, heures des repas, le soir avant 22h.*

■ **Poitou.** Vends 40 km sud Poitiers, maison habitation 4 chambres avec dépendances, jardin, terrain arboré, deux garages, pré en bord de rivière, descriptif précis sur demande. *Tél. : 05 49 87 26 88 le soir.*

■ **Vendée.** Vends maison atypique plain pied 100 m² dominant la rivière, cadre enchanteur, vallée protégée, grande véranda avec vue sur cascade, garage. Avec 5000 m² de bois attenant. Entre Chantonnay et la Roche-sur-Yon. 150 000 €. Tél. : 06 86 64 84 23.

A vendre

■ Vends grande serre plastique 25 m x 5 m x 3,20 m de haut, structure métallique de 14 arceaux, le tout en très bon état, 350 €. *Tél. : 04 75 08 55 13 ou 06 86 16 90 89.*

■ 150 € la planche à voile (2), qui est

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*



J. Stan

De gré ou de force, la décroissance ?

Après deux trimestres de croissance négative en France et une crise bancaire mondiale, il n'est pas rare d'entendre que "La décroissance, nous y sommes déjà". C'est aller un peu vite en besogne. La décroissance choisie n'est pas la décroissance subie. Le projet d'une société de décroissance est radicalement différent de la croissance négative.

Un projet d'une société de décroissance est comparable à une cure d'austérité entreprise volontairement pour améliorer son bien-être lorsque l'hyperconsommation en vient à nous menacer d'obésité. La croissance négative est la diète forcée pouvant mener à la mort par famine.

> ***Si la planète brûle un jour, c'est que les "écologistes" auront eu raison ; mais tant que cela n'arrive pas, tant que l'on peut maintenir l'apparence spectaculaire que le système tourne et que le monde est debout, alors la Raison est du côté des gestionnaires.***
>
> ***Amiech Matthieu et Mattern Julien[1]***

Nous l'avons assez dit et répété. Il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi, en raison du chômage, de l'accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres, des atteintes au pouvoir d'achat des plus démunis et de l'abandon des programmes sociaux, sanitaires, éducatifs, culturels et environnementaux qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe peut entraîner un taux de croissance négatif ! Cette régression sociale et civilisationnelle est précisément ce qui nous guette si nous ne changeons pas de trajectoire.

Sous le titre provocateur, *Que la crise s'aggrave !*, François Partant, banquier repenti et l'un des précurseurs de la décroissance, a publié en 1978 un ouvrage dont le message redevient plus que jamais d'actualité. Il voyait dans une crise profonde le seul moyen pour éviter l'autodestruction de l'humanité. « Il faudrait, concluait-il, que partout les sociétés ex-nationales autogèrent leur crise, en vivant progressivement les rapports qu'elles veulent instaurer en leur sein et entre elles »[2].

Dans les années de l'euphorie spéculative et financière, les journaux titraient souvent : l'économie (au choix : japonaise, anglaise, canadienne, américaine…) va bien mais les gens vont mal. C'était la conséquence des délocalisations, de la destruction des protections et minima sociaux, de la montée de la précarité et du chômage. On peut penser qu'à l'inverse, si l'économie va mal, les gens se porteront mieux…

Un discours largement biaisé

En apparence, il n'en est rien. Alors qu'on fait étrangement silence sur le scandale des paradis fiscaux et le privilège abusif du dollar, on n'arrête pas de nous seriner dans les médias que les peuples du Sud vont souffrir encore plus que nous et que les précaires seront les premières victimes des traders fous. Il y a dans cette sollicitude des grands prédateurs égoïstes une part de propagande pour nous convaincre de la nécessité de mettre la main à poche pour renflouer les banques et les institu-

tions financières dont les responsables se sont goinfrés à nos dépens de stocks options et de parachutes dorés.

Certes, « Ce recul de la croissance et de la production qui, dans un autre système, aurait pu être un bien (moins de voitures, moins de bruit, plus d'air, des journées de travail plus courtes, etc.), disait déjà André Gorz en 1974, aura des effets entièrement négatifs : les productions polluantes deviendront des biens de luxe, inaccessibles à la masse, sans cesser d'être à la portée des privilégiés ; les inégalités se creuseront ; les pauvres deviendront relativement plus pauvres et les riches plus riches »[3]. « Les partisans de la croissance, ajoutait-il, ont raison sur un point au moins : dans le cadre de l'actuelle société et de l'actuel modèle de consommation, fondé sur l'inégalité, le privilège et la recherche du profit, la non-croissance ou la croissance négative peuvent seulement signifier stagnation, chômage, accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres ». « Et pourtant ! Note judicieusement Hervé René Martin, Que pourrait-il arriver de mieux aux habitants des pays pauvres que de voir leur PIB baisser ? (...) La hausse de leur PIB ne mesure rien d'autre que l'accroissement de l'hémorragie. Plus celui-ci augmente, plus la nature est détruite, les hommes aliénés, les systèmes de solidarité démantelés, les techniques simples mais efficaces et les savoir-faire ancestraux jetés aux oubliettes. Décroître pour les habitants des pays pauvres signifierait donc préserver leur patrimoine naturel, quitter les usines à sueur pour renouer avec l'agriculture vivrière, l'artisanat et le petit commerce, reprendre en main leur destinée commune »[4].

Une opportunité pour se libérer du marché

Effectivement, les Africains de l'informel déjà habitués à vivre dans la débrouille ne s'en porteront pas plus mal. Cela pourrait même constituer pour eux une opportunité pour se libérer des chaînes de la dépendance économique s'ils réussissent à rompre celles de l'imaginaire. C'était aussi le diagnostic de François Partant. « Que disparaisse, écrivait-il, du jour au lendemain tous les apports de "la civilisation", il en résultera une complète désorganisation d'une économie qui se sous-développe du fait même de son organisation actuelle, ainsi qu'une désorganisation du pouvoir qui prospère sur le sous-développement, mais aucun effet fâcheux pour l'immense majorité de la population, au moins dans les pays où celle-ci est essentiellement composée de paysans et de chômeurs »[5].

Notre situation ne serait pas si différente si nous étions capables de nous libérer de la toxicodépendance de la consommation et du travail. Quand l'économie est en crise, la société va d'autant mieux que diminue la consommation d'antidépresseurs. Ce peut être l'occasion de voir s'épanouir toutes sortes d'initiatives décroissantes et solidaires : AMAP, Sel, auto-production assistée, jardins partagés, etc. Il faut tout faire pour que la récession ne soit pas l'antichambre du chaos et d'un écofascisme odieux, mais au contraire une étape vers la décroissance sereine et conviviale.

Le risque d'un écofascisme lié au capitalisme vert

Malheureusement, la fin du pétrole n'est pas nécessairement la fin du capitalisme, ni même de la société de croissance. Une économie capitaliste pourrait encore fonctionner avec une grande rareté des ressources naturelles, un dérèglement climatique, etc. C'est la part de vérité des défenseurs du développement durable et du capitalisme de l'immatériel. Les entreprises (au moins certaines) peuvent continuer à croître, à voir leur chiffre d'affaires augmenter ainsi que leurs profits tandis que les famines, les pandémies, les guerres extermineraient les neuf dixièmes de l'humanité. Les ressources, toujours plus rares, augmenteraient plus que proportionnellement de valeur.

1. *Le cauchemar de Don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse d'aujourd'hui.* Ed. Climats, 2004.
2. Première édition, Solin, Paris 1978, réédité avec une préface de José Bové par Parangon en 2002, p. 179/193.
3. André Gorz, conférence de 1974, « Leur écologie et la nôtre ».
4. Hervé René Martin, *Éloge de la simplicité volontaire,* Flammarion, 2007, p. 190.
5. *Que la crise s'aggrave,* op. cit., p. 166.


J. Star

J. Star



Inventer sa félicité dans la convivialité plutôt que dans l'accumulation frénétique suppose une sérieuse décolonisation de nos imaginaires, mais les circonstances peuvent nous y aider.

La rareté du pétrole ne nuit pas, bien au contraire, à la santé des firmes pétrolières.

S'il n'en va pas de même pour la pêche, cela tient à l'existence de substituts pour le poisson dont le prix ne peut croître à proportion de sa rareté.

La consommation diminuera en substance tandis que sa valeur continuera d'augmenter. En emboîtant, vers 1850, la voie « thermo-industrielle », selon l'expression de Jacques Grinevald[6], l'Occident a pu donner consistance à son désir d'épouser la raison géométrique, rêve qui se manifeste depuis 1750 au moins avec la naissance du capitalisme et de l'économie politique. Toutefois, ce n'est que vers 1950, avec l'invention du marketing et la naissance subséquente de la société de consommation qu'il peut libérer tout son potentiel créateur et destructeur. Ce faisant, il a construit les structures de la catastrophe.

Pour une société de sobriété choisie

La décroissance n'est envisageable que dans une "société de décroissance", c'est-à-dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique. L'alternative est donc bien : décroissance ou barbarie ! Tout cela était parfaitement prévisible et avait été annoncé. On a souvent rejeté, sans les avoir lus et encore moins compris, les avertissements du Club de Rome. On peut bien sûr être sceptique sur tous les travaux de futurologie, mais ceux–là ont le mérite d'être infiniment plus sérieux et solides que les habituelles projections sur lesquelles s'appuient nos gouvernants ou les instances internationales. La modélisation repose, en effet, sur deux aspects qui renforcent sa crédibilité : l'interdépendance des variables et les boucles de rétroaction[7]. Tous les scénarios, sauf celui reposant sur une foi proprement "cornucopienne" (de la corne d'abondance) et qui ne remettent pas en question les fondamentaux de la société de croissance, aboutissent à l'effondrement. Le premier scénario situe celui-ci vers 2030, du fait de la crise des ressources non renouvelables, vers 2040 pour le deuxième, du fait de la crise de la pollution, vers 2070 pour le troisième, du fait de la crise de l'alimentation. Les autres scénarios sont des variantes de ces trois-là. Un seul est à la fois crédible et soutenable, le scénario 9, celui de la sobriété qui correspond aux fondamentaux de la voie de la décroissance.

Une société de sobriété choisie, celle proposée par le mouvement des objecteurs de croissance, supposera de travailler moins pour vivre mieux, de consommer moins, mais mieux, de produire moins de déchets, de recycler plus. Bref, de retrouver le sens de la mesure et une empreinte écologique soutenable.

D'inventer sa félicité dans la convivialité plutôt que dans l'accumulation frénétique. Tout cela suppose une sérieuse décolonisation de nos imaginaires, mais les circonstances peuvent nous y aider.

Certes, diront les drogués du système, nous n'irons plus en vacances aux Seychelles. Il faut se faire une raison. L'âge d'or du consumérisme kilométrique est derrière nous. Le très orthodoxe *Financial Times* lui-même le reconnaît : « Le tourisme sera de plus en plus considéré comme l'ennemi public environnemental mondial numéro 1 »[8]. Le désir de voyages et le goût de l'aventure sont sans doute inscrits au cœur de l'homme et sont une source d'enrichissement qui ne doit pas se tarir, mais la curiosité légitime et l'enquête éducative ont été transformées en consommation marchande destructrice de l'environnement, non moins que de la culture et du tissu social des pays "cibles" par l'industrie touristique. Le "bougisme", la manie de se déplacer toujours plus loin, toujours plus vite, toujours plus souvent (et pour toujours moins cher), ce besoin largement artificiel créé par la vie "surmoderne", exacerbé par les média, sollicité par les agences de voyages, les voyagistes et les tour-operators, doit être revu à la baisse. Pour cause de pénurie de pétrole et de dérèglement climatique, l'avenir ce sera : toujours moins loin, toujours moins souvent, toujours moins vite et toujours plus cher.



D.R.

A vrai dire, ce n'est dramatique qu'en raison du vide et du désenchantement qui nous font vivre de plus en plus virtuellement mais voyager réellement au dépens de la planète. A la différence des 750 peuples papous, condamnés pendant des millénaires à vivre toute l'expérience humaine dans l'horizon borné de leur canton (ce dont ils ne semblaient pas souffrir outre mesure), nous avons la chance inouïe, grâce aux merveilles de la technologie, de pouvoir voyager virtuellement sans quitter son foyer. Et puis, l'aventurier dans l'âme pourra toujours se rendre aux Seychelles en planche à voile si celles-ci existent encore...

« Nous sommes arrivés, dit Woody Allen, à une bifurcation décisive. Une voie nous amène à l'extinction de l'espèce, l'autre au désespoir. » Il ajoute : « J'espère que nous saurons faire le bon choix… ». La première voie est celle que nous suivons. La seconde, celle de la croissance négative générant famine, guerres, pandémies, et probablement gérée par un pouvoir écofasciste ou écototalitariste dont nous vivons déjà les prémisses.

La décroissance représente une troisième voie, celle de la sobriété choisie. Pour cela, il nous faut inventer un autre mode de rapport au monde, à la nature, aux choses et aux êtres, qui aura la propriété de pouvoir être universalisé à l'échelle de l'humanité. Les sociétés qui auto-limitent leur capacité de production sont aussi des sociétés festives.

Serge Latouche ■

Professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay, objecteur de croissance.

6. Grinevald Jacques, ***La Biosphère de l'Anthropocène. Climat et pétrole, la double menace. Repères transdisciplinaires (1824-2007),*** Ed. Georg, Genève 2007.
7. Voir Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorden Randers, ***Limits to Growth The 30-year Update,*** Ed. Chelsea Green Publishing, 2004 et Christian Araud, Modéliser le monde, prévoir le futur, ***Entropia,*** Revue théorique et politique de la décroissance n°4, Ed. Parangon, Lyon 2008.
8. ***Welcome to the age of less*** by Richard Tomkins, Financial Times, November 10, 2006.



Eté 2008, une caravane de solidarité est arrivée à La Garrucha. Rencontre avec des zapatistes harcelés par l'armée. Francis Blaise, photographe du collectif Contrefaits et membre de Caracol Marseille raconte cette aventure en onze images.

Dans les Milpas, champs escarpés en montagne. Un zapatiste caché par son paliacate, son foulard, explique le travail de la terre.

Quinze ans d'évolution dans le Chiapas mexicain

Des membres d'une Amap[1] de Marseille sont allés à la rencontre des communautés zapatistes autour de la question du café biologique Mut Vitz, un café solidaire.

NOUS SOMMES À AUBAGNE, CHEZ JÉRÔME LAPLANE, UN SOIR D'AUTOMNE. SON EXPLOITATION est à deux pas de Marseille. Le hangar où une distribution de l'Amap se fait chaque semaine nous accueille.

Ce soir c'est relâche ; les membres des deux Amaps que Jérôme approvisionne sont installés près du poêle qui carbure au milieu des chaises en plastique rudimentaires. Il y a beaucoup de monde, et notamment les animateurs principaux de Caracol Marseille[2], dont fait partie Annette Crocre qui vient raconter son voyage au Chiapas en compagnie d'Hélène et de Jean-François. Georges Lapierre qui a fait le récit de l'insurrection à Oaxaca dans le mensuel *CQFD* est aussi des nôtres[3].

Après la diffusion de deux films qui montrent les paysans de l'EZLN[4] s'activant et en cagoule, les questions viennent de la salle. Annette et Hélène ont été mandatées par l'Amap Bonneveine, dont les membres sont les acheteurs prévisionnels du café Mut Vitz, pour observer les avancées de la révolution zapatiste. *"Après une bagarre nécessaire pour obtenir l'aval de notre Amap, nous avons été bel et bien mandatées pour la représenter. Mais... nous n'avons pas pris la parole"*. Ce café qui signifie « La montagne aux oiseaux » en langue Tzotzil, se commande six mois à l'avance par l'intermédiaire des Caracols, ces comités créés depuis 1994 et qui existent dans toute l'Europe.

Les Caracols, les escargots, explique Annette, *"sont le signe de la parole qui circule et la structure d'autonomie zapatiste"*.

"Pourquoi sont-ils voilés ?" lance quelqu'un dans la salle. Aux néophytes, Jean-François, un infirmier militant, répond : *"Derrière le masque on est tous identiques !"*

1. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.
2. Comités de solidarités à la lutte zapatiste. Par exemple : Mut Vitz 13, c/o Mille Babords, 61, rue Consolat, 13001 Marseille, tél : 04 91 90 42 03.
3. La Commune d'Oaxaca. Chroniques et considérations, Georges Lapierre, précédé de Vive la Commune ! par Raoul Vaneigem, éd. Rue des Cascades coll. "Les livres de la jungle", 2008.
4. EZLN, armée zapatiste de libération nationale, mouvement né au Chiapas, région du sud du Mexique.



Francis Blaise / Contrefaits

« Vous êtes en territoire rebelle zapatiste. Ici le peuple commande et le gouvernement obéit. » Altitude,1000 mètres. « C'est l'entrée du Caracol de La Garucha près d'Ocosingo. Pour moi cette photo plante le décor politique. Le pouvoir non contrôlé génère la corruption, » explique Francis, « alors qu'ici le pouvoir est en bas à gauche. »



Francis Blaise / Contrefaits

« Nous quittons une communauté. Les habitants portant le passe montagne se mettent en rang et chantent l'hymne zapatiste : Vamos, vamos adelante... » « Nous reprenons le refrain.»

Francis Blaise / Contrefaits

Les Caracoles (escargots) ont été créées en 2003. Ce sont des lieux collectifs avec des « tiendas » magasins gérés par toute la communauté. Le siége du « Conseil du bon gouvernement » où les élus changent régulièrement et sont révocables, occupe aussi ce lieu, ainsi que l'auditorium. Des fresques colorées ornent les murs des cabanes.

"À qui appartient la terre ?" demande une femme, ce qui provoque une digression sur des projets d'éoliennes destructeurs des communautés indigènes qui croient en une Terre mère collective. Hélène ajoute : *"C'est une question de vie ou de mort qui les a amenés à se révolter, un véritable esclavage dans les fincas ; ils recevaient une tasse de sel ou de haricots pour le travail d'une journée"*. Jean-François appuie une idée à faire bondir un céréalier de la Beauce : *"On appartient à la terre, pas le contraire"*.

Les questions fusent dans le désordre.

Annette évoque les progrès depuis le soulèvement de 1994, *"Désormais le système scolaire s'est développé"*. Annette, médecin, s'est aperçue que les chiapanèques d'Oventic ou de Morelia sont connaisseurs en plantes. Psychologue à Marseille, Hélène a observé que le statut des femmes a changé : *"Elles étaient énormément battues. Aujourd'hui on voit des femmes dans la justice, dans l'armée, alors que la société est très traditionnelle"*.



Francis Blaise / Contrefaits

Le sous-commandant Marcos, tout simplement, et sans pipe : « Au cours de ces premières années, il s'est passé quelque chose qui nous a sauvés. Qui nous a sauvés et qui nous a vaincus. Et ce qui s'est passé est aujourd'hui assis à ma gauche, c'est le lieutenant-colonel insurgé Moisés, ainsi que le commandant Masho et le commandant Ismael qui, avec bien d'autres compañeros, ont fait que l'EZLN, de mouvement orthodoxe de foyer guérillero, est en passe d'être une armée d'indigènes. »



Francis Blaise / Contrefaits

Moisés : « Avec la construction de l'autonomie que nous entreprenons (...) nous avons découvert que nous ne pouvons plus continuer comme avant, que les compañeras ne devaient plus être laissés à l'écart. » Francis : « Cette femme raconte l'arrivée de l'armée pour dénicher la marijuana supposée. »



Francis Blaise / Contrefaits

Absence de culture de marijuana mais bien des « frijoles », les haricots rouges consommés abondamment, « Le désherbage est à la main, le travail est très dur. Les membres de la communauté veulent nous montrer que le gouvernement ment quand il parle de plantations de marijuana » alors que toute présence de drogue et d'alcool est interdite à l'intérieur de la zone zapatiste. »

Dans la salle une femme demande : *"En 15 ans il a pu se passer autant de choses ?"* Les intervenants acquiescent : *"Et cela concerne 300 000 personnes !"*

Jean-françois explique les menaces sur la biodiversité : *"Des labos envoient des étudiants très gentils pour découvrir des secrets sur les plantes"*. Annette poursuit : *"Monsanto avait racheté des variétés de semences anciennes en privant les paysans de leur usage"*. Il faut savoir que le Mexique importe du maïs des États-Unis désormais. L'eau est recherchée autant que la forêt. *"Après 1994 les zapatistes se sont emparés des terres des grands propriétaires"*. Un scénario qui ressemble fort à celui des *Raisins de la colère*[5] où l'Eldorado forcé conduit de pauvres cultivateurs vers une Californie mythique, un Eden où coule le jus de raisin et où prolifèrent les oranges. C'est le début de la concentration agricole qui a dépossédé des milliers de familles américaines de leurs arpents de terre.

« Les Caracols sont le signe de la parole qui circule et la structure d'autonomie zapatiste. »

L'objectif du gouvernement mexicain est d'en finir avec la paysannerie, tout du moins cette agriculture paysanne qui ne correspond pas aux règles du marché. Une démocratie horizontale semble s'être inventée *"en bas à gauche"*. *"Tout vient de la base. Tout le monde s'approprie la politique"*, conclut Jean-François.

Lors de cette soirée, la véritable découverte par des citoyens approchant de nouvelles formes de consommation, d'une situation politique pour eux réellement inédite, s'est produite. Le lancement d'une Amap mondiale en quelque sorte. Mais personne n'a posé la question qui fâche : Pourquoi continue-t-on à boire du café qui vient de si loin ? Peut-être parce que celui-ci relie les hommes de bonne volonté.

Christophe Goby ■

5. Roman de John Steinbeck, 1939, tourné en film par John Ford dès 1940.


Francis Blaise / Contrefaits

Elle a 23 ans et habite la Bretagne. Venue rencontrer les zapatistes, elle fait partie de cette jeunesse qui n'a pas connu le soulèvement. alors qu'elle avait neuf ans. Marcos évoque l'avant 1994 : « Dans ces années-là, nous étions seuls. Nous n'avions aucun compagnon dans les villages. Personne ne venait de Grèce nous voir. Pas plus que d'Espagne, de France, d'Italie ou du Pays basque. »


Francis Blaise / Contrefaits

Promoteur de santé, communauté de La Galeana
Les zapatistes ont créé leur propre système de santé en se formant dans chaque communauté. Le choix de l'autonomie dans ce domaine a notamment permis de redécouvrir la médecine traditionnelle.

Mut Vitz, l'effort coopératif

Dans le film *Mut Vitz l'effort coopératif,* outre cette manière de filmer le travail au plus près des gens (ce sont des vidéastes indigènes qui sont aux commandes), on pèse la réalité du café planté, récolté à la main, et transporté à dos d'homme.

Lucio Gonzalez Ruiz, le président de la coopérative, fait part des difficultés de l'exportation et rend compte aussi du nombre important de planteurs associés dans *Mut Vitz* et *Yachil* en 2000, plus de 1000 producteurs qui exportent leur café aux États-Unis et en Europe.

"On produit plus de café depuis qu'on n'utilise plus d'engrais chimiques", annonce un vieux paysan dés le début du film. Un autre nous apprend que l'ombre du café se plante aussi : *"Un oranger pour protéger le plant de café…".* La poésie des mayas ressurgit à chaque instant.

"Quand le patron vivait ici, le travail collectif n'existait pas", lit-on en découvrant les images d'une hacienda à l'abandon. Ici les gens se sont réapproprié la terre et leurs vies.

Et dire qu'on nous répète qu'on ne peut changer le monde. Eux le font depuis 15 ans. *"Nous n'avons pas de gouvernement"* lâche un cultivateur.

Combien sont-ils dans ce cas ?

■ ***Mut Vitz l'effort coopératif,*** Promedios. Compilation 5.
Sur le site de Promedios France ou Librairie Book'in, Marseille, et Librairie Terra Nova à Toulouse par exemple.


Francis Blaise / Contrefaits

La récupération des terres à partir de 1994 a permis de sortir les communautés indigènes d'une situation de servage. Les anciens racontent les conditions de vies inhumaines qui leur étaient imposées. Aujourd'hui les zapatistes savent qu'ils ne peuvent revenir en arrière, surtout sur la question de la terre. Le gouvernement fédéral octroie des terres devenues collectives à des privés pour semer la discorde.

Commande groupée 2009

Si vous n'êtes pas fourni en café du Chiapas par votre AMAP, vous pouvez aussi en acheter en participant à un groupement d'achat. Il vous suffit d'en commander 5 paquets de 250 g minimum, pour un prix de 3,20 € le paquet. La livraison se fera en juin 2009. Les commandes sont à adresser à :
Echanges Solidaires, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, cafesolidaire@no-log.org.


Francis Blaise / Contrefaits

Sur la route entre La Garrucha et Ocosingo. Pour les internationaux la rencontre avec les zapatistes a renforcé les liens de solidarité. « Plus que jamais, chacun d'entre-nous continuera à crier "No estan solos" : Les zapatistes ne sont pas seuls. »

Une Oasis de diversité dans un désert d'impunité

Au Guatemala, avoir une orientation sexuelle différente de la norme sociale, c'est s'exposer à des intimidations, des agressions et des assassinats. Zulma et Jorge, de l'association Oasis, étaient cet automne en tournée à travers l'Europe pour faire connaître cette situation ainsi que le rôle de l'accompagnement protecteur des Brigades de Paix Internationales (PBI).



Guillaume Gamblin

Jorge et Zulma

› Transsexuel-le, transgenre
Le sexe biologique est ce que notre corps montre et ce que les autres voient.
Le genre est le « sexe social » : toute la structure sociale qui découle de notre sexe apparent (éducation, rôle social, codes vestimentaires...).
Les personnes transgenres et transexuelles font l'expérience d'un désaccord entre les attentes de la société à leur égard et le sentiment profond qu'elles ont d'elles-mêmes, et sont ainsi amenées à transgresser les normes biologiques, sociales et sexuelles (que ce soit avec ou sans traitement hormonal, opération chirurgicale...).

Ce 17 décembre 2005, avant l'aube, Zulma se trouve dans une rue de Guatemala Ciudad avec Paulina, travailleuse du sexe transgenre comme elle, lorsque des policiers s'approchent et abattent froidement Paulina d'une balle dans la tête. Zulma, blessée par deux balles, est hospitalisée et mise sous protection… policière. Craignant pour sa vie, ses compagnons l'enlèvent à l'aide d'un élévateur ! Témoin principal de cet assassinat et craignant pour sa sécurité, elle se fait cacher durant plusieurs mois. L'association *Oasis*[1], qui l'accompagne, met en cause, preuves à l'appui, des directives données au sein de la police nationale civile donnant toute impunité à ses agents pour exercer de telles violences envers les minorités sexuelles.

De la prévention du sida à la lutte contre les discriminations

Le cas de Paulina n'est pas isolé, mais n'est qu'un assassinat de plus sur le triste calendrier de la violence envers les personnes gays, lesbiennes, travesties, transgenres et travailleuses du sexe.

Elle est accompagnée de Jorge Lopez, directeur de *Oasis*, une organisation qui travaille depuis quinze ans à l'amélioration des conditions de vie des personnes atteintes du VIH-Sida ainsi qu'à la reconnaissance des droits des personnes issues des minorités sexuelles. "Le Sida a été le premier combat qui nous est tombé dessus, explique-t-il lors d'un débat au *Cedrats*[2], à Lyon. Mais assez vite nous nous sommes rendu compte que c'était la discrimination dont nous souffrons qui était la cause profonde de cette pandémie. Les personnes homosexuelles, bisexuelles ou transgenres sont généralement discriminées par leur famille, leur entourage et dans le monde du travail. Il ne leur reste souvent plus comme choix que le travail du sexe, d'où une forte exposition au virus. A partir d'un travail assez classique de prévention du VIH, nous avons donc commencé à nous battre pour défendre nos droits et lutter contre ces discriminations sociales. C'est à partir de là que nos sources de financement ont baissé".

"Même les autres minorités nous excluent !"

"Nous sommes à la merci de l'arbitraire de n'importe quel fonctionnaire, explique Zulma. Pour faire des papiers, ceux-ci peuvent nous bloquer parce que notre apparence actuelle ne correspond plus à celle qui se trouve sur les photos. On me demande de mettre une veste et une cravate, de tirer mes cheveux et d'enlever mon maquillage pour refaire mes papiers". Dans une société gangrenée par la violence extrême d'un conflit armé qui n'a jamais été assumé politiquement, et par une culture homophobe, c'est l'impunité qui est la règle. "Pourtant, dans l'Amérique précolombienne, les homosexuels étaient reconnus et respectés", explique Jorge, dépité de voir que des organisations indigènes ont réalisé un communiqué pour dénoncer ces comportements "déviants". "Au lieu de s'unir entre minorités persécutées, on se discrimine entre nous. Même des gays rejettent les personnes transsexuelles. Je crois que cela s'enracine dans un comportement humain que nous avons tou-te-s : pour extérioriser la souffrance occasionnée par notre discrimination, on s'en prend à d'autres encore plus marginaux. C'est pour cela qu'à l'inverse, à partir du moment où les conditions de vie d'un groupe social s'améliore, cela donne de l'air à tous les autres".

S'en sortir solidairement

Face à cette dispersion, la particularité d'*Oasis* est de prendre en compte ensemble et solidairement les discriminations et persécutions endurées par les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transsexuelles et transgenres… tout en étant attentifs aux problématiques féministes et indigènes également. D'où la nécessité de jeter des ponts : "Beaucoup de personnes transgenre d'Amérique Latine échouent ici dans la prostitution car nous sommes sur le chemin des Etats-Unis, où elles tentent de fuir leur pays et les discriminations, poursuit Jorge. C'est pourquoi nous tissons des liens avec les mouvements du Salvador, du Honduras, car l'amélioration des conditions là-bas aura des répercussions également ici. Nous devons traiter le problème à la source et solidairement, encore une fois". *Oasis* est également membre d'un réseau de personnes « trans » dans toute l'Amérique Latine. L'ouverture à l'international se fait aussi par nécessité, pour la sécurité : actuellement des membres d'*Oasis* comme Zulma sont accompagnés par des membres des Brigades de Paix Internationales[3], qui assurent par leur présence au quotidien une forme de protection et de dissuasion politique envers les violences encourues par ces personnes. Une autre manière encore d'être solidaires.

Guillaume Gamblin ■

1. *Oasis*, Organisation d'appui à une sexualité intégrale face au Sida, 3e av. 9-57, Zona 1, Guatemala, 01001 Guatemala, tél : (502) 2232 9808.
2 Cedrats, Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 90 67.
3 Brigades de Paix Internationales / PBI-France, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 73 49 60, www.pbi-france.org. Une autre association propose du volontariat d'accompagnement international au Guatemala : Collectif Guatemala, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 73 49 60.



Pas de pub à la télé pour les enfants

Le MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, et différents partenaires lancent une campagne. Nous avons posé quelques questions à François Vaillant, l'un des animateurs.

Silence : **Cette campagne cible un aspect très "resserré" politiquement. Est-ce pour en faire comme on dit dans l'action non-violente une cible "atteignable" ?**

François Vaillant : Il existe en Suède, depuis 2001, une loi qui interdit toute publicité destinée aux enfants, sur les chaînes du service public comme sur les chaînes commerciales. Pourquoi pas aussi une telle loi en France ? Le MAN en fait son objectif de campagne nationale, avec à la clé des actions non-violentes dans la rue. Demander à nos décideurs politiques une loi inspirée de celle qui existe déjà en Suède est assurément une démarche précise, limitée et atteignable.

La publicité destinée aux enfants constitue une violence inouïe, parfaitement tue par tout le monde. Comment voulez-vous qu'un enfant de 5 ans puisse résister un mercredi matin à la vue des 60 spots qui vont savamment l'inciter à réclamer à ses parents des jouets, des sodas pétillants, des crèmes onctueuses, le téléphone portable absolument indispensable, etc. ? Les publicitaires cherchent à faire de l'enfant un consommateur, à son insu bien entendu, or les experts disent que l'enfant ne comprend pas la finalité commerciale d'un spot publicitaire. Au final, la publicité à la télévision nuit gravement à la santé et à l'éducation. D'où provient le fameux surpoids des jeunes ? Et la tyrannie des marques ? Et le racket à l'école dont on parle en réalité si peu ? Et d'où provient la perte de l'autorité parentale puisque la télévision dit à l'enfant ce qui est bon pour lui ? Bonjour les dégâts !


Heure de silence à Rouen

D.R.

Il y a actuellement un projet de loi sur l'interdiction de la publicité sur les chaînes du service public. Comment votre campagne prend-elle cela en considération ?

Nicolas Sarkozy, et plusieurs ministres, dont Roselyne Bachelot, s'agitent régulièrement sur le sujet de la publicité à la télévision pour se gagner à eux des opinions publiques, et faire monter en bourse l'action de TF1 ! Les lobbies de publicitaires et d'annonceurs font toutefois tellement de pressions dans les coulisses du pouvoir que ce n'est pas demain que sera annoncée une réforme faisant consensus. La campagne lancée par le MAN s'invite justement dans le débat et va fâcher beaucoup de monde, à commencer par les manipulateurs et profiteurs des jeunes enfants qu'ils veulent formater dès l'âge du biberon.

Si la publicité est un moyen d'endoctrinement, la télévision ne l'est-elle pas également ? N'a-t-elle pas pour but de produire du "temps de cerveau disponible" ?

La télévision n'est pas constamment un moyen d'endoctrinement. Des personnes savent l'utiliser avec modération, enregistrer des émissions pour ne pas être dépendants des horaires télévisuels, etc. Mais ce qui est vrai, c'est que la pub fait toujours dé-penser ! La pub à la télé n'est en rien informative parce que la télévision ne peut que mettre en scène des produits, sans rien en dire sur le pays d'origine, les composants, la longévité.

Vous avez choisi de faire des heures de silence dans les rues. Pourquoi ce mode d'action ? Et comment informez-vous alors les gens ?

Des groupes du MAN et non MAN se multiplient depuis le mois d'octobre 2008 dans différentes villes de France — Rouen, Nancy, Lyon, La Roche-sur-Yon, Paris, Amiens, Orléans, etc. — et pratiquent régulièrement une heure de silence dans la rue. Cela consiste à rester en silence, sur une ligne, immobile et souriant durant une heure. Les passants traversent cette ligne, sont surpris par cette forme de manifestation qui ne les agresse pas, puis réagissent… D'autres militants, à 5 mètres de la ligne silencieuse, autour d'une table, diffusent tracts, argumentaires, et discutent avec les passants… Je peux vous dire qu'il y a chaque fois du monde !

Propos recueillis par Michel Bernard ■ et Guillaume Gamblin

> Pour ceux et celles qui aimeraient en savoir plus sur cette campagne du MAN, s'y associer dans leur ville : MAN, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25, man@nonviolence.fr. Sur le site www.nonviolence.fr, se trouve un 4 pages avec l'argumentaire, les villes et les horaires de l'heure de silence, la pétition à signer…



Pierre-Emmanuel Weck/weck.fr

Sortir de la dérive mercantile

La nouvelle réglementation européenne de l'agriculture biologique devient la norme à partir du 1er janvier 2009. Une réglementation laxiste qui nécessite de relancer les labels alternatifs.

Le point avec René de Paulis, paysan breton, administrateur de Nature & Progrès.

Silence : **En quoi le label gouvernemental AB perd-il de la pertinence ? Quelles sont ses insuffisances ?**

René de Paulis : Le label AB souffre d'un manque de pertinence originel. La bio est née chez nous, dans les années 50, de consommateurs s'alarmant du "poison dans nos assiettes" et de paysans refusant les pratiques qui amenaient ce poison. Leur réflexion commune leur montra que ceci était dû à un système, à un type de société. En 1964, *Nature & Progrès* est née de ces réflexions et devint vite le mouvement incontournable de la bio. C'est pourquoi on trouve, à côté de ses cahiers des charges techniques, la charte qui résume sa philosophie et contient notamment ces préoccupations sociales et écologiques : respect de la nature, du vivant, circuits courts et liens directs producteurs consommateurs, relocalisation de l'économie, justice sociale et solidarité dans le travail.

En créant le label AB au début des années 1990, les pouvoirs publics ont publié de stricts cahiers des charges définissant comment faire un produit. Qui définit un produit définit un marché, et rien d'autre. La démarche était uniquement mercantile, ignorant totalement l'éthique de l'agriculture biologique. Le discours qui l'enrobait a fait croire à nombre d'acteurs de la bio qu'étant enfin reconnus, ils arrivaient au bout de leur combat.

On voit aujourd'hui où a conduit la logique engagée alors : une réglementation européenne toujours plus laxiste, avalisant la présence d'OGM, liquidant une large part de ce qui restait encore de lien au sol, reculant sur les traitements des plantes et des animaux, cédant enfin aux diktats de l'industrie et de la grande distribution.

Quelles sont les spécificités du label *Nature & Progrès* ?

Nature & Progrès est propriétaire de la marque qui porte son nom, et délivre à ses adhérents professionnels une "mention *Nature & Progrès"* après vérification d'application de sa charte et de ses cahiers des charges. Ceux-ci vont souvent plus loin que les règles publiques AB. L'écart sera encore plus important avec la réglementation européenne, seule référence officielle dès janvier 2009, qui entérine la logique laxiste et mercantile engagée au début des années 1990.

Pour *Nature & Progrès,* il ne s'agit pas de retourner vers un passé révolu, mais de progresser. D'avancer mais autrement, c'est-à-dire dans le respect de ce qui nous entoure : la terre et ce qui y pousse, les animaux, les humains. Cette éthique est contenue dans notre charte qui privilégie aussi les échanges équitables et l'économie locale.

Enfin, les visites chez les professionnels *Nature & Progrès,* producteurs ou transformateurs, afin de vérifier l'application des cahiers des charges et l'engagement dans la charte, sont le plus souvent effectuées selon le "système de garantie participative" soutenu par IFOAM (structure mondiale regroupant tous les acteurs de l'agriculture bio). Autant, dans le système officiel, tout est confidentiel, caché, autant rien ne l'est dans le système participatif. Au lieu d'un contrôleur agissant pour le


Michel Denize avec son père et son neveu. Agriculteur bio à Maisse (Essonne)

Pierre-Emmanuel Weck/weck.fr

compte d'une entreprise privée agréé, les visites sont effectuées par des adhérents régionaux, consommateurs et professionnels, en toute transparence. En plus de l'aspect enquête, c'est aussi un moment d'échanges d'expériences et de conseils. Les résultats des visites sont ensuite analysés au sein d'une "commission mixte d'agrément et de contrôle" (COMAC) qui réunit des adhérents consommateurs et professionnels régionaux afin de statuer sur l'attribution de la mention *Nature & Progrès.*

Autrement dit, la mention *Nature & Progrès* ne constitue pas la labellisation d'un produit pour l'insérer dans un marché, mais la reconnaissance d'une démarche éthique, écologique, solidaire, militante.

Comment se situe *Nature et Progrès* vis-à-vis de la "boussole NESO"[1] ? Vis-à-vis des AMAP[2] ?

D'une part, *Nature & Progrès,* et notamment son groupe local Bretagne, entretient d'étroits rapports de partenariat avec ASPAARI, association initiatrice de la "boussole NESO", en raison de nombreuses valeurs communes. D'autre part, *Nature & Progrès* utilise de plus en plus l'outil que constitue la boussole NESO pour estimer chez ses adhérents le niveau d'engagement dans la charte, les deux approches étant presque identiques.

Quant aux AMAP, *Nature & Progrès* ne peut qu'adhérer à une démarche favorisant l'économie locale, les échanges de proximité, les liens entre producteurs et consommateurs, la solidarité, puisque tout cela compte parmi ses valeurs. Depuis que la fédération des AMAP a décidé d'inciter ses producteurs qui n'étaient pas encore en bio à s'y diriger, nous sommes encore plus proches.

Comment *Nature & Progrès* vérifie-t-il les critères sociaux lorsque cela s'applique à des cosmétiques, des restaurants, des transformateurs ?

Les critères sociaux inscrits dans la charte *Nature & Progrès* s'évaluent, comme dit auparavant, lors des visites participatives, et notamment grâce à l'outil "Boussole NESO".

Lorsque des cahiers des charges concernent des transformations qui utilisent des procédés assez complexes, difficiles à appréhender pour la plupart des adhérents, *Nature & Progrès* fait appel à des professionnels connaissant bien les contrôles du secteur concerné pour l'aspect technique, cahier des charges. Par contre, l'aspect éthique, charte, s'apprécie de la même façon chez des fabricants de cosmétiques, les restaurateurs et autres transformateurs que chez, par exemple, les paysans ou les boulangers. Les relations avec d'éventuels salariés, avec des partenaires économiques, avec le voisinage, restent du même ordre.

Quelles pistes pour aller vers le développement d'une agri bio socialement juste face à la dénaturation en cours ?

Les problèmes actuels de l'agriculture biologique ne diffèrent guère de ceux auxquels doit faire face l'ensemble de la société et dont la crise actuelle est un des résultats les plus médiatisés. Ils sont sans doute moins accentués, c'est tout.

Les problèmes des professionnels sous label AB, bientôt sous nouveau label européen et, de là, des consommateurs de leurs produits, comme les problèmes engendrés par la grande distribution, sont les résultats de la même logique du "tout marchand" ou "tout fric" dans laquelle une grande partie de la bio s'est engagée au début 1990. Maintenant, comment en sortir ?

Sans doute en parvenant à convaincre le plus grand nombre de changer de route, de choisir un monde plus juste donc plus agréable pour tous. Cela commence par la modification des modes d'échange, puisque nous ne pouvons pas vivre sans échanger, en relocalisant ceux-ci au maximum en retrouvant une échelle humaine, en respectant ceux qui nous entourent et ce qui nous entoure afin de léguer à nos successeurs un monde vivable, et si possible agréable. En militant pour cela, ce qui peut se faire en rejoignant *Nature & Progrès* qui a choisi ce cap depuis 45 ans.

Entretien réalisé par Michel Bernard ■

> *Nature & Progrès* est présente actuellement en France (métropole et DOM-TOM), en Belgique, en Espagne, à Madagascar.
L'association est née en 1964, de la prise de conscience et de la rencontre de paysans, d'agronomes et de médecins qui furent les principaux acteurs de début.
Elle a lancé en 1976 le salon "Marjolaine", qui se tient maintenant au Parc Floral de Paris, à Vincennes.
La revue *Nature & Progrès* est éditée à 3500 exemplaires.
Nature & Progrès Belgique édite sa propre revue, Valériane, et gère un salon bio annuel du même nom.
Nature & Progrès en France : ce sont 1350 adhérents, dont 800 consommateurs et 550 professionnels, pour la plupart producteurs, mais aussi des transformateurs, des paludiers, une cinquantaine de fabricants de cosmétiques et d'intrants.
Nature & Progrès, créatrice de presque tout ce qui constituait la bio, était quasi incontournable jusqu'à la création des règles cahiers des charges AB (début années 1990). La fédération a alors vu s'effondrer ses effectifs. Depuis la révélation des nouvelles règles européennes de la bio, les demandes d'adhésion se multiplient.

> Nature & Progrès, 16, avenue Carnot, 30100 Alès, tél : 04 66 91 21 94. www.natureetprogres.org.

Lyon
Toutes les couleurs

Herbert et Agnès animent à Lyon l'un des rares restaurants qui soit bio et végétarien. Si vous êtes déjà venus à l'expédition de la revue *Silence,* ce sont eux qui nous fournissent les plats du repas que nous faisons ensemble le jeudi soir. Le restaurant vient de recevoir le label *Nature-et-Progrès.* Les plats proposés sont de saison, avec des produits achetés localement. Il n'y a pas de couverts jetables, même pour les buffets réalisés en extérieur ou pour les ventes à emporter (système de consigne). La cuisine est largement visible des clients.

> *Toutes les couleurs, 26, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 03 95.*

1. La boussole NESO a été présentée dans le n°360. N comme Naturel, E comme Energie, S comme Social, 0 comme Origine.
2. AMAP, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, voir dossier du n°357 et l'article dans le n°361.


Pierre-Emmanuel Weck/weck.fr

Les nouveaux militants

Manifestation des intermittents du spectacle, au Louvre, à Paris.

De nombreux groupes militants réussissent des percées médiatiques importantes, mais en dehors du cadre social traditionnel. Le livre de Laurent Jeanneau et Sébastien Lernould en présente différentes facettes.

Nous avons déjà parlé de nombre des groupes présentés dans ce livre. Que ce soit la Brigade activiste des clowns, les Déboulonneurs (contre l'invasion des panneaux publicitaires), les Manifs de droite (par les intermittents du spectacle), le Ministère de la crise du logement (occupation des logements vacants), la Vélorution mensuelle, les Désobéissants, Jeudi Noir, les enfants de Don quichotte, le Réseau Education sans frontière…

Le livre présente dans le détail les actions de ces groupes et donne la parole à ceux et celles qui les animent. Les auteurs avancent plusieurs points communs : ils ne sont pas issus d'une mouvance post-soixante-huitarde, ils ne sont la plupart du temps pas structurés sous forme associative, ils fonctionnent souvent de manière autonome, horizontale, sans hiérarchie. Ils sont doués pour attirer les médias en jouant sur l'originalité des actions. Ils savent se mettre en valeur par le biais d'internet. Ils auraient aussi une certaine joie de vivre à travers leur mode d'expression.

Le livre présente toutefois des limites : les exemples ne sont que parisiens ; il manque une mise en perspective historique : nous avons toujours connu des groupes qui menaient des actions "ludiques" et "joyeuses" bien avant la médiatisation par internet. Et ces groupes, souvent libertaires, non-violents, écologistes, étaient, même dans les années 70, en rupture avec les mouvements sociaux dogmatiques… En remontant plus loin, il me semble que l'on peut retourner aux débats entre Marx et Bakounine, au 19e siècle.

Il y aussi un enterrement de la joie de vivre par les auteurs dans leur comparaison avec mai 1968 qui mériterait débat. Lorsqu'ils écrivent que "qu'y a-t-il de comparable entre une époque où l'insouciance et la douceur de vivre étaient permises, Trente glorieuses obligent, et le contexte actuel dominé par l'insécurité sociale et la précarité ?" [p.154]. Où ont-ils vu que la précarité ne pouvait pas être vécue autrement que comme une insécurité sociale ? La notion d'insécurité n'est-elle pas d'abord un instrument du pouvoir en place ? On peut être heureux en vivant avec peu de chose (…mais peut-être plus difficilement à Paris, il est vrai) et les crises sont d'importants facteurs de créativité.

Vive l'agitation !

Il y a en fin d'ouvrage un entretien particulièrement intéressant avec Miguel Benasayag, philosophe et psychanalyste, ancien gauchiste, dont le domaine d'étude est l'engagement. Il dénonce avec justesse le "militant triste", celui qui rêve d'un monde meilleur, dénigrant celui dans lequel il vit ("un autre monde est possible" ?) qui, pour lui, n'est que le reflet du militant qui cherche à prendre le pouvoir. Il propose : "Comment désirer autrement que ce que nous inculque le néolibéralisme, comment se situer dans d'autres rapports, dans le don, dans le contre-don, la gratuité, comment sortir l'idée de solidarité de la case 'looser' dans laquelle elle est rangée, comment y mettre de la joie : voilà quelle est notre tâche aujourd'hui" [p.232]. Il analyse les expériences présentées dans le livre : "Isolément, aucune de ces expériences ne sert à rien. Il faut les appréhender dans une perspective organique, dans une multiplicité où émergent des hypothèses qui s'effondrent et sont remplacées par d'autres. On ne peut pas analyser ces mouvements par rapport à une tâche qui serait le dépassement du néolibéralisme. Ces mouvements font partie de l'agitation, de la turbulence du soubassement, et plus ce dernier est agité, plus cela empêche le pouvoir de faire n'importe quoi" [p.236]. Allons-y gaiement !

Michel Bernard ■

› **Les nouveaux militants**, Laurent Jeaneau et Sébastien Lernould, photos Pierre-Emmanuel Weck, éd. Les Petits Matins, 2008, 260 p. 17 €.

Oasis Bellecombe,
la Combe Bernard, 26470 La Motte Chalançon, tél : 04 75 27 40 16, www.oasisbellecombe.com.

4A

Fait partie des oasis en tout lieu de Pierre Rabhi.

OASIS BELLECOMBE

créé en 2004

Bellecombe

- eco site
- 2 permanents + woofers
- à La-Motte-Chalancon
- accueil en habitat nomade
- vitrine écologique

Michel et Franck

camping, accueil paysan, divers vente, accueil de stages, ...

autonomie : phytoépuration ; Michel est toujours prêt à présenter son lieu à qui le souhaite (la participation est libre)

Michel et Franck ont récupéré ce lieu il y a 4 ans pour développer un site écologique collectif axé sur le maraîchage (Franck) et l'accueil (Michel) et la communication sur des thèmes écologiques et sociaux. Lieu très soigné et ouvert sur le monde, tout le monde a droit à une visite. Le site accueille des classes vertes, des touristes et des woofers. Les habitats nomades ajoutent une touche d'originalité et de rêve au lieu.

LES TIPIS

dont l'intérieur est étonnamment assez frais l'été.

BELLECOMBE

EN VRAC

- je suis resté quelques jours sur le lieu en woof, 5 heures par jour au jardin : désherbage, paillage, repiquage.
- lors des visites Michel parle beaucoup de Pierre Rabhi et de la Terre et humanisme.
- Ici l'eau des toilettes sèches alimente le système (…)
- Aller à (…) (Bretagne) voir les habitats en terre.
- permaculture : travailler avec la nature à travers l'observation et non contre la nature par l'action.
- découverte du jeu de l'abondance et solidarité.

LA MINI YOURTE (où j'ai dormi)

Prix de dodo, transportable sur un âne !

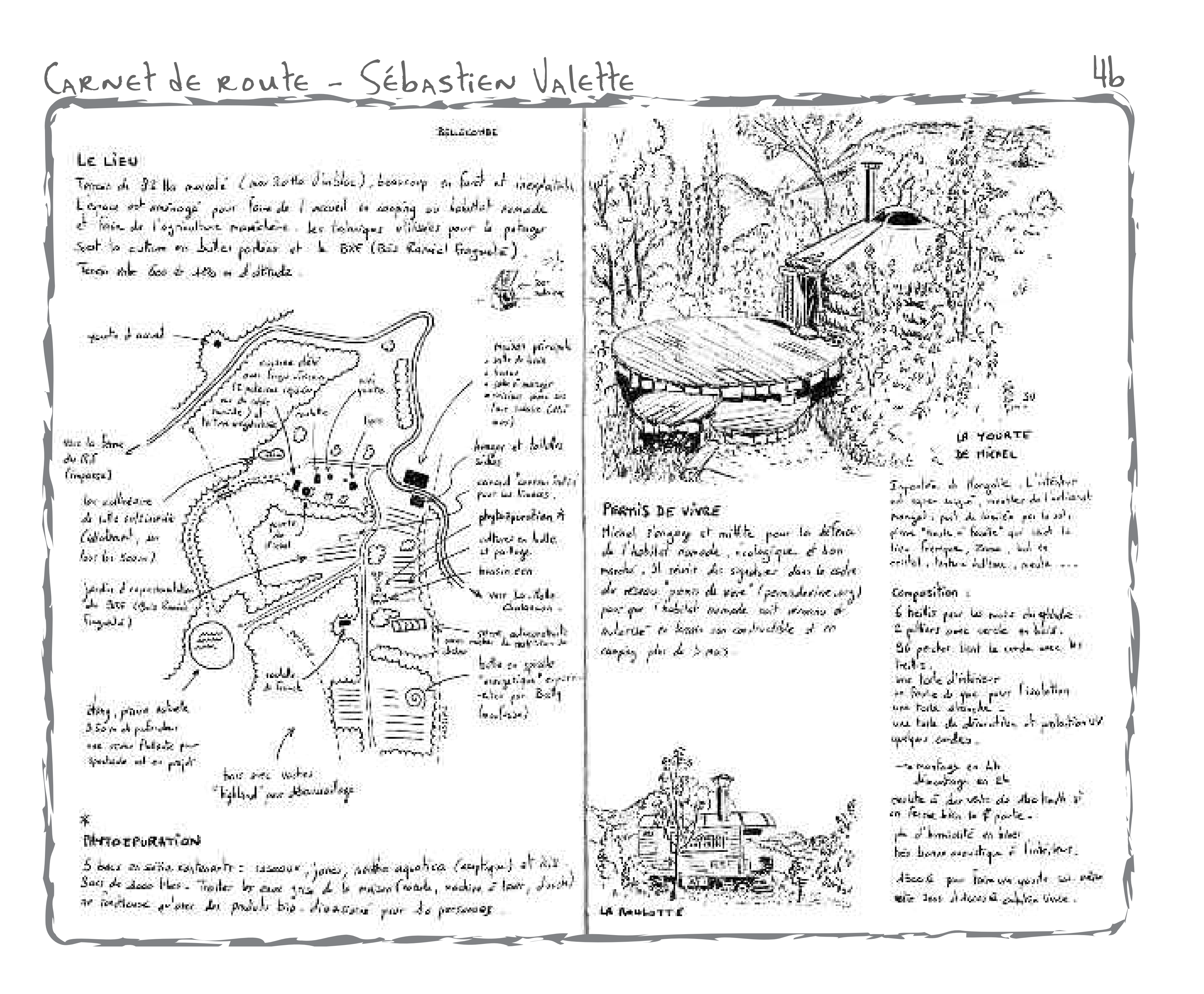
BASSIN ZEN

qui recueille les eaux après phytoépuration.

Une fontaine en 3 étages dynamise l'eau.

LA YOURTE DE MICHEL

familiale.


Carnet de route - Sébastien Valette
4b
LE LIEU
LA YOURTE
DE MICHEL
PERMIS DE VIVRE
Composition :
PHYTOEPURATION
LA ROULOTTE

Des roues et des rouets

Pablo, Tchandra et Julien sont partis à vélo pour rejoindre les paysans sans terre en Inde. Alors qu'ils sont pour le moment à Ankara dans l'attente de visas pour entrer en Iran, ils nous présentent deux nouvelles initiatives.

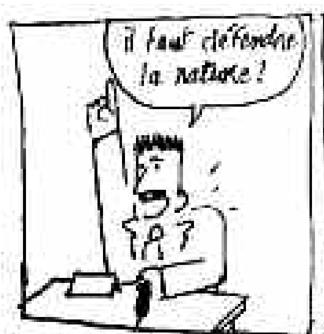
Agir ensemble vers un but commun

A Sofia (Bulgarie), nous avons été accueillis, hébergés, guidés et soutenus par des jeunes de l'association *Zaedno Foundation* "Communication for Support and Development". Cette organisation de jeunes Bulgares, non-gouvernementale, non-commerciale et apolitique, porte un nom qui signifie : "aller ensemble, vers un but commun". Elle est née en 2005 d'une volonté de relier les différents mouvements, associations et individus qui luttent pour le développement de la jeunesse, pour la justice sociale et pour l'écologie. « Nous croyons que le soutien mutuel basé sur la tolérance, la bonne volonté et la communication positive entre les associations (...) peut élargir les horizons et les potentiels de notre monde ».

Zaedno dispose de nombreux outils pour parvenir à ses fins. Dans l'éducation, l'association privilégie l'apprentissage ludique inspiré des pédagogies Waldorf et Montessori, tout en mettant l'accent sur les nouvelles technologies d'information et de communication, indispensables aujourd'hui pour créer des réseaux entre les organisations de jeunes. La mise en place de stages pour les enfants issus de milieux difficiles est aussi au programme, tandis que des modules sont prévus pour relier les leaders de mouvements tels que ceux des droits de la Femme ou d'autres citoyens activistes. Enfin, une grande place est laissée aux combats contre la faim, pour les droits sociaux et pour la promotion de la paix, en Bulgarie.

En bref, cette équipe de jeunes dynamiques qui ont fait leurs preuves dans différents mouvements est toujours présente pour motiver les anciennes structures. Zaedno est soutenue par différentes associations en Europe, comme par exemple en France par Vision du Monde *(www.visiondumonde.org)*.

› *www.zaedno.net*









Hospitality Club

Ankara, capitale de la Turquie, est l'étape la plus importante de notre voyage : c'est là que nous devons faire nos visas pour les pays à venir (Iran, Pakistan, Inde). Nous avons prévu d'y passer une bonne dizaine de jours… Il est impossible de camper et impensable pour nous de passer dix nuits a l'hôtel, tant pour des raisons budgétaires qu'éthiques.

Nous avons donc fait appel à *hospitalityclub.com*. Ce site internet rassemble des milliers de personnes du monde entier (plus de deux cents pays) qui offrent l'hospitalité chez eux pour les voyageurs. Nous avons trouvé 50 contacts a Ankara.

Nous enchaînons alors appel sur appel. Car bien sûr, nos hôtes potentiels ne sont pas toujours disponibles, ni forcement prêts a accueillir trois baroudeurs francais. Heureusement nous finissons par rencontrer Ali et Erdal, deux étudiants en colocation, qui ouvrent pour nous leur porte et le clic-clac du salon.

Le principe d'*hospitalityclub.com* est simple : mettre en lien des personnes de culture différentes pour promouvoir la compréhension (et donc la paix) entre les peuples. C'est ainsi que les deux nuits fixées au depart se sont transformées en une semaine grâce aux liens que nous avons tissés avec nos hôtes, qui nous ont amenés dans leur université, nous ont chanté des chants populaires, nous ont fait goûter des plats typiques, nous ont appris des danses traditionnelles... Bref, en plus d'être hébergés, nous avons découvert la face jeunesse de la culture turque, et nous avons rencontré plein de nouveaux amis.

› *www.hospitalityclub.org*

P, T et J. ■








Courrier

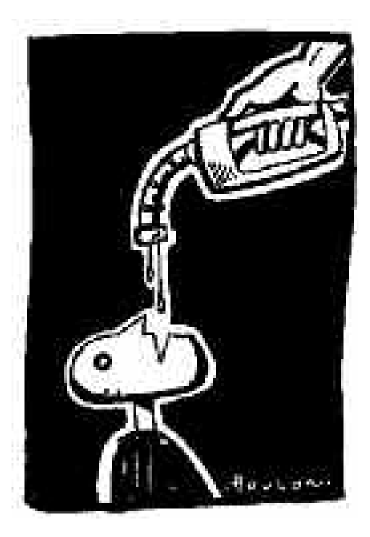
Boycott de la publicité

Une boîte aux lettres avec la mention « publicité non merci » ne met pas toujours à l'abri d'une inflation de « réclames ». Un moyen radical : renvoyer cette publicité dans une grande enveloppe, au besoin rajouter des tracts (...), lettres d'explication du pourquoi votre geste ; laisser son adresse, pour que par la suite le porteur fasse un grand détour quand il voit votre boîte aux lettres. Que l'enveloppe soit la plus lourde possible. Adresser celle-ci soit à l'organisme qui gère cette publicité, à défaut choisir au hasard l'adresse d'un publicitaire. Sur l'enveloppe en haut à gauche écrire LETTRE en grandes lettres et en oblique pour que le destinataire puisse « bénéficier » de la plus lourde surtaxe. Et bien sûr, ne pas affranchir.
Autre action : il y a 20-30 ans les enveloppes pour renvoyer son paiement étaient pré-payées (EDF-GDF F.Telecom). Il ne reste aujourd'hui que le CCP et pour peu de temps... Même chose que la publicité : ne pas affranchir. Parce que nous voulons qu'elles redeviennent un service et non des entreprises capitalistes. Réapproprions-nous un peu de notre pouvoir. Cela fait trois ans pour EDF et deux ans pour France Télécom que j'affranchis...sans timbres ! Pas de problème.
Jean-Claude Bouchet
Hérault


D.R.

L'agroécologie, une pratique colonialiste ?

Je réagis rapidement sur l'article "Nord-sud : agroécologie contre la désertification" [n° 360, p.36] ou plutôt sur la question à droite de l'article qui m'a beaucoup surpris. Je suis abonnée à *S!lence* depuis quelques numéros et j'ai été très étonnée de cette lecture.
L'association *Terre & Humanisme* a mis en place des partenariats avec certaines associations du Sud pour les aider notamment à développer des méthodes de culture agroécologiques qui permettent une régénération du sol. En Afrique, les sols sont très dégradés, bien d'avantage qu'en Europe. Cela crée de réels problèmes sur place. Et les systèmes de formation et d'accès à l'information (dans tous les secteurs d'activité d'ailleurs) sont très déficients.
Je ne comprends pas votre point de vue : en quoi les aider, en leur apportant des moyens pour redynamiser la terre, sans apport d'intrants (hors de portée des bourses et par ailleurs il me semble que *S!lence* est plutôt défenseur du biologique ?) peut-il s'apparenter à une forme de colonialisme ?
Je pense en plus que vous connaissez *Terre et Humanisme,* d'où mon étonnement encore plus grand.
(...) Sous prétexte qu'il y a eu la colonisation, on ne peut pas décrier toute action d'aide au continent, surtout celles qui sont orientées autour de la formation et du partage des connaissances et des expérimentations.
Contrairement à de nombreux projets qui ont lieu en Afrique, les projets de *Terre et Humanisme* visent à faire des associations africaines des partenaires. *Terre et Humanisme* veille avant de partir à ce que les partenaires sur place aient bien intégré le projet et se le soient approprié, pour pouvoir ensuite former d'autres personnes.
Est-ce que, au non du non-colonialisme, on doit laisser un continent pillé (et qui continue de l'être) et ne surtout pas y mettre les pieds ?
Sans parler d'erreur à réparer, il y a toujours des choses à faire et à transmettre, où que nous soyons, au nom de la solidarité et du partage des connaissances.
Ariane Audigier
Paris



Qui veut tuer les agrocarburants ?

Que le PDG de Nestlé soit contre donne déjà une piste. Car les agrocarburants deviennent le premier concurrent de l'élevage et de ses dérivés (lait, fourrage, etc.)
Donc la tactique est de faire porter aux agrocarburants toute la responsabilité de ce qui fait scandale. Même si je le souhaiterais, pourquoi les producteurs d'agrocarburants seraient-ils plus vertueux ?
Je n'entends personne s'émouvoir de la famine quand on se lave les cheveux avec du shampooing aux œufs ou quand on se désodorise au lait. Monsieur Ziegler, que j'aime beaucoup, doit pleurer en pensant à la famine lorsqu'il consent à s'offrir un whisky avant de s'engouffrer une belle entrecôte de beauf (heu de bœuf pardon).
Toutes ces pratiques utilisant de la nourriture pour en faire autre chose font pourtant partie de notre quotidien. Alors pourquoi accuser les agrocarburants?
Ce n'est pas manger ou conduire, grâce aux agrocarburants ce sera manger et conduire. Ou alors reformulons le slogan : picoler ou conduire.
De plus, la spéculation sur les matières premières est bien orchestrée. L'OMC impose au Japon d'acheter des milliers de tonnes de riz à l'étranger alors que ce pays est producteur excédentaire de cette céréale. Cette même OMC (cocorico, présidé par un socialiste français) interdit au Japon de vendre son excédent ! Du coup, comme nous l'avons fait avec les excédents laitiers en Europe, le Japon dépense des fortunes pour stocker son riz. Voilà les vraies raisons de la famine !
En Amazonie, au Brésil, en Argentine, en France ou ailleurs, l'essentiel des déforestations et des terres cultivables sert à l'élevage, directement ou non. EuroDisney n'a-t-il pas été construit sur les terres les plus fertiles de France ?
Rudolph Diesel, dès l'origine a conçu son moteur pour fonctionner à l'huile végétale. La solution existait donc dès le début. Et pourtant certains affirment encore que l'on ne peut se passer du carburant pétrole.
Allons-nous aussi nous faire manipuler sur les agrocarburants ?
Je ne comprends plus les écolos. Une production locale d'agrocarburants permet aux petits producteurs du monde entier de ne plus être asservis par les pétroliers. Cela participe au commerce équitable.
Romain Desbois
Essonne

Silence : un rapport de la FAO estime que les trois quarts de la hausse des prix alimentaires de 2008 proviennent de l'accaparement des terres par les agrocarburants. Fabrice Nicolino qui a longuement enquêté sur le sujet en arrive à la même conclusion dans son excellent livre "La faim, la bagnole le blé et nous" (éd. Fayard).

Pratiques alternatives

Quel plaisir de revoir *Silence* chaque mois. Un magazine, un média, enfin un journal qui n'a pas peur de la contradiction. Comme disait Henri Tachon (chanteur), « je suis tout seul dans mon parti et c'est déjà le merdier ». Plein d'articles super intéressants sur les alternatives, d'autres façons de vivre. Je suis artisan d'art et déplore de plus en plus sur les salons écolo la place prise par le soi-disant équitable qui est bien sûr moins nocif que l'exploitation faite en majorité dans le monde, mais votre article sur les nouvelles formes du colonialisme prend bien en compte ce nouveau colonialisme qu'est l'équitable (...).
J.D. Denis
Ardèche

Courrier


D.R.

Loup, « homme y es-tu » ? Sortir du débat binaire par le haut.

(...) Il y a quelques années, au sein d'un syndicat agricole auquel on adhère pour des idées telles que « trois petites fermes plutôt qu'une grande », « autonomie alimentaire », « préserver la biodiversité », « cultiver en s'adaptant au terrain », choqué par la sémantique au sujet du loup, j'y avais provoqué un débat.
Ce débat devait porter au départ sur la contradiction qui m'apparaissait entre les positions connues nationalement du syndicat et la rhétorique exterminatrice entendue dans nos départements d'élevage confrontés au loup. [J'ai eu droit à des réponses comme] « C'est eux ou nous, y'a pas moyen », pour les plus courts, « dans ce contexte où nous les éleveurs nous souffrons déjà énormément le loup c'est pas possible » pour les plus explicites.
A l'époque je n'élevais pas encore des bêtes, mais des légumes. Comme cela me discréditait vis-à-vis des éleveurs « vrais », je leur faisais observer qu'en élevant des pommes de terre, je devais composer avec mildiou, doryphores, verticillose, sangliers, chevreuils, etc. : pouvais-je réclamer leur éradication (...) le problème de la cohabitation ne se pose pas seulement en France, mais dans le monde entier avec les éléphants, les lions, les tigres, les chimpanzés et les babouins qui ravagent les cultures. C'est en train de devenir une source de disparition d'espèces. Je voulais juste dire que proposer la disparition d'une espèce ne me semblait pas en phase avec le discours du syndicat (...).
(...) Je suis maintenant éleveur aussi d'animaux, ovins et bovins, dans une zone concernée, à tel titre même que mon petit troupeau d'ovins a été attaqué par un loup, au mois d'avril 2008. Maintenant que me voilà doublement crédibilisé, je l'affirme : « Je ne suis pas contre le loup ! ». Ce qui ne dit pas que je suis pour le loup dans mes pâtures non plus. Parce que le loup est une espèce, prédatrice ou pas, nécessaire à la vie sur terre et aussi à la connaissance et à l'imaginaire des hommes.
(...) L'activité d'une seule espèce, homo sapiens, menace à court terme l'avenir de la biodiversité. (...) A propos de semences, dans ce même syndicat évoqué, n'entend-on pas que la biodiversité est un outil de travail ? (...)
(...) N'en déplaise à certains, le loup ne se réfère pas naturellement aux quantités d'ovins disponibles pour s'établir. Il vient seulement s'il y a des bois, de grands espaces non habités, et du gibier disponible. (...)
La nature fait peur : elle n'a pas besoin de l'homme, c'est l'homme qui en a besoin. Concernant le loup, les doryphores, les bactéries, les babouins, concernant les centaines de milliers d'espèces végétales et animales que l'homme menace par ses activités et son inconscience, il n'y a pas de raison de déraisonner au point d'en devenir complètement incohérent.
[Je demande] que les humains comprennent qu'ils ne peuvent pas choisir d'éliminer telle ou telle partie du tout dont ils sont eux-mêmes dépendants. (...).
Marc Finand
Drôme.

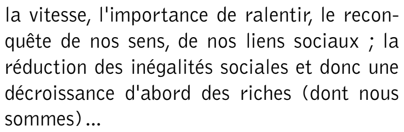
Festival écolo frelaté

Le week-end du 4 et 5 octobre dernier, s'est déroulé à Paris la 3e Fét'Nat, « fête de la nature et de l'écologie » dont l'objectif est de « donner des solutions concrètes, des pistes de réflexion, pour que chacun puisse participer, à son échelle, au changement... » et ceci grâce à des films, spectacles, défilés de mode, ateliers, stands d'associations, le tout gratuit et destiné au grand public.
A coté de poids lourds comme la LPO et WWF, on pouvait entre autres assister à des démos de vélos électriques, s'initier à la customisation d'ampoules électriques, fabriquer des nichoirs avec des bouteilles de lait en plastique, acheter des cosmétiques (made in Brazil), et pour les petits, coller des graines sur des tableaux en contreplaqué. Version trendy-kitsh du développement durable pour écolos débutants.
Dubitative, je change de salle pour explorer la « forêt sensorielle » composée de poutres plantées verticalement sur une estrade, entre lesquelles circulent les visiteurs, poutres principalement composées de bois exotiques. Naïveté là encore ou mauvais goût ?
Mal à l'aise, je poursuis ma visite et là je tombe en arrêt, dans la salle principale, devant un stand surmonté d'un parasol rouge flambant neuf « Coca-Cola » sous lequel étaient proposées des canettes de soda uniquement. Blague de second degré ? Non, les uniques boissons de ce rendez-vous étaient bel et bien vendues ! Peut-on encore parler de naïveté à ce stade ? J'en doute sérieusement en apercevant sur l'affiche de cette manifestation le logo Coca-Cola, parmi ses sponsors officiels.
Mais ce n'était pas tout ! Me tendait encore les bras un joli stand auréolé de coquilles Saint- Jacques jaunes tenu par un prof un peu dépassé qui vantait la chance qu'avaient eu ses élèves de pouvoir participer à « l'éco-marathon Shell », course en circuit de voitures en canettes (de... Coca-Cola ?) recyclées.
Au bord de l'apoplexie, je cherche à savoir avant de partir qui a organisé ce contre-festival écolo et apprends qu'il s'agit du magazine *Néoplanète : le développement durable, un nouvel art de vivre,* tout juste lancé, dont la rédactrice en chef, Yolaine de la Bigne est chroniqueuse à la radio.
Rassemblant mes dernières forces, j'ouvre le magazine qui m'est tendu et découvre au verso de la couverture une publicité pleine page pour... Mac Donalds vantant ses panières à pain lavable. Ensuite sur les deux premières pages, promotion de la *Fêt'Nat* avec photos et programmes. On précise en introduction : « Nous serons sur place et vous proposerons de vous photographier pour faire « la Une » de notre magazine. Comme Marion Cotillard ou Harrison Ford ».
Ouf, j'ai cru que c'était pour fêter l'écologie !
Catherine Mercier
Paris.

Une électricité verte et libéralisée ?

Je voudrais réagir à propos de l'article sur *Enercoop* (*Silence* n°360, p.28). Je ne veux pas mettre en cause les raisons de ce fournisseur (qui me paraissent bien plus saines que d'autres fournisseurs), mais écologie doit rimer avec social. Je ne suis pas sûr que de rentrer dans le marché libéral de l'énergie soit très social. Quels seront les coûts pour les chômeurs, RMIstes qui voudront avoir accès à l'énergie « propre » (...) ? De plus, lorsque l'électricité arrive dans notre maison, qu'est-ce qui différencie l'énergie propre de l'énergie nucléaire, sachant que les deux vont passer dans les mêmes câbles ? Autre question : quel est le nombre de kilomètres parcourus par l'énergie qui arrive dans ma maison et de ce fait, quelle est la perte d'énergie produite dans son transport (la même question est valable pour le nucléaire ? Je ne suis pas pro-nucléaire (très loin de là), mais je pense que rentrer dans le jeu du système (ou commerce) libéral, c'est jouer avec des règles qui ont prouvé depuis plus d'un siècle leur incompatibilité avec la nature et l'humain, la vie en somme. L'énergie comme la nourriture, l'eau ou encore l'habitat, ne doivent pas être l'affaire de quelques uns pour quelques uns. La réappropriation plutôt que la libéralisation du marché de l'énergie doit être une question majeure... même si chez beaucoup c'est une question désuète, qui n'a en fin de compte, jamais été réglée.
Davy Chesneau
Morbihan





Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Nous sommes ce que nous mangeons

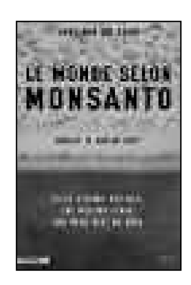
Jane Goodall
Ed. Actes sud
2008 - 286 p. - 22,50 €



L'auteure présente d'abord de très nombreuses sortes d'alimentation (certains ont mangé de la terre argileuse, réputée pour ses oligoéléments), puis elle dénonce le grand virage de l'après-guerre où l'alimentation est devenue du commerce et non un mode de subsistance. L'industrie agroalimentaire introduit alors les engrais, les pesticides, maintenant les OGM, l'élevage industriel, la privatisation des semences… Partant du constat qu'en grande partie les problèmes d'épuisement de la planète proviennent des questions alimentaires, Jane Goodall, célèbre pour ses études sur les chimpanzés, présente ici des solutions : une meilleure éducation alimentaire, un approvisionnement de proximité, des légumes de saison, des méthodes économes en eau, l'agriculture biologique, le végétarisme… Autant de pistes contre la malbouffe, l'obésité et la confiscation de l'alimentation. Belle plume, qui sait faire partager son optimisme dans l'action. FV.

Le monde selon Monsanto

Marie-Monique Robin
Ed. La Découverte / Arte
2008 - 370 p. - 20 €

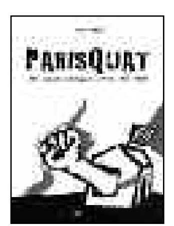


La firme Monsanto est née à Saint-Louis (Louisiane), en 1901. Elle a commencé par vendre la saccharine, un sucre artificiel à Coca-Cola… puis a diversifié ses activités avec des produits aussi célèbres que les PCB (pyralène), un produit qui bien qu'interdit depuis 1987 en France, pollue maintenant tous nos cours d'eau ; la dioxine, aujourd'hui considérée comme un déchet particulièrement dangereux, le DDT, un insecticide interdit pour ses conséquences congénitales, l'agent orange utilisé comme défoliant lors de la guerre du Viet-Nam et qui trente ans après pose encore de nombreux problèmes de santé, les hormones de croissance pour l'élevage (interdites en Europe), l'aspartame, un sucre artificiel que l'on trouve dans tous les produits "light" (interdit au Japon), le roundup, un herbicide puissant qui pollue les nappes phréatiques et bien sûr maintenant les OGM qui veulent aider les paysans à nourrir le monde !

Marie-Monique Robin, auteure de plusieurs documentaires sur l'avenir de l'agriculture pour le compte d'Arte ne pouvait que croiser la route de la firme et se décide en 2006 à réaliser un film pour essayer de comprendre comment une firme qui a produit autant de produits dangereux a pu survivre à tous les procès qui lui sont faits. Elle explique en détail dans ce livre passionnant, comment elle a mené son enquête, ses rencontres avec les victimes des différents produits, le refus de répondre de Monsanto, les multiples documents qui circulent maintenant et qui prouvent les corruptions et autres méthodes d'influence de la firme comme les "portes tournantes" qui consistent à offrir des places au sein de l'entreprise à de hauts fonctionnaires en échange de leur complicité… Les deux tiers du livre son consacrés à la stratégie mise en place pour imposer les OGM et à montrer les conséquences que cela a déjà sur le terrain, car les échecs sont nombreux. Le lecteur attentif de *S!lence* y retrouvera beaucoup d'informations que nous avons publiées, racontées ici sous forme d'une enquête : manipulations pour obtenir des législations avantageuses, suppression de budget pour les scientifiques qui mettent en évidence des conséquences néfastes des OGM… Marie-Monique Robin montre dans le détail comment gêné par les législations des pays les plus riches, Monsanto se tourne alors vers des pays plus conciliants… avec comme résultat, les crises sociales en Argentine, en Inde… Même si Monsanto rêve de contrôler l'agriculture de demain, l'auteure conclut par une note optimiste : les résistances du monde agricole se multiplient et la bataille se poursuit pour la liberté de produire ses semences et d'éviter le recours aux produits industriels. Remarquable réquisitoire. MB.

Le choc de la décroissance

Vincent Cheynet
Ed. Seuil
2008 - 215 p. - 15 €



Animateur de *Casseurs de pub* et de *La Décroissance,* Vincent Cheynet présente le débat politique posé par la décroissance. Après avoir démonté les tentatives de mettre en place une "autre croissance", il fait une analyse du vocabulaire, ses origines et son sens commun (qu'est-ce qu'un "libéral"), sur les mots "poisons" (comme "développement"), sur le glissement de sens (de l'écologie scientifique à l'écologie politique), sur ce qu'est une idéologie, une utopie (affirmant que la décroissance devrait être une utopie comme "liberté, égalité, fraternité"). Pour lui, la décroissance doit être un outil de dissensus en ce sens qu'il ouvre un débat salutaire. Beaucoup de ces débats sont ici évoqués : le rôle de la loi, la place de la désobéissance, le risque totalitaire ; la place de la vitesse, l'importance de ralentir, le reconquête de nos sens, de nos liens sociaux ; la réduction des inégalités sociales et donc une décroissance d'abord des riches (dont nous sommes)…

Vincent Cheynet aborde ensuite la question de l'engagement en politique. Comme lui, on peut être persuadé que la décroissance ne peut développer des niches alternatives sans s'affronter à ce qui les empêche de se développer : des multinationales surpuissantes, des institutions politiques dominées par les firmes, des médias sous contrôle. Comme lui, on peut aussi dénoncer ceux qui se maintiennent dans l'illusion qu'une démarche de simplicité volontaire peut suffire à changer le monde. Par contre, les critiques envers les animateurs de la mouvance décroissante affaiblissent ses appels aux débats. MB.

Parisquat

Des squats politiques à Paris 1995-2000
Jean Berthaut
Ed. ACL (Lyon)
2008 - 256 p. - 18 €

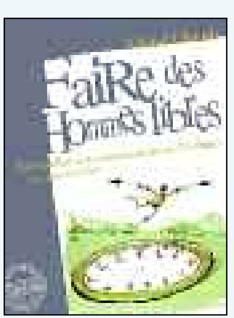
Cet ouvrage consiste essentiellement en une suite d'entretiens avec des personnes ayant vécu en squat à Paris entre 1995 et 2000. Quelques années plus tard, quel regard portent-ils sur cette expérience ? Jean Berthaut a lui-même été partie prenante de cette aventure et de ce "milieu" à l'époque. Généralement, écrit-il, "ce milieu est si méconnu et minoritaire qu'il vaut mieux parler du bon côté des choses, qu'il faut le « vendre ». Dans mon projet, ce discours-là ne m'intéresse pas. Ici, ce qui me plaît, c'est que les gens parlent avec du recul". C'est sans doute cette approche distanciée et donc critique qui est la raison d'une réception parfois violente de cet ouvrage dans le "milieu squat". Pourtant, c'est par cette critique que passent les améliorations possibles. L'originalité de ce livre est d'apporter une réflexion plurielle des acteurs de cette expérience encore récente sur les différentes dimensions d'une vie en squats politiques : le parcours familial et militant qui y mène, les relations entre habitant-e-s et l'organisation quotidienne, le sexisme et la violence parfois, la répression, la relation à la famille… La mère d'un squatteur est même interviewée pour l'occasion, donnant lieu à un intéressant glissement du regard. Ce sont des témoignages à hauteur humaine qu'on entend, avec les faiblesses et les joies simples de la vie. L'ouvrage est par ailleurs émaillé de nombreux documents d'archive très utiles et instructifs sur leurs actions, la vision qu'en avait la presse, les procès, les techniques d'ouverture, etc. GG



le livre du mois

Faire des hommes libres
Boimondeau et les communautés de travail de Valence

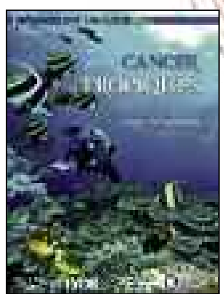
Michel Chaudy
Ed. Repas (26000 Valence)
2008 - 170 p. - 15 €



Marcel Barbu se lance dans la fabrication de boîtiers de montres à Paris, puis à Besançon. Expulsé en zone libre en 1941, il décide de mettre en application ses idées chrétiennes de partage et lance une communauté de travail. Après de longues réflexions, l'entreprise passe effectivement aux mains des ouvriers (jusqu'à 200), dans le contexte difficile de la guerre. Le livre retrace les réflexions et démarches du fondateur puis de son successeur, Marcel Marmoz, d'inspiration communiste. L'entreprise sera l'une des premières à devenir une Scop dès 1947. Le déclin aura lieu à partir du départ du second responsable et s'achèvera par une faillite en 1971. A la différence des coopératives qui ne gèrent que la sphère économique, la communauté de travail essaie de prendre en charge toutes les valeurs de la vie des familles des salariés, avec services sociaux, activités culturelles, entraide… Un récit qui laisse toutefois sur sa faim : autant les dix premières années sont bien décrites, autant la suite est trop rapidement présentée. La préface de Charles Piaget, un des leaders de la lutte des Lip (1973) présente l'idéal autogestionnaire de l'époque, mais Boimondeau étant précisément un fournisseur de Lip, il aurait été intéressant de voir comment les valeurs sont passées d'une entreprise à l'autre. MB.

Cancer des tropiques

Violette Le Quéré-Cady
Ed. Quae (Inra)
2008 - 46 p. - 14 €



Cette collection de BD scientifiques (huitième titre) présente cette fois la question de la survie des coraux dans les îles tropicales, îles confrontées au réchauffement climatique et à la montée des eaux. Sur le plan de l'écologie scientifique, l'histoire est parfaite pour comprendre ce qui menace les atolls de coraux. Par contre sur le plan politique, c'est beaucoup plus douteux : situer l'action en Polynésie d'aujourd'hui sans parler du débat autonomie-indépendance, cela traduit malheureusement les lacunes d'une collection "étatique". MB.

Noir Canada

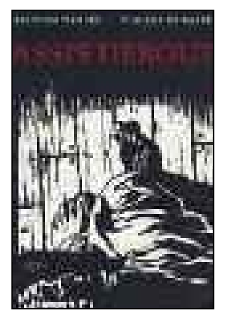
Alain Deneault, Delphine Abadie, William Sacher
Ed. Ecosociété (Québec)
2008 - 350 p. - 26 €



Si la Françafrique n'a plus de secret pour le lecteur assidu de *S!lence,* ce livre montre que le Canada n'est pas en reste : grâce à une législation séduisante, ce pays a réussi à héberger de nombreuses compagnies pétrolières et minières qui d'outre-Atlantique, pillent sans vergogne le sous-sol africain, financent les dictateurs en place, attisent les conflits locaux pour le contrôle des territoires. Les auteurs, universitaires, présentent ici une compilation de ce que l'on sait sur ces sociétés : expropriations, spoliations des terres, terrains noyés sous les barrages hydrauliques, privatisation de sociétés publiques… et quand tout est bien pillé, mise en place de l'"aide au développement" (au profit des firmes implantées dans les pays), et même expérimentation médicales sous couvert d'aide sanitaire. Un déferlement d'horreurs. Les indépendantistes québécois font-ils mieux ? Pour se démarquer, ils ont cherché une reconnaissance internationale… que la France leur a donné en leur permettant de rejoindre la francophonie où le Québec siège aux côtés des pires dictatures africaines. Les auteurs montrent comment les politiques ont réussi à mettre en place une politique "pour faire traîner les choses", comment les grandes associations sont contrôlées pour ne pas parler de ce qui fâche et comment les médias continuent pendant ce temps à se désoler sur ces Africains qui se déchirent entre eux. Le livre vaut actuellement un procès aux auteurs et à l'éditeur (voir http://slapp.ecosociete.org), attaqués par une des multinationales citées… qui demande une somme exorbitante pour étouffer toute contestation (ce qui n'est pas sans rappeler ce qui se passe chez nous avec Denis Robert et l'affaire Clearsteam). Espérons que ces procédures juridiques contribueront à faire entendre l'appel qui figure en fin d'ouvrage : que les citoyens s'emparent du politique, notamment en demandant le contrôle des placements de leurs fonds de retraite qui aujourd'hui servent à financer ces firmes. MB.

Assis debout

Stephan Plottès et Vincent de Raeve
Ed. Des ronds dans l'O (Vincennes)
2008 - 64 p. - 15,50 €

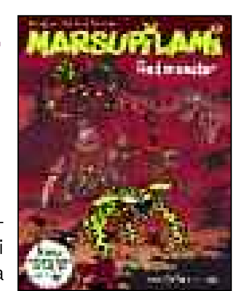


Des chapitres comme autant de tranches de vie. Un noir et blanc au départ bien déprimant (drogue, service militaire, SDF). Et puis la longue remontée vers la lumière, avec l'amour à l'arrivée. Le bonheur est finalement quelque chose d'assez simple une fois qu'on l'a trouvé. Un premier roman graphique réussi, en phase avec l'actualité. MB.

B. D.

Marsupilami 21 Red Monster

Batem et Colman
Ed. Marsu Productions
2008 - 46 p. - 9,20 €



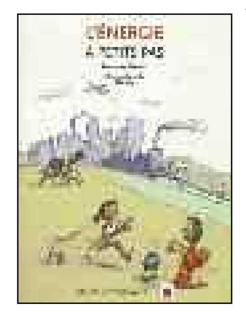
Omer Houston est un botaniste un peu inconscient qui cherche à photographier la faune et la flore de Palombie, forêt où vit le marsupilami. Il apprend par des indiens qu'un "red monster" détruit la forêt et va les aider à se débarrasser du monstre… avec l'aide précieuse du marsupial né de l'imagination de Franquin. L'histoire rocambolesque est l'occasion pour le jeune lecteur d'apprendre des anecdotes sur les habitants des forêts tropicales : vous saurez ainsi pourquoi les perroquets mangent de l'argile. Le scénario a été réalisé en collaboration avec le WWF, fonds mondial pour la nature, qui touche un pourcentage sur les ventes de cet album fort agréable à lire. MB.

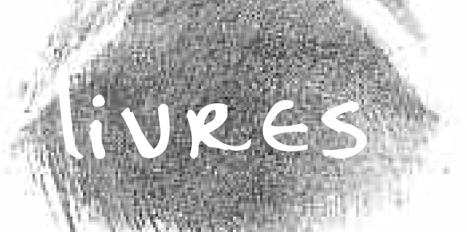
Enfants

L'énergie à petits pas

François Michel
Ed. Actes Sud Junior
2007 – 80 p. - 12 €

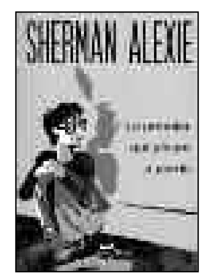
Ré-édition d'un ouvrage consacré aux enfants à partir de 10 ans. Ce livre aborde l'énergie dans un large contexte, de manière très simple. C'est ainsi qu'en quelques pages on parcourt l'histoire de l'humanité pour en arriver aux différentes ressources en énergie. Sans développer outre mesure, l'ensemble est très bien présenté, avec de nombreuses illustrations bien pensées. Sans prendre de position l'auteur présente les avantages et inconvénients de chacune des sources possibles d'énergie dont les économies. Une bonne entrée en matière qui reste néanmoins à compléter par quelques informations plus « militantes ». JP.





Le premier qui pleure a perdu

Sherman Alexie
Ed. Albin Michel
2008 - 281p. - 13 €



C'est dans une réserve d'Indiens Spokane que grandit Junior. Né la tête « pleine d'eau », il subit la cruauté que les autres enfants réservent aux « gogols ». Pour échapper à son double stigmate, celui d'Indien condamné à la réserve et celui lié à sa difformité, il rompt le pacte implicite qui règne parmi les siens en décidant d'aller étudier à Reardan, la ville du coin. Là, il est le seul Indien. Voilà que commence pour lui une vie d'« Indien à temps partiel », déchiré entre destin et transgression. Ce roman destiné à un public adolescent est d'une fluidité totale. Ecrit par un romancier qui est l'une des voix de la littérature indienne d'Amérique du Nord, il porte un regard à la fois désenchanté et comique sur les petites choses qui font le quotidien d'une réserve indienne. L'auteur réussit un roman qui saura à la fois divertir par son humour omniprésent, émouvoir et interroger. Les chapitres sont agrémentés d'illustrations du personnage Junior qui font rire… souvent jaune. Une œuvre ironique et sensible à la fois, entre amour de la vie et désenchantement. GG

C. D.

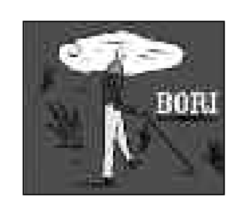


Eksplodiqos vian domon

La Perdita Generacio
Ed. Vinilkosmo
2008 - 13 titres - 15,15 €

La Perdita Generacio (génération perdue) est un groupe musical du nord de la Suède qui se définit comme écolo radical. Cet album chanté en espéranto nous conduit à la découverte d'ambiances musicales toutes plus différentes les unes que les autres. On passe ainsi d'un folk à de la pop à la limite du commercial pour radio FM, tout en approchant des rythmes tziganes. De nombreuses sonorités nous font voyager à travers le monde (didjeridou, guitare, percussions, etc.). Mais n'est-ce pas un des buts de l'espéranto que de pouvoir échanger avec le plus grand nombre !
Malgré quelques mélodies qui font déjà entendu, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un album très agréable à l'écoute, tout en chaleur qui vous amènera à fredonner certaines des mélodies menées de main de maître par des musiciens multi-instrumentistes. JP.

Dans ce monde poutt poutt



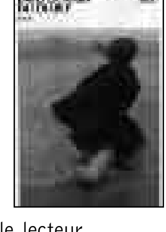
Bori
www.bori.com
2008 - 15 titres

Ce septième album du Québécois Edgar Bori, sur des bases de jazz nous invite à voyager au travers de sonorités typiquement nord-américaines comme le blues, le folk et la country mais il sait également mêler avec finesse des zestes de samba à l'accent québécois. Ses textes sont autant de poèmes inscrits dans la critique d'un monde poutt poutt – comprenez cahin-caha. S'il n'était pas Québécois, son album pourrait être assimilé à de la chanson française, et pas des moindres car à l'écoute on y retrouve des influences telles que Léo Ferré et Claude Nougaro. Un bel album, rythmé, varié et chaleureux pour lequel nous noterons la participation du grand monsieur du jazz français, Henri Texier. JP.

Romans

Dans la main du diable

Anne-Marie Garat
Ed. Actes Sud / Babel
2007 - 1290 p. - 12,50 €



Celui que Gabrielle aime a disparu en Birmanie. Elle cherche à connaître les raisons de sa mort. Nous sommes en 1913. Dans ce récit plein de rebondissements, où l'auteure creuse avec réussite la psychologie de ses personnages, le lecteur découvre les manipulations secrètes entre recherche scientifique et technique militaire. Des manipulations qui vont conduire à l'utilisation des gaz toxiques pendant la guerre des tranchées. Palpitant. FV.

Zenapi

Titouan Lefèvre
Ed. Ker (Suisse)
2008 - 462 p. - 25 €

Charly arrive à convaincre un président africain de lui laisser construire un écovillage en bord de mer, autour d'une activité économique de phytothérapie. Des conférences y sont organisées pour convaincre de la viabilité de la démarche et proposer un nouveau modèle de société. Deux groupes trouvent que cela ne va pas assez vite et que pour sauver la Terre, il faut passer à une vitesse supérieure. Un des groupes met au point une séquence OGM qui, inclue dans les céréales, provoque la stérilité. L'autre provoque des scandales et sabotages dans la sphère économique. Il y a les ingrédients pour faire un bon roman, mais les longs développements théoriques sur l'écologie, la décroissance brouillent la lecture. Quant au message politique ? Pas vraiment clair : une élite éclairée pour sauver le monde ? Dangereux ! MB.

Nous avons également reçu...

■ **Dictionnaire critique de la globalisation,** *Jacques B. Gélinas, éd. Ecosociété (Québec), 2008, 304 p. 21 €.* Présentation des débats sur le sujet à travers environ 80 entrées différentes (capitalisme, greenwashing, militarisation, paradis fiscaux…). Un choix qui ne permet pas de creuser les sujets.

■ **Pour un nouvel urbanisme,** *Denis clerc, Claude Chalon, Gérard Magnin, Hervé Vouillot, éd. Yves Michel, 2008, 160 p. 15 €.* Les villes, zonées, étalées, destructrices de l'environnement, polluées, ne peuvent être "durables". Que serait une ville en harmonie avec la campagne, favorisant l'équité sociale, la gestion responsable de l'espace, des transports, du bâti… des pistes concrètes d'action à partir d'exemples dans différentes villes européennes.

■ **Cuisine bio pour fruits de saison,** *Serge de Thaey, éd. Terre vivante, 2008, 160 p. 16 €.* 130 recettes à réaliser avec les fruits de votre jardin.

■ **Les oiseaux disparus d'Amérique,** *Henri Gourdin et Alain Joveniaux, éd. La Martinière, 2008, 160 p. 49 €.* En 1803, le Français Jean-Jacques Audubon se lance dans l'inventaire des oiseaux des Etats-Unis. Il mettra trente ans et décrira 500 oiseaux. Ce livre présente sept des espèces aujourd'hui disparues et quinze autres menacées.

■ **Les bandits,** *E. J. Hobsbawm, éd. La Découverte/Zones, 2008, 228 p. 14 €.* Histoire des "robins des bois", ces "bandits sociaux" qui volaient pour redistribuer les richesses.

■ **Calendrier lunaire 2009,** *6, rue des Prés-Verts, 39120 Chêne-Bernard, 2008, 116p. 7,40 €.* Pour les jardiniers, mais aussi pour ses soins.

■ **Mauvaises nouvelles de la chair,** *Marie Rouanet, éd. Albin-Michel, 2008, 186 p. 15 €.* Reportage acerbe au pays des élevages industriels. Sous une forme littéraire, une dénonciation de notre éloignement avec la nature au nom de la nourriture carnée.

■ **Chauffage au bois,** *Emmanuel Carcano, éd. Terre Vivante, 2008, 156 p. 21 €.* Comment choisir un appareil de chauffage au bois performant, bien l'utiliser, les différentes méthodes pour utiliser le bois, le couper, le stocker, le brûler. Richement illustré, fort détaillé.

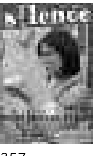
■ **La médecine nous tue,** *Marc Menant, éd. du Rocher, 2008, 192p. 17 €.* La médecine fait feu de tout symptôme pour nous vendre des traitements. Et pas question de contester : c'est une nouvelle religion. L'auteur propose de prendre ses distances.

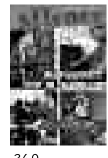
■ **L'agroforesterie,** *Emmanuel Torquebiau, éd. L'Harmattan, 2008, 152 p. 14 €.* L'agriculture intensive a fait le pari des monocultures. Et voilà qu'on découvre que la biodiversité peut être source de meilleurs rendements ! L'agroforesterie, mélangeant arbres, plantes annuelles et animaux, permet une meilleure protection des sols, favorise la biodiversité de la faune, réduit les émissions de gaz à effet de serre. L'auteur, spécialiste de l'écologie des forêts tropicales propose de redécouvrir ici aussi les valeurs de l'arbre.

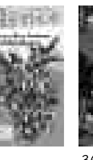
■ **Et le singe se mit debout,** *Brigitte Senut et Michel Devillers, 2008, 182 p. 15 €.* Histoire d'une campagne de recherche en paléontologie, occasion de présenter ce métier qui cherche à expliquer l'évolution des espèces et de l'homme en particulier.

■ **Atlas des développements durables,** *Yvette Veyret et Paul Arnould, éd. Autrement, 2008, 90p. 15 €.* Beaucoup de questions abordées à travers une centaine de cartes riches en données… par contre les commentaires des auteurs contre le catastrophisme écologique sont insupportables et politiquement orientés.

■ **La télé enchaînée,** *Roger Dadoun, éd. Homnisphères, 2008, 342 p. 18 €.* L'auteur, philosophe et psychanalyste présente le "peuple des télécommandés" soumis au monopole de l'imaginaire contrôlé par l'Etat, le fric et les marchands. Télétron et Anal +, soumission et infantilisation pour ne plus avoir à penser.


356

357

359

360

361

362


s'abonner à S!lence

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles.**
Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352).
Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

- ☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**
- ☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
- ☐ **337 Paris**
- ☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
- ☐ **348 Centre**
- ☐ **353 Haute-Garonne et Gers**
- ☐ **359 Seine-Saint-Denis**

Autres numéros

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

☐ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso.L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

☐ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

☐ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

☐ **352 Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raisin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

☐ **354 Municipales : être maire autrement**
Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.

☐ **355 Sortir des pesticides**
Sans papiers : pour la liberté de vivre. OGM : rien n'est encore joué ! Transports : une énergie écologique sur quatre pattes. Alternatives à S!lence : des lecteurs en action.

☐ **356 Comment les armées détruisent la planète**
Inde du sud : voyage en biodynamie. Décroissance : cultivons le désir de créer. Energies : marche pour un futur sans nucléaire. Alternatives : un bar autogéré : de l'Autre CôTé du PonT.

☐ **357 Amap, dynamiques et limites**
Décroissance : le tourisme, une pratique prédatrice. Vivre autrement : habitat nomade, une large route des possibles.Santé : l'Embellie. Israël-Palestine : le meurtre est la question posée.

☐ **360 Autoproduire pour se reconstruire**
Tricastin en eaux troubles. Enercoop. Commune de la Colline. Politique des transports. Neso. Agroécologie au Sud.

☐ **361 Les nouvelles formes de colonialisme**
Altertour. AMAP : maraîchers en quête de terres. Journées mondiales végétariennes.

☐ **362 Les jardins partagés**
Alternative : La Rôtisserie. Immigration, la saignée du continent africain continue. Les écologistes peuvent-ils s'inspirer de Mai 68 ? Pour la croissance du bonheur.

je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Commune ____________________

Et si vous optiez pour le virement automatique ?
Voir dépliant en page centrale.

France métropolitaine

☐	Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐	Particulier	1 an	46 €
☐	Institution	1 an	92 €
☐	Soutien	1 an	60 € et +
☐	Petit futé	2 ans	74 €
☐	Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐	Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐	Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐	Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐	Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐	Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐	Particulier	1 an	55 €
☐	Institution	1 an	100 €
☐	Soutien	1 an	60 € et +
☐	Petit futé	2 ans	85 €
☐	Petit budget	1 an	35 €

France : règlement à
Silence, 9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain
tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à
Contratom CP 65 -
CH 1211 Genève 8
tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Téléphone :** 04 78 39 55 33 **Abonnements et dépositaires :** mardi et jeudi, 10h-12h, 14h-17h **Rédaction :** lundi et mercredi, 10h-12h, 14h-17h **Stands :** lundi, 10h-12h, 14h-17h. Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. **Textes :** sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN :** 0756-2640 **Date de parution :** 4e trimestre 2008 **Tirage :** 6500 ex. **Editeur :** Association Silence **Administrateurs :** Patrick Allamel, Michel Bernard, Patrice Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Clémence Emprin, Esteban, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Pierre Lucarelli, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Christophe Rastoll **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Patrice Bouveret, Esteban, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Mimmo Pucciarelli **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Adeline Charvet,Christian David, Sophie Dodelin, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Jean-Pierre Lepri, Xavier Lhermitte, Pierre Luccarelli, Eveline Mana, Pascal Martin, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Xavier Seredine, Francis Vergier **Gestion et abonnements :** Béatrice Blondeau **Maquette :** Damien Bouveret **Dessinateurs :** Boulon, Dessin'acteurs, Lasserpe, Lecroart **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal,Françoise Weité **Photographes :** Alain Bachelier, Francis Blaise/Contrefaits, Marie Clem's, J.M. Desfilhes, Cécile Dubart, Greenpeace, Paul Hackett/Christian Aid, Nikki McLeod, Sacha Pfister, Guinea Pig, David Rose/Christian Aid, Mike Sax, J. Star, Lionel Stocard, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n° :** René de Paulis,

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél. : 04 75 85 51 00


Cécile Dubart

Installer des agriculteurs bio

Champs libre (Creuse)

Le prix du foncier empêche la réalisation des projets d'installation d'agriculteurs bio. L'association *Terre de liens,* en partenariat avec le réseau des *Biocoop* et la société financière *La Nef* ont mis en place en décembre 2006 un placement d'épargne solidaire : la *Foncière Terre de liens.*

Il est possible d'acheter des parts de cette société à capital variable (100 € aujourd'hui, valeur indexée sur l'inflation, durée 5 ans minimum). Ce capital est destiné à acheter des terres qui, en propriété collective, seront confiées à des agriculteurs bio.

Fin 2008, deux cent actionnaires avait déjà contribué au projet pour plus d'un million d'euros. Cela a permis de se porter acquéreur de huit fermes. Dix autres projets sont en cours d'acquisition.

Il est possible de se renseigner pour en savoir plus dans un magasin *Biocoop,* auprès de *la Nef* ou directement auprès de :

Voici les projets réalisés :

- **Dans l'Isère,** à Chalonne, 16 ha ont été achetés et confiées au GAEC des Hormins pour la production de céréales pour farine de pain et alimentation animale, poules pondeuse et pommes de terre. Le GAEC existait avant et peut ainsi se diversifier.
- **Dans la Creuse,** le GAEC Champs libres existe depuis 1997 à Saint-Moreil, avec trois associés. L'achat de 3 hectares supplémentaires permet l'installation de deux couples d'apiculteurs.
- **Dans le Jura,** à Passenans, l'achat de 0,9 ha de vignes permet à Céline Jamet de développer son activité alors qu'elle ne disposait que de 0,6 hectares. Elle produit du vin en biodynamie.
- **Dans l'Hérault,** à Saint-Etienne-d'Albagnan, l'achat d'un bâtiment a permis à Chantal Herson Macarel de sauver son élevage de juments menacé par la vente spéculative des écuries alors en location.
- **Dans la Drôme,** à Upie, l'achat de 6 ha permet à Michel Vignat, paysan boulanger de produire ses céréales et de distribuer son pain dans une AMAP et sur les marchés locaux.
- **Dans la Drôme,** à Vachères-en-Quint, près de Die, l'achat de 28 ha, permet à plusieurs fermiers en bio de reprendre l'exploitation d'un agriculteur qui part à la retraite.

Projet d'achat : Ferme de la Terre (Lot)

terre de liens

Foncière Terre de liens,
10, rue Archinard, 26400 Crest,
tél : 09 70 20 31 00.
www.terredeliens.org

Cécile Dubart